

CONSEIL COMMUNAL DU 17 OCTOBRE 2022
GEMEENTERAAD VAN 17 OKTOBER 2022

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents	Ariane Calmeyn, <i>Président/Voorzitter</i> ;
Aanwezig	Olivier Maingain, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ; Isabelle Molenberg, Michèle Nahum, Eric Bott, Jacqueline Destrée-Laurent, Xavier Liénart, Jean-François Thayer, Gregory Matgen, Philippe Jacquemyns, <i>Echevin(e)s/Schepenen</i> ; Georges De Smul, Pierre-Alexandre de Maere d'Aertrycke, Fabienne Henry, Francine Bette, Julie Van Goidsenhoven-Bolle, Françoise Charue, Aurélie Melard, Quentin Deville, Charles Six, Jacques Melin, Michaël Loriaux, Marie-Jeanne Peti Mpangi , Laïla Anbari, Jean Ullens de Schooten, Ingrid Goossens, Margaux Hanquet, Kurt Deswert, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen, <i>Conseillers/Gemeenteraadsleden</i> ; Patrick Lambert, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Delphine De Valkeneer, <i>Echevin(e)/Schepen</i> ;
Verontschuldigd	Sonia Begyn, Nuria Bordes Castells, Amélie Pans, Adelaïde de Patoul, Steve Detry, <i>Conseillers/Gemeenteraadsleden</i> .

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

SECRETARIAT - SECRETARIAAT

Secrétariat - Secretariaat

17.10.2022/A/0001 **Communications.**

La présidente signale que Mmes DE VALKENEER, BEGYN, BORDES CASTELLS, PANS et de PATOUL ainsi que M. DETRY sont excusés.
Mme VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE et M. DEVILLE sont entrés en cours de séance.

Communicatie.

De voorzitter deelt mee dat mevrouwen DE VALKENEER, BEGYN, BORDES CASTELLS, PANS en de PATOUL alsook dhr. DETRY verontschuldigd zijn.
Mw. VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE en dhr. DEVILLE zijn tijdens de zitting binnengekomen.

17.10.2022/A/0002 **Procès-verbal de la séance du 19/09/2022 - Approbation.**

Le procès-verbal de la séance du 19/09/2022 est approuvé.

29 votants : 29 votes positifs.

Proces-verbaal van de vergadering van 19/09/2022 - Goedkeuring.

Het proces-verbaal van de vergadering van 19/09/2022 wordt goedgekeurd.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Julie Van Goidsenhoven-Bolle entre en séance / treedt in zitting.

17.10.2022/A/0003 **ASBL communale Wolu-International - Représentation politique - Membre - Démission de M. Philippe VANDEMEULEBROUCKE (Ecolo) - Remplacement - Approbation - M. Jean-Claude VAN der AUWERA.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 05/07/2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, telle que modifiée, et les statuts de l'ASBL Wolu-International ;

Considérant que l'Assemblée générale de l'ASBL se compose de 13 membres effectifs désignés par le Conseil communal, répartis comme suit :

- 10 membres pour la liste LB,
- 2 membres pour la liste Ecolo,
- 1 membre pour la liste MR+ ;

Vu la lettre de démission du 02/07/2021 de M. Philippe VANDEMEULEBROUCKE, représentant du groupe Ecolo, à l'Assemblée générale ;

Vu le courrier du 23/09/2022 introduit par l'ASBL Wolu-International demandant de faire appel pour le remplacement de M. Philippe VANDEMEULEBROUCKE ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à ce remplacement afin de respecter l'équilibre politique et le nombre de représentants désignés par le Conseil communal ;

Considérant que dans un précédent courriel relatif à plusieurs changements au sein des représentants Ecolo dans différentes ASBL, Mme Ingrid GOOSSENS, chef de groupe, avait proposé la candidature de M. Jean-Claude VAN der AUWERA au remplacement de M. Philippe VANDEMEULEBROUCKE dans l'ASBL précitée ;

Considérant, par conséquent, que cette candidature est retenue ;

Vu les articles 117 et 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/10//2022 ;

PROCEDE à la désignation de M. Jean-Claude VAN der AUWERA, conseiller communal, domicilié chaussée de Roodebeek 254 en c/c, comme membre effectif à l'Assemblée générale de l'ASBL Wolu-International en remplacement de M. Philippe VANDEMEULEBROUCKE, membre démissionnaire, pour un terme expirant au renouvellement du Conseil communal suite aux élections de 2024.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du

14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Gemeentelijke vzw "Wolu-International" - Politieke vertegenwoordiging - Lid - Ontslag van dhr. Philippe VANDEMEULEBROUCKE (Ecolo) - Vervanging - Goedkeuring - Dhr. Jean-Claude VAN der AUWERA.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Quentin Deville entre en séance / treedt in zitting.

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES - HUMAN RESOURCES MANAGEMENT

GRH - HRM

17.10.2022/A/0004 **Plan diversité - Proposition du plan d'actions « Diversité » 2023-2024 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance de la Région bruxelloise du 04/09/2008 visant à promouvoir la diversité et à lutter contre la discrimination dans la fonction publique régionale bruxelloise, telle que modifiée, qui prévoit de « mener une politique de diversité plus forte au sein de l'administration » ;

Vu l'arrêté d'exécution du 19/07/2012 relatif à l'obligation pour les pouvoirs locaux de réaliser un plan de diversité ;

Vu sa déclaration de politique générale 2018-2024 qui attache une grande importance à la diversité, à l'égalité des chances et à une politique plus inclusive des personnes en situation de handicap ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/10/2022 ;

DECIDE d'approuver, comme suit, le plan de diversité, qui aura une durée de deux ans dès son approbation par le ministre compétent pour les pouvoirs locaux :

1. Commission d'accompagnement

Commission d'accompagnement		
	Détails	Commentaires
Date de l'avis du Collège	<ul style="list-style-type: none">• 06/10/2022	
Date de création	<ul style="list-style-type: none">• 26/11/2020	

Composition	<p><u>Pour le service Gestion des Ressources Humaines</u> : Mme Jennifer MORREN, Mme Magali MAYAUDON et M. Olivier SMAL (suppléant) ;</p> <p><u>Pour le service Relations Publiques</u> : Mme Véronique DUMOULIN et M. Patrick de MÜELENAERE (suppléant) ;</p> <p><u>Pour le Service Interne pour la Prévention et la Protection au Travail</u> : Mme Saida IMZRI ;</p> <p><u>Pour le service Nouvelles Technologies</u> : M. Laurent SAILLART ;</p> <p><u>Pour le service Jeunesse</u> : M. Olivier VANHOEYDONCK et M. Vincent HAECK (suppléant) ;</p> <p><u>Pour le Cabinet du bourgmestre</u> : M. Lionel DEMUNTER ;</p> <p><u>Pour le service FASE</u> : Mme Céline COLLEYE (Personnes en situation de handicap) et Mme Graciela MURGA (Egalité des chances) + Consultant Actiris.</p>	
Rôle et fonctions	<ul style="list-style-type: none"> • Voir ci-dessus 	
Interventions prévues	<ul style="list-style-type: none"> • 1^{re} réunion tenue en novembre 2020 • réunion de mise au point avec Actiris le 27/06/2022 	

Membre du personnel chargé du plan d'action diversité	Temps de travail estimé
<p>Mme Magali MAYAUDON</p> <p>Accompagnement et collaboration de Mme Jennifer MORREN, chef de division, responsable du service Gestion des Ressources Humaines</p>	<p>20 % temps de travail</p>

2. Analyse quantitative : photographie du personnel avant plan

Ensemble du personnel

	Niveau E	Niveau D	Niveau C	Niveau B		Niveau A		Total
				Employés	Cadres	Employés	Cadres	
Nationalité								
UE 28	131	175	115	73	15	37	43	589
Hors UE 28	17	3	4	0		1	0	25
Âge								
-26 ans	6	5	8	2	0	2	0	23
26-45 ans	55	61	57	33	8	20	16	250
+ 45 ans	87	112	54	38	7	16	27	341
Handicaps	7	4	1	2	0	0	1	15
Genre								
Hommes	96	126	45	27	8	17	22	341
Femmes	52	52	74	46	7	21	21	273
Total	148	178	119	73	15	38	43	614
Pourcentage	24 %	29 %	19 %	12 %	3 %	6 %	7 %	100 %

Personnel statutaire

	Niveau E	Niveau D	Niveau C	Niveau B		Niveau A		Total
				Employés	Cadres	Employés	Cadres	
Nationalité								
UE 28	34	97	35	16	6	8	31	227
Hors UE 28	2	2	0	0	0	0	0	4
Âge								
-26 ans	0	0	0	0	0	0	0	0
26-45 ans	16	31	8	2	3	4	10	74
+ 45 ans	20	68	27	14	3	4	21	157
Handicaps	2	1	0	1	0	0	1	5
Genre								
Hommes	30	77	16	9	2	4	13	151
Femmes	6	22	19	7	4	18	4	80
Total	36	99	35	16	6	22	17	231
Pourcentage	16 %	43 %	15 %	7 %	3 %	19 %	7 %	100 %

Personnel contractuel

	Niveau E	Niveau D	Niveau C	Niveau B		Niveau A		Total
				Employés	Cadres	Employés	Cadres	
Nationalité								
UE 28	97	78	80	57	9	29	12	362
Hors UE 28	14	1	4	0	0	1	0	20
Âge								
-26 ans	6	5	8	2	0	2	0	23
26-45 ans	38	30	49	31	5	16	6	175
+ 45 ans	67	44	27	24	4	12	6	
Handicaps	5	3	1	1	0	0	0	10
Genre								
Hommes	66	49	29	18	6	13	9	190
Femmes	45	30	55	39	3	17	3	192
Total	111	79	84	57	9	30	12	382
Pourcentage	29 %	21 %	23 %	15 %	2 %	8 %	2 %	100 %

Remarques particulières au vu des données :

L'analyse quantitative est basée sur les données récoltées en date du 02/02/2021.
 Nombre d'équivalents temps plein en service : 583,28 ETP.

3. Analyse qualitative : forces et points d'attention

Dans une démarche diversité, une analyse quantitative ne peut suffire. Elle doit être couplée à une réflexion qualitative, menée en interne et orientée envers les groupes ciblés par la diversité et sur les quatre axes d'intervention.

Pour rappel, certains points d'attention sont déjà mis en œuvre au sein de l'administration mais l'objectif de cette partie est de les synthétiser et les préciser.

• Par groupes ciblés par la diversité

L'analyse qualitative permet d'identifier des forces et des points d'attention dans notre recherche d'un personnel plus diversifié. Envers quels groupes ciblés une attention a déjà été apportée et quelles expériences vous pouvez en tirer.

	Points forts	Points d'attention
	<i>Démarches déjà menées avec résultats, envers :</i>	<i>Démarches à renforcer envers :</i>
Travailleur·se·s de nationalité hors UE	<ul style="list-style-type: none"> - Critère non déterminant lors des sélections. - Le Plan Diversité sera inscrit dans la note de politique générale. - Communication claire en cas de discrimination/racisme et intervention de(s) personne(s) de confiance. - Primes pour la connaissance des langues étrangères (Anglais, Allemand, Espagnol, Italien, Arabe, Chinois, Polonais et langue des signes). 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des chef·fe·s de service et de la division Emploi.
Travailleur·se·s de moins de 26 ans	<ul style="list-style-type: none"> - Recrutement régulier de travailleurs et travailleuses de moins de 26 ans dans le cadre des conventions de premier emploi (CEFA et CPE) - Le Plan Diversité sera inscrit dans la note de politique générale. - Engagement de nombreux étudiants et étudiantes durant les vacances scolaires (espaces verts, plaines de jeux, stade Fallon, etc.). - Publication des offres sur le site officiel de l'administration et publication des offres auprès de l'ASBL Jeep. - Parrains et marraines désigné·e·s dans le cadre des engagements CEFA. - Perspectives et évolution de la carrière. 	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la formation des accompagnateurs et accompagnatrices internes des jeunes engagé·e·s. - Utilisation de moyens de communication en matière de sélection plus récents (systématisation de l'outil LinkedIn...).

<p>Travailleur·se-s de plus de 45 ans</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Critère non déterminant lors des sélections. - Le Plan Diversité sera inscrit dans la note de politique générale. - Avec l'âge, les membres du personnel reçoivent davantage de jours de congés. - Possibilité d'adaptation en fin de carrière. - Possibilité de réaménagement des horaires. - Service social-pension : aides dans les démarches auprès de l'Office National des Pensions (ONP) ou tout autre organisme de gestion de la pension (pension à l'âge légal, pension anticipée, pension de survie...) - Mobilité interne systématique et possibilité d'évolution de carrière. - Une bibliothèque de formations (en ligne) est disponible. Une plateforme RH en ligne est en cours de réalisation. - Formations sous forme de capsules vidéo via le service IT. - Pour les 60 ans et +, conférence « Préparation à la retraite » prévue pour les citoyennes et citoyens plus ou moins tous les 2 ans. 	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser des séances d'informations avec le SFP Pension pour le personnel. - Formations de remise à jour/niveau/recyclage. - Procéder à un envoi automatique d'information au personnel atteignant l'âge de 45 ans ou + pour communiquer sur ses nouveaux avantages. - Prévision anticipée des départs à la pension et formation du remplaçant. - Pour les 60 ans et +, prévoir une formation « Préparation à la retraite » pour le personnel. - Interactions et collaborations entre les services FASE/GRH quant aux questions relatives aux pensions.
<p>Travailleur·se-s handicapé·es</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Recrutement régulier de travailleurs et travailleuses handicapé·es dans le cadre de l'ordonnance du 02/02/2017 relative à l'obligation d'engager des personnes en situation de handicap dans les administrations des pouvoirs locaux (2,5 % du solde de l'effectif). - Le Plan Diversité sera inscrit dans la note de politique générale. - Envoi de toutes les offres d'emploi à l'ASBL DiversiCom. - Envoi candidatures de Diversicom au Comité de direction. - Formation en langue des signes pour les agents et agentes. - Adaptation des toilettes pour les PMR et de l'entrée du bâtiment du service de la GRH. - Echanges et collaborations avec les entreprises de travail adapté. - Participation au Duoday. - Réalisation d'un audit d'accessibilité de l'hôtel communal par Passe Muraille par le biais de sensibilisation en la matière auprès des élus et du Comité de direction (collaboration avec Passe Muraille dans le cadre d'un appel à projets). 	<ul style="list-style-type: none"> - Adapter le site internet communal (FALC) afin qu'il puisse aisément être utilisé par des personnes en situation de handicap – (Any Surfer). - Augmenter les contacts avec des associations du territoire communal afin d'augmenter le nombre de candidatures de personnes en situation de handicap et les informer lorsqu'un évènement « Emploi » est organisé. - Envoyer les offres d'emploi à des organismes spécifiques afin d'être visible auprès des personnes en situation de handicap (Ex : Wheelit/Bataclan/Irham/Institut des aveugles, sourds et muets, etc.). - Devenir signataire de la chartre communale de l'inclusion des personnes en situation de handicap. - S'engager davantage dans les actions favorisant l'inclusion des personnes en situation de handicap. - Généraliser la participation au Duoday à l'ensemble des services communaux. - Sensibiliser davantage les chefs de service aux candidatures des personnes en situation de handicap. - Réaliser divers audits d'accessibilité à tout genre. - Faire des adaptations, dans un premier temps, simples en matière d'accessibilité (révision de la signalétique directionnel des guichets, placement de bandes podotactiles au niveau des escaliers...).

<p>Travailleur·se-s Infra scolarisé·e-s sans Cess</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Recrutement régulier de travailleurs et travailleuses de moins de 26 ans dans le cadre des conventions de premier emploi (CEFA et CPE). - Le Plan Diversité sera inscrit dans la note de politique générale. - Plusieurs fonctions accessibles pour les personnes peu scolarisées. - Stages scolaires : chaque année, des stages sont prestés dans différents départements de l'Administration. (En moyenne 30 stagiaires/an, pour une période hors Covid. Et 10 stagiaires/an – Covid) - Possibilité de formations prises en charge financièrement par l'administration. Ex. : permis C, management, code 4 -> opportunités d'évolution au sein de l'administration. 	<ul style="list-style-type: none"> - Collaboration plus accrue des services RH/FASE ainsi que du service Prévention (Educaturs de rue). - Offrir la possibilité aux membres du personnel peu qualifié de se former (cursus écriture et lecture dans l'une des langues nationales). - Collaborer avec le Service Alpha Emploi (S.A.E.) qui s'adresse à un public analphabète.
<p>Données en matière de genre</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Critère non déterminant lors des sélections. - Le Plan Diversité sera inscrit dans la note de politique générale. - LGBTQIA+ : ouverture et sensibilisation, formation et campagne All genders Welcome (20 agents et agentes formés en 2018). - Sensibilisation auprès de certains agents-es, essentiellement du service de la prévention au harcèlement dans l'espace public et au sexisme. Un projet a été réalisé en ce sens : « Harcèlement - Actions/Réactions » en 2018. - Parité H/F dans le CoDir. - Charte contre le sexisme. « Woluwe-Saint-Lambert dit NON au sexisme ». - Application du gender budgeting. 	<ul style="list-style-type: none"> - Si la répartition des genres semble plus ou moins égalitaire dans l'ensemble (56 % d'hommes pour 44 % de femmes), on observe un déséquilibre au niveau statutaire où les femmes représentent seulement 35 %. - On peut observer un déséquilibre au niveau de la répartition hommes/femmes pour les statutaires de niveau E puisque les femmes sont sous-représentées avec seulement 17 % des statutaires de niveau E. - Modification du statut : réduire ou supprimer les 20 ans d'ancienneté pour les écurveuses dans le cadre de la statutarisation. - Analyser les espaces vestiaires/sanitaires des services techniques/prévention, réservés et accessibles aux femmes. - Impliquer davantage le SIPP concernant les vêtements de travail H/F. - Imposer une mixité femmes/hommes au sein des jurys de sélection et d'examen. - Accroître l'application du gender budgeting au sein de tous les services communaux.

• **Par axe d'intervention**

	Points forts	Points d'attention
	<i>Démarches déjà menées avec résultats au niveau de :</i>	<i>Démarches à renforcer au niveau de :</i>
<p>Sélection recrutement Engagement</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Réunion avec Actiris en vue de définir les démarches à réaliser : projet de convention avec Select Actiris, analyse des offres d'emploi et descriptifs de fonction, élargissement des canaux de recrutement, composition du jury de sélection... - Annonces et offres d'emploi bilingues. - Remise d'une farde d'accueil (contacts internes, infos diverses...). 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation à la non-discrimination à l'embauche. - Etre attentif à la rédaction des annonces au niveau du genre et des autres critères protégés (lois anti-discrimination et étude des moyens pour toucher davantage les groupes cibles).

<p>Gestion du personnel</p>	<p>- Réunion avec Actiris en vue de définir les démarches à réaliser :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Convictions ; • Cours de langues ; • Reverse mentoring ; • Parrainage ; • Duo Day ; • LGBTQI+. <p>- 4 personnes de confiance sont formées sur les questions de racisme, de sexisme, violences conjugales, etc.</p> <p>- Code déontologique reprenant la ligne de conduite de l'administration a été rédigé et accessible à tous les agents.</p> <p>- Formation ou séance d'information régulière sur différentes matières RH.</p> <p>- (reverse) mentoring.</p> <p>- Régulièrement des moments d'accueil/introduction.</p> <p>- Programme d'accueil adapté à la fonction/au service.</p> <p>- Politique de formation établie (« bibliothèque » intranet).</p> <p>- Entretiens de fonctions systématiques.</p> <p>- Mobilité interne systématique et possibilité d'évolution de carrière.</p> <p>- Formation sous forme de capsules vidéo via le service IT.</p> <p>- Revalorisation barémique (CR/Pension complémentaire personnel contractuel...).</p> <p>- Octroi des congés d'éducation et reconnaissance des formations professionnelles par l'administration communale.</p>	<p>- Former les agents du service Prévention à la question du handicap, de la discrimination et de la diversité.</p> <p>- Développer une politique de formation pour les fonctions peu qualifiées car les personnes qui les occupent demandent moins de formation.</p> <p>- Mise en place d'une enquête bien-être au travail - annuelle (Une enquête par rapport au sentiment d'être discriminé(e), rencontrer des micro-agressions liées aux préjugés, etc.) auprès de tous les agents -> anonyme et via le SIPP/Mensura.</p> <p>- Référent RH dans chaque service (idée déjà communiquée à de nombreuses reprises par la GRH mais pas encore systématisée).</p> <p>- Continuer de promouvoir l'accessibilité à diverses formations afin que les agents puissent continuer à s'améliorer et octroi des heures de formation.</p> <p>- Procédure anti-discrimination : entretiens de fonctions adaptés à chaque fonction/service/personne (formation/training aux chefs d'équipe).</p> <p>- Niveau A : dérogation obtention IC (interruption de carrière).</p> <p>- Revalorisation du barème niveau A et B (2023).</p> <p>- Confort au travail-télétravail (limite de jours).</p> <p>- Augmenter davantage la flexibilité horaire.</p> <p>- Meilleure communication quant à l'organisation des examens de nomination/promotion.</p> <p>- Renforcer l'équipe organisant les examens au sein du service RH.</p> <p>- Renforcer les formations en IT pour le personnel afin d'éviter la fracture numérique.</p>

<p>Communication interne</p>	<p>- Réunion avec Actiris en vue de définir les démarches à réaliser : journée thématique sur la diversité, espace de recensement d'informations sur la diversité en interne, farde d'accueil...</p> <p>- Signataire de la charte du projet CEASE : Entreprise engagée dans la lutte contre les violences conjugales. Promotion en interne via une campagne d'affichage et une séance d'information à tout le personnel avec la représentante de Pour la Solidarité et la présence des personnes de confiance (novembre 2018).</p> <p>- Formations et adaptation du règlement du travail.</p>	<p>- Valoriser le profil d'agents issus de la diversité dans le journal communal (ex. : profil féminin dans un métier dit masculin et vice-versa).</p> <p>- Communiquer davantage sur la thématique à tout le personnel via « les mails à tous » - service info/com -> à déléguer à la GRH ?</p> <p>- L'accès au règlement de travail et les infos relatives aux formations ne sont pas toujours bien connus par le personnel, ou peuvent paraître peu compréhensibles.</p> <p>- Informer tous les trimestres ou semestres sur la mise en œuvre du plan de diversité via une info flash.</p> <p>- Former du personnel sur la communication interculturelle et la législation anti-discrimination.</p>
<p>Positionnement externe</p>	<p>- Réunion avec Actiris en vue de définir les démarches à réaliser : rôle d'ambassadeur, communications externes sur l'engagement envers la diversité (témoignages, site internet, brochure...).</p> <p>- Signataire de la charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes.</p> <p>- Création d'un réseau économique féminin - participation régulière de formation et de groupe de femmes entrepreneures par l'échevine et la responsable de l'égalité des chances.</p> <p>- Publication de vidéos en langue des signes (sur le site communal) par les agents communaux suivant une formation d'apprentissage de la langue depuis 2015 - En collaboration avec le CREE ASBL.</p> <p>- Réalisation de plusieurs Boucles PMR dans l'espace public de différents quartiers de Woluwe-Saint-Lambert + prime d'accessibilités des commerces.</p> <p>- Placement de boucles à induction magnétique aux différents guichets de l'hôtel communal, dans la salle des Conférences ainsi que dans la salle des mariages du Château Malou.</p> <p>-> en cours de réalisation</p> <p>- Echanges fréquents avec des associations PH du territoire communal : Silex, CREE, Eqla.</p> <p>- Actions de terrain complémentaires et ponctuelles (stands, conférences, campagnes de sensibilisation...) menées par la cellule Egalité des chances, en matière de sensibilisation sur les thématiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Egalité des genres ; • Lutte contre les violences conjugales et intrafamiliales ; • Inclusion des Personnes en situation de handicap ; • Lutte contre les dicriminations. <p>- Semaine/printemps de l'emploi.</p>	<p>- Valoriser le profil d'agents issus de la diversité dans le journal communal (ex. : profil féminin dans un métier dit masculin et vice-versa).</p> <p>- Devenir signataire de la charte Inclusive Panels.</p> <p>- Participer aux échanges sur la gestion de la diversité avec d'autres communes bruxelloises.</p> <p>- Promouvoir les actions d'accessibilité en faveur des personnes sourdes et malentendantes.</p>

Remarques particulières au vu des données :

- Efforts vis-à-vis de personnes d'origine étrangère non UE, des PH, et fonctions où un genre est surreprésenté.
- Les réunions, les échanges et les partages autour du Plan diversité ont permis de formaliser les bonnes pratiques et de les améliorer.

4. Plan d'action

4.1. Domaine de la sélection, du recrutement et de l'engagement

1. Former les jurys de sélection à la non-discrimination à l'embauche		
-26 a	+45 a	handicap diplôme genre hors UE
Point d'attention issu de l'analyse : L'analyse relève qu'une série de critères sont non déterminants dans le recrutement.		
Objectif de l'action : Afin d'assurer que cela reste bien le cas et garantir la diversité et la non-discrimination lors des sélections, tous les membres des jurys (les chef-fes de service) et les recruteur-euse-s seront formé-e-s au recrutement non discriminatoire de candidats et candidates en situation de handicap/LGBT/de nationalité hors EU/de + de 45 ans/de – de 26 ans pour que seules les compétences comptent comme critères de sélection.		
Description de l'action : Organiser des formations sur les biais inconscients pour le Comité de direction et la division Emploi. Inviter Unia pour un séminaire sur la législation.		
Partenaires possibles : Unia Risesmart Trace - Houssein Boukkhriss (Biais inconscients, anti-discrimination)		
Nombre de personnes concernées	Délai	Budget
18 chefs de service + 3 personnes au service Emploi	entamer l'analyse fin 2022	2000 € (UNIA)

2. Analyser et élargir les canaux de recrutement					
-26 a	+45 a	handicap	diplôme	genre	hors UE
<p>Point d'attention issu de l'analyse : L'analyse qualitative montre que certains groupes-cibles ne sont pas spécifiquement informés des possibilités d'emploi à la commune.</p> <p>Objectif de l'action : Atteindre les groupes-cibles avec les publications d'offre d'emploi.</p> <p>Description de l'action : Former le personnel du service GRH et de la cellule Emploi à la rédaction d'offres neutres du point de vue du genre. Former également les traducteurs en charge de la traduction des offres d'emplois. Mentionner dans l'offre d'emploi la question relative à l'éventuel besoin d'aménagement lors de l'entretien d'embauche et dans l'exercice de la fonction + le cas échéant analyser la capacité d'aménager le poste de travail Utilisation de moyens de communication plus modernes (LinkedIn, Facebook) et simplifier les candidatures via le site internet dans le cadre de sa refonte. Augmenter les contacts avec des associations du territoire communal afin d'augmenter le nombre de candidatures de personnes du public-cible et les informer lorsqu'un événement « Emploi » est organisé. Envoyer les offres d'emploi à des organismes spécifiques afin d'être visible auprès des personnes en situation de handicap via l'adresse : Jobinclusion.brussels@asah.be.</p> <p>Partenaires possibles : Maison de l'Emploi CPAS Actiris : formation - offres d'emploi inclusives (gratuit dans le cadre de notre accompagnement) Wheelit/Bataclan/Irham/Institut des aveugles, sourds et muets, etc.</p>					
Nombre de personnes concernées		Délai		Budget	
GRH + Emploi + traducteurs		tout au long du plan			

4.2. Domaine de la gestion du personnel

3. Développer une politique de formation pour les fonctions peu qualifiées						
-26 a	+45 a	handicap	diplôme	genre	hors UE	
<p>Point d'attention issu de l'analyse : L'analyse quantitative montre que 43 % du personnel ne possède pas de CESS et que dans cette population, les niveaux E sont proportionnellement moins statutaires. L'analyse qualitative relève quant à elle que les personnes moins qualifiées demandent aussi moins de formations.</p> <p>Objectif de l'action : Offrir la possibilité aux membres du personnel peu qualifié de se former (cursus écriture et lecture dans l'une des langues nationales par exemple).</p> <p>Description de l'action : Instaurer une collaboration avec le S.A.E. en établissant un diagnostic des besoins en matière de formation afin que le personnel sans CESS dispose des compétences de bases dans la lecture et l'écriture d'une des deux langues de la Région. Sensibiliser les responsables à proposer, susciter les demandes formations lors des évaluations. Communiquer sur les possibilités de formation.</p> <p>Partenaires possibles : Le Service Alpha Emploi (S.A.E.) qui s'adresse à un public analphabète.</p>						
Nombre de personnes concernées				Délai		Budget
Cellule formation : 2 agents				2024		1000 €

4. Mettre en place une enquête bien-être au travail intégrant le sentiment d'inclusion						
-26 a	+45 a	handicap	diplôme	genre	hors UE	
<p>Point d'attention issu de l'analyse : Nous n'avons pas d'idée quant au sentiment général d'inclusion des travailleurs et travailleuses de la commune, leur ressenti par rapport à d'éventuelles discrimination (micro-agressions). Il pourrait pourtant être opportun de le connaître pour mieux cibler les actions.</p> <p>Objectif de l'action : Faire émerger le sentiment d'inclusion et de bien-être des agents et agentes de la commune.</p> <p>Description de l'action : Mise en place d'une enquête annuelle par rapport au sentiment d'être discriminé(e), rencontrer des micro-agressions liées aux préjugés, etc.) auprès de tous les agents. Celle-ci sera anonyme et sera proposée par le SIPP/Mensura.</p> <p>Partenaires possibles : SIPP/Mensura</p>						
Nombre de personnes concernées				Délai		Budget
SIPP/MENSURA + tous les agents				2023 et 2024		/

5. Lutter contre le déséquilibre des genres au sein du personnel statutaire						
-26 a	+45 a	handicap	diplôme	genre	hors UE	
Point d'attention issu de l'analyse :						
Si la répartition des genres semble plus ou moins égalitaire dans l'ensemble (56 % d'hommes pour 44 % de femmes), on observe un déséquilibre au niveau statutaire où les femmes représentent seulement 35 %. Les statutaires de niveau E sont particulièrement concernés étant donné que les femmes sont sous-représentées avec seulement 17 % des statutaires de niveau E.						
Objectif de l'action :						
Augmenter le ratio de femmes parmi les statutaires et en particulier parmi les niveaux E.						
Description de l'action :						
Imposer une mixité femmes/hommes au sein des jurys de sélection et d'examen.						
Mettre en avant les rôles modèles féminins dans les comités internes et externes.						
Encourager les contractuelles de niveau E à passer des examens de statutarisation via les chefs d'équipe.						
Stimuler la formation des contractuelles de niveau E pour les soutenir dans la passation des examens.						
Partenaires possibles :						
ERAP pour la formation du personnel communal						
Nombre de personnes concernées				Délai		Budget
l'administration dans son ensemble				tout au long du plan		4000 €

4.3. Domaine de la communication interne

6. Sensibiliser le personnel à la promotion de la diversité						
-26 a	+45 a	handicap	diplôme	genre	hors UE	
Point d'attention issu de l'analyse :						
On ne communique pas (assez) sur la diversité.						
Objectif de l'action :						
Développer une culture organisationnelle qui valorise la diversité.						
Description de l'action :						
- Valoriser le profil d'agents issus de la diversité dans le journal communal (ex. : profil féminin dans un métier dit masculin et vice-versa).						
- Communiquer davantage sur la thématique à tout le personnel via « les mails à tous » - service Relations Publiques.						
- Informer tous les trimestres/semestres sur la mise en œuvre du plan de diversité via une info flash.						
Partenaires possibles :						
service Relations Publiques, UNIA						
Nombre de personnes concernées				Délai		Budget
RELA PUB/PREVENTION/FASE/GRH				tout au long du plan		/

7. Former le service Prévention à la législation anti-discrimination.						
-26 a	+45 a	handicap	diplôme	genre	hors UE	
Point d'attention issu de l'analyse :						
Objectif de l'action :						
Sensibiliser le service Prévention (gardiens de la paix) à la législation anti-discrimination afin de pouvoir intervenir dans l'espace public en connaissance de cause auprès des citoyennes et citoyens.						
Description de l'action :						
Former les agents du service Prévention : inviter Unia pour un séminaire et/ou une formation sur la législation anti-discrimination						
Accroître les collaborations entre les services internes : GRH/Prévention/FASE.						
Partenaires possibles :						
UNIA - Institut pour l'égalité des femmes et des hommes						
Nombre de personnes concernées				Délai		Budget
RELA PUB/PREVENTION/FASE/GRH				2023-2024		2000 €

8. Informer le personnel de + 45 ans des droits/avantages						
-26 a	+45 a	handicap	diplôme	genre	hors UE	
Point d'attention issu de l'analyse :						
Le personnel 45+ n'est pas (suffisamment/spécifiquement) informé de ses droits et avantages.						
Objectif de l'action :						
Le personnel 45+ de la commune disposera de toutes les informations concernant cette catégorie d'âge à l'administration.						
Description de l'action :						
Procéder à un envoi automatique d'information au personnel atteignant l'âge de 45 ans ou + pour communiquer sur les nouveaux avantages et réaliser des séances d'informations avec le SFP Pension pour le personnel.						
Partenaires possibles :						
ONP (Office National des Pensions) - Sequoia Ways						
Nombre de personnes concernées				Délai		Budget
RELATIONS PUBLIQUES/GRH/FASE				2023		500 €

9. Sensibiliser le personnel à l'accessibilité de l'hôtel communal et instaurer une communication interne récurrente sur nos bonnes pratiques.

-26 a	+45 a	handicap	diplôme	genre	hors UE	
-------	-------	----------	---------	-------	---------	--

Point d'attention issu de l'analyse :

Le personnel communal est demandeur et se montre intéressé concernant la problématique de l'accessibilité de l'hôtel communal.

Les membres du Collège ainsi que les membres du Comité de direction ont déjà pu bénéficier de séances de sensibilisation en matière d'accessibilité de notre site, en collaboration avec Passe Muraille. Aux vues du succès de ces animations, différent·e·s chef·fe·s de services ont manifesté leur intérêt à ce que leurs équipes puissent également participer à une telle sensibilisation (exemples : hôtesse·s d'accueil, architectes, gardiens de la paix...).

De nombreuses actions et intentions sont menées depuis plusieurs années au sein de notre administration, mais l'information concernant celles-ci ne circulent pas assez parmi les différents services communaux. De nombreux agents et agentes s'étonnent encore parfois de ce qui existe en la matière. Il est donc important de veiller à instaurer une communication interne par laquelle le personnel sera fréquemment informé des bonnes pratiques que nous menons en matière de handistreaming.

Objectif de l'action :

Faire prendre conscience au personnel communal des obstacles que peuvent rencontrer les citoyens en situation de handicap pour se rendre dans nos différents services, ou tout simplement circuler sur le territoire communal.

Apporter quelques améliorations et aménagements pour faire évoluer davantage l'implication de notre administration en handistreaming.

Informier ou rappeler à tous les membres du personnel des bonnes pratiques et actions que mène notre commune en faveur des personnes en situation de handicap afin de promouvoir ces dernières et qu'elles s'intègrent naturellement dans la philosophie de fonctionnement de notre institution.

Description de l'action :

- Organiser des séances de sensibilisation d'accessibilité par des mises en situations, pour les membres du personnel ;
- Révision de la signalétique de l'accueil et des guichets (panneaux directionnels et informatifs) ;
- Petits aménagements et adaptations pour favoriser l'accessibilité de l'hôtel communal ;
- Proposer une campagne de communication interne via des newsletters, et externe par le journal communal ainsi que par des diffusions sur l'écran informatif présent dans la salle des guichets ;

Partenaires possibles :

L'ASBL Passe Muraille, le service Relations Publiques, le service Gestion du Patrimoine.

Nombre de personnes concernées	Délai	Budget
l'administration dans son ensemble	tout au long du plan	à définir

4.4. Domaine du positionnement externe

10. Participer aux échanges sur la gestion de la diversité avec les autres communes bruxelloises.						
-26 a	+45 a	handicap	diplôme	genre	hors UE	
Point d'attention issu de l'analyse :						
Il y a peu de contact avec les autres communes.						
Objectif de l'action :						
L'objectif est de partager les expériences entre communes pour développer des bonnes pratiques						
Description de l'action :						
Participer aux échanges sur la gestion de la diversité avec les autres communes bruxelloises.						
Partenaires possibles :						
Autres communes, ERAP, Bruxelles Pouvoirs Locaux (bureau de l'Egalité des chances)						
Nombre de personnes concernées				Délai		Budget
MANAGER DIVERSITE et autres membres du comité de concertation				tout au long du plan		/

11. S'engager dans les 5 actions de la charte communale de l'inclusion des personnes en situation de handicap.

-26 a	+45 a	handicap	diplôme	genre	hors UE	
-------	-------	----------	---------	-------	---------	--

Point d'attention issu de l'analyse :

La commune de Woluwe-Saint-Lambert n'est actuellement pas signataire de la charte communale de l'inclusion des personnes en situation de handicap.

Objectif de l'action :

Soutenir l'inclusion des personnes en situation de handicap au sein de l'administration.

Description de l'action :

Signer la charte en s'assurant du respect du pluralisme des convictions par ladite association.

S'engager davantage pour l'inclusion des personnes en situation de handicap, et ce, par le biais de 5 actions :

- Consulter des personnes en situation de handicap et sensibilisation du personnel communal,
- Accueillir la petite enfance et maintenir les actions relatives au soutien de l'intégration scolaire et parascolaire,
- Respecter le quota de personnel en situation de handicap, participer de manière générale au Duoday et maintenir les collaborations de sous-traitance avec des ETA,
- Veiller à l'accessibilité aux informations, aux transports et aux lieux publics, ainsi qu'au parking,
- Maintenir l'accès aux loisirs pour les personnes en situation de handicap.

Partenaires possibles :

ASPH

<https://www.asph.be/wp-content/uploads/2020/11/Charte-inclusion-handicap-5-points.pdf>

Nombre de personnes concernées	Délai	Budget
BOURGMESTRE + ECHEVINS	2023	/

12. Adapter le site internet communal (FALC) afin qu'il puisse aisément être utilisé par des personnes en situation de handicap(s) - (Any Surfer).

-26 a	+45 a	handicap	diplôme	genre	hors UE	
-------	-------	----------	---------	-------	---------	--

Point d'attention issu de l'analyse :

Le site internet communal (FALC) n'est pas suffisamment adapté à toutes les personnes en situation de handicap(s). Le service des relations publiques travaille à donner suite à l'engagement pris par le bourgmestre de l'adapter. Un nouveau marché sera lancé à cette fin.

Objectif de l'action :

L'adaptation du site internet communal permettra de toucher davantage les personnes en situation de handicap (notamment des futurs candidats).

Description de l'action :

Réaliser un audit d'accessibilité.

Le renouvellement du site constitue une opportunité. Il faut prendre en considération l'accessibilité du site dans sa refonte : s'assurer que les formats des documents, applications... sont compatibles avec des outils classiques utilisés par les personnes malvoyantes, sourdes... Pour ce faire, il est nécessaire de rajouter cette exigence dans le cahier des charges de la refonte du site.

Partenaires possibles :

Service Relations Publiques, service Nouvelles Technologies, Any Surfer, Passe Muraille

Nombre de personnes concernées	Délai	Budget
Services Nouvelles Technologies/ Relations Publiques	2024	4200 €

13. Adhérer à la charte pour promouvoir les panels inclusifs pour les organisations						
-26 a	+45 a	handicap	diplôme	genre	hors UE	
Point d'attention issu de l'analyse :						
Lors d'organisation d'évènements, l'administration communale de Woluwe-Saint-Lambert veille déjà à mener un équilibre en matière de partenariat et d'expertise entre les genres et la diversité en général, et met l'accent sur la promotion de l'entreprenariat féminin.						
Veiller également à proposer un panel mixte sur la diversité dans son ensemble et officialiser notre engagement en la matière.						
Objectif de l'action :						
Continuer à contribuer à des débats et/ou interventions plus riches et plus ouverts incluant des intervenants hommes et femmes, mais également des orateurs-trices de différents genres, générations, origines, langues.						
Description de l'action :						
Signature de la charte pour promouvoir les panels inclusifs pour les organisations, en s'engageant						
<ul style="list-style-type: none"> • à inviter systématiquement un mélange de femmes et d'hommes ; • à éviter d'organiser des panels homogènes ; • à veiller à ce que les différentes générations et origines soient représentées. 						
Veiller à l'accessibilité des salles et lieux proposés pour les différents évènements organisés. (conseils et audits via l'ASBL Almagic)						
Partenaires possibles :						
Inclusive Panels et Almagic						
Nombre de personnes concernées				Délai		Budget
l'administration dans son ensemble				tout au long du plan		/

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

31 votants : 31 votes positifs.

Diversiteitsplan - Voorstel van het actieplan "Diversiteit" 2023-2024 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Gewest van 04/09/2008 ter bevordering van diversiteit en ter bestrijding van discriminatie in het Brussels gewestelijk openbaar ambt, zoals gewijzigd, "ertoe strekkende een diversiteitsbeleid te bewerkstelligen in het Brussels ambtenarenapparaat";

Gelet op het uitvoeringsbesluit van 19/07/2012 dat de lokale besturen verplicht een diversiteitsplan op te stellen;

Gelet op zijn algemene beleidsnota 2018-2024 waarin groot belang wordt gehecht aan diversiteit, gelijke kansen en een meer inclusief beleid voor personen met een

handicap;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 06/10/2022;

BESLIST het diversiteitsplan als volgt goed te keuren voor een periode van twee jaar vanaf de goedkeuring van dit plan door de minister bevoegd voor plaatselijke besturen:

1. Begeleidingscommissie

Begeleidingscommissie		
	Details	Opmerkingen
Datum van het advies van het College	<ul style="list-style-type: none">• 06/10/2022	
Datum van oprichting	<ul style="list-style-type: none">• 26/11/2020	
Samenstelling	<p><u>Voor de dienst Human Resources Management</u>: mw. Jennifer MORREN, mw. Magali MAYAUDON en dhr. Olivier SMAL (plaatsvervanger); <u>Voor de dienst Public Relations</u>: mw. Véronique DUMOULIN en dhr. Patrick DE MÛELENAERE (plaatsvervanger); <u>Voor de Interne Dienst voor Preventie en Bescherming op het Werk</u>: mw. Saida IMZRI; <u>Voor de dienst Nieuwe Technologieën</u>: dhr. Laurent SAILLART; <u>Voor de dienst Jeugd</u>: dhr. Olivier VANHOEYDONCK en dhr. Vincent HAECK (plaatsvervanger); <u>Voor het Kabinet van de burgemeester</u>: dhr. Lionel DEMUNTER; <u>Voor de dienst GSST</u>: mw. Céline COLLEYE (Personen met een handicap) en mw. Graciela MURGA (Gelijke kansen). + Consulent van Actiris.</p>	
Rol en functies	<ul style="list-style-type: none">• Zie hierboven	
Geplande interventies	<ul style="list-style-type: none">• 1^{ste} vergadering in november 2020• debriefingsvergadering met Actiris op 27/06/2022	

Personeelslid belast met het diversiteitsplan	Geraamde werktijd
<ul style="list-style-type: none"> Mw. Magali MAYAUDON (Ondersteuning en medewerking van mw. Jennifer MORREN, afdelingshoofd, verantwoordelijke van de dienst Human Resources Management)	20 % werktijd

2. Kwantitatieve analyse: momentopname van het personeelsbestand voor het plan

Volledig personeel

	Niveau E	Niveau D	Niveau C	Niveau B		Niveau A		Totaal
				Bedienden	Kaderleden	Bedienden	Kaderleden	
Nationaliteit								
EU-28	131	175	115	73	15	37	43	589
Buiten EU-28	17	3	4	0		1	0	25
Leeftijd								
-26 jaar	6	5	8	2	0	2	0	23
26-45 jaar	55	61	57	33	8	20	16	250
+ 45 jaar	87	112	54	38	7	16	27	341
Handicap	7	4	1	2	0	0	1	15
Gender								
Man	96	126	45	27	8	17	22	341
Vrouw	52	52	74	46	7	21	21	273
Totaal	148	178	119	73	15	38	43	614
Percentage	24 %	29 %	19 %	12 %	3 %	6 %	7 %	100 %

Statutair personeel

	Niveau E	Niveau D	Niveau C	Niveau B		Niveau A		Totaal
				Bedienden	Kaderleden	Bedienden	Kaderleden	
Nationaliteit								
EU-28	34	97	35	16	6	8	31	227
Buiten EU-28	2	2	0	0	0	0	0	4
Leeftijd								
-26 jaar	0	0	0	0	0	0	0	0
26-45 jaar	16	31	8	2	3	4	10	74
+ 45 jaar	20	68	27	14	3	4	21	157
Handicap	2	1	0	1	0	0	1	5
Gender								
Man	30	77	16	9	2	4	13	151
Vrouw	6	22	19	7	4	18	4	80
Totaal	36	99	35	16	6	22	17	231
Percentage	16 %	43 %	15 %	7 %	3 %	19 %	7 %	100 %

Contractueel personeel

	Niveau E	Niveau D	Niveau C	Niveau B		Niveau A		Totaal
				Bedienden	Kaderleden	Bedienden	Kaderleden	
Nationaliteit								
EU-28	97	78	80	57	9	29	12	362
Buiten EU-28	14	1	4	0	0	1	0	20
Leeftijd								
-26 jaar	6	5	8	2	0	2	0	23
26-45 jaar	38	30	49	31	5	16	6	175
+ 45 jaar	67	44	27	24	4	12	6	
Handicap	5	3	1	1	0	0	0	10
Gender								
Man	66	49	29	18	6	13	9	190
Vrouw	45	30	55	39	3	17	3	192
Totaal	111	79	84	57	9	30	12	382
Percentage	29 %	21 %	23 %	15 %	2 %	8 %	2 %	100 %

Bijzondere opmerkingen bij de gegevens:

De kwantitatieve analyse is gebaseerd op gegevens die per 02/02/2021 zijn verzameld.
Aantal voltijdse equivalenten in dienst: 583,28 VE.

3. Kwalitatieve analyse: sterktes en aandachtspunten

Bij een diversiteitsbeleid volstaat een kwantitatieve analyse niet. De kwantitatieve analyse moet gepaard gaan met een kwalitatieve reflectie, die intern plaatsvindt en gericht is op de door het diversiteitsbeleid beoogde doelgroep en op de vier interventiegebieden.

• Per door het diversiteitsbeleid beoogde doelgroep

De kwalitatieve analyse stelt ons in staat sterktes en aandachtspunten vast te stellen in ons streven naar een meer divers personeelsbestand. Welke doelgroepen hebben al aandacht gekregen en uit welke ervaringen kan men putten.

	Sterktes	Aandachtspunten
	<i>Maatregelen die reeds effect hebben gehad:</i>	<i>Te versterken maatregelen:</i>
Personeel met nationaliteit buiten de EU	<ul style="list-style-type: none"> - Niet-doorslaggevend criterium bij selecties. - Het Diversiteitsplan zal worden opgenomen in de algemene beleidsnota. - Duidelijke communicatie in geval van discriminatie/racisme en interventie van vertrouwenspersoon/-personen. - Premies voor kennis van vreemde talen (Engels, Duits, Spaans, Italiaans, Arabisch, Chinees, Pools en gebarentaal). 	<ul style="list-style-type: none"> - Bewustmaking van diensthoofden en het hoofd van de afdeling Tewerkstelling.

<p>Personeel jonger dan 26 jaar</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Regelmatige aanwerving van werknemers jonger dan 26 jaar in het kader van startbaanovereenkomsten (DBSO en SBO). - Het Diversiteitsplan zal worden opgenomen in de algemene beleidsnota. - Aanwerving van veel studenten tijdens de schoolvakanties (groene ruimtes, speelpleinen, Fallonstadion, enz.). - Publicatie van vacatures op de officiële website van het gemeentebestuur en publicatie van vacatures bij de vzw Jeep. - Begeleiders die zijn toegewezen in het kader van de DBSO-aanwervingen. - Loopbaanontwikkeling en -vooruitzichten. 	<ul style="list-style-type: none"> - De vorming van interne begeleiders van de betrokken jongeren verbeteren. - Modernere communicatiemiddelen voor selectie gebruiken (systematisering van de LinkedIn-tool, enz.).
<p>Personeel ouder dan 45 jaar</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Niet-doorslaggevend criterium bij selecties. - Het Diversiteitsplan zal worden opgenomen in de algemene beleidsnota. - Naarmate hun leeftijd vordert, krijgen personeelsleden meer verlofdagen. - Mogelijkheid tot aanpassing aan het einde van de loopbaan. - Mogelijkheid tot herschikking van de werktijden. - Sociale dienst - dienst Pensioen: bijstand in de contacten met de Rijksdienst voor Pensioenen (RVP) of een andere instantie voor pensioenbeheer (pensioen op wettelijke leeftijd, vervroegd pensioen, overlevingspensioen, enz.). - Systematische interne mobiliteit en loopbaanmogelijkheden. - Er is een (online) vormingsbibliotheek beschikbaar. Er wordt momenteel een online HR-platform ontwikkeld. - Vormingen in de vorm van korte video's via de IT-dienst. - Voor personeel van 60 jaar en ouder wordt ongeveer om de twee jaar een lezing "Voorbereiding op het pensioen" georganiseerd. 	<ul style="list-style-type: none"> - Informatiesessies met de Federale Pensioendienst organiseren voor het personeel. - Opfris-/bijscholingscursussen organiseren. - Een automatische nieuwsbrief sturen naar personeelsleden die 45 jaar of ouder worden om hun nieuwe voordelen mee te delen. - Op vertrek met pensioen anticiperen en de vervanger vormen. - Voor personeel van 60 jaar en ouder, een vorming "Voorbereiding op het pensioen" organiseren. - Interactie en samenwerking tussen de diensten GSST/HRM over pensioenvraagstukken.

<p>Personeel met een handicap</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Regelmatige aanwerving van werknemers met een handicap in het kader van de ordonnantie van 02/02/2017 betreffende de verplichting om personen met een handicap aan te werven in de lokale besturen (2,5 % van het saldo van het personeelsbestand). - Het Diversiteitsplan zal worden opgenomen in de algemene beleidsnota. - Bezorging van alle vacatures aan de vzw DiversiCom. - Bezorging van de kandidaturen van de vzw DiversiCom aan het Directiecomité. - Vorming in gebarentaal voor het personeel. - Aanpassing van de toiletten en van de ingang van het gebouw van de dienst HRM voor PBM. - Uitwisseling en samenwerking met ondernemingen voor aangepast werk. - Deelname aan Duoday. - Uitvoering van een toegankelijkheidscontrole van het gemeentehuis door Passe Muraille door middel van bewustmaking hiervan bij de verkozenen en het Directiecomité (samenwerking met Passe Muraille in het kader van een projectoproep). 	<ul style="list-style-type: none"> - De website van de gemeente (easy read) aanpassen zodat deze gemakkelijk kan worden gebruikt door personen met een handicap – (AnySurfer). - De contacten met verenigingen in de gemeente uitbreiden om het aantal kandidaturen van personen met een handicap te vergroten en hen te informeren wanneer een “tewerkstellingsevenement” wordt georganiseerd. - De vacatures naar specifieke organisaties sturen om zichtbaar te zijn voor personen met een handicap (bv. Wheelit/Bataclan/Irham/Koninklijk Instituut voor Doven en Blinden, enz.). - Meer betrokken raken bij acties die de integratie van personen met een handicap bevorderen. - De deelname aan Duoday uitbreiden naar alle gemeentelijke diensten. - De diensthoofden meer bewust maken van kandidaturen van personen met een handicap. - Diverse toegankelijkheidscontroles van alle aard uitvoeren. - Aanvankelijk eenvoudige aanpassingen op het gebied van toegankelijkheid uitvoeren (herziening van de bewegwijzering aan de loketten, plaatsing van blindengeleidestroken ter hoogte van de trappen, enz.).
<p>Personeel met een lage scholingsgraad zonder diploma hoger secundair onderwijs</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Regelmatige aanwerving van werknemers jonger dan 26 jaar in het kader van startbaanovereenkomsten (DBSO en SBO). - Het Diversiteitsplan zal worden opgenomen in de algemene beleidsnota. - Meerdere functies toegankelijk voor laaggeschoolden. - Schoolstages: elk jaar worden stages aangeboden in verschillende afdelingen van het gemeentebestuur. (Gemiddeld 30 stagiairs/jaar zonder coronapandemie; 10 stagiairs/jaar met coronapandemie.) - Mogelijkheid van vormingen op kosten van het gemeentebestuur, bv. rijbewijs C, management, code 4 -> doorgroeimogelijkheden binnen het gemeentebestuur. 	<ul style="list-style-type: none"> - De samenwerking tussen de diensten HRM/GSST evenals de dienst Preventie (straathoekwerkers) bevorderen. - De mogelijkheid tot vorming bieden voor laaggeschoold personeel (bv. cursussen schrijven en lezen in een van de landstalen). - Samenwerken met de Service Alpha-Emploi (SAE), die zich richt tot een ongeletterd publiek.

<p>Gegevens naar gender</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Niet-bepalend criterium bij selecties. - Het Diversiteitsplan zal worden opgenomen in de algemene beleidsnota. - LGBTQIA+: openheid en bewustmaking, vorming en campagne All Genders Welcome (20 personeelsleden gevormd in 2018). - Bewustmaking van sommige personeelsleden, voornamelijk van de dienst Preventie, over intimidatie in de openbare ruimte en seksisme. In dit verband is in 2018 het project "Intimidatie - Acties/Reacties" uitgevoerd. - Genderevenwicht in het Directiecomité. - Charter tegen seksisme. "Sint-Lambrechts-Woluwe zegt NEE tegen seksisme". - Toepassing van genderbudgettering. 	<ul style="list-style-type: none"> - Hoewel de verhouding tussen mannen en vrouwen in het algemeen min of meer gelijk lijkt (56 % mannen voor 44 % vrouwen), is er een onevenwicht op statutair niveau, waar vrouwen slechts 35 % vertegenwoordigen. - De verhouding tussen mannen en vrouwen is niet in evenwicht bij het statutair personeel van niveau E, aangezien vrouwen ondervertegenwoordigd zijn met slechts 17 % van het statutair personeel van niveau E. - Wijziging van het statuut: vermindering of afschaffing van de anciënniteitseis van 20 jaar voor de poetsploeg in het kader van de statutarisering. - De vestiaires/sanitaire ruimtes, voorbehouden en toegankelijk voor vrouwen, in de technische/preventiediensten analyseren. - De IDPB meer betrekken bij de werkkledij voor mannen en vrouwen. - Een gendermix opleggen in de selectie- en examenjury's. - Genderbudgettering toepassen in en uitbreiden naar alle gemeentelijke diensten.
------------------------------------	--	--

• Per interventiedomein in het management

	Sterktes	Aandachtspunten
	<i>Maatregelen die reeds effect hebben gehad:</i>	<i>Te versterken maatregelen:</i>
<p>Selectie en aanwerving</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Vergadering met Actiris om de te nemen maatregelen te bepalen: ontwerpovereenkomst met Select Actiris, analyse van vacatures en functiebeschrijvingen, uitbreiding van de aanwervingskanalen, samenstelling van de jury, enz. - Tweektalige mededelingen en vacatures. - Levering van een welkomstmap (interne contacten, diverse informatie, enz.). 	<ul style="list-style-type: none"> - Vorming over non-discriminatie bij aanwerving. - Aandacht besteden aan het opstellen van mededelingen met betrekking tot gender en andere beschermde criteria (antidiscriminatiewetgeving en onderzoek naar manieren om meer doelgroepen te bereiken).

<p>Personeelsbeheer</p>	<p>- Vergadering met Actiris om de te nemen maatregelen te bepalen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • overtuigingen • taalcursussen • reverse mentoring • begeleiding • Duoday • LGBTQIA+ <p>- 4 vertrouwenspersonen worden gevormd inzake racisme, seksisme, huiselijk geweld, enz.</p> <p>- Een deontologische code met de gedragslijn van het gemeentebestuur is opgesteld en staat ter beschikking van alle personeelsleden.</p> <p>- Regelmatige vormingen of informatiesessies over diverse HR-kwesties.</p> <p>- (Reverse) mentoring.</p> <p>- Regelmatige welkomst-/introductiemomenten.</p> <p>- Welkomstprogramma aangepast aan de functie/dienst.</p> <p>- Vastgesteld vormingsbeleid (intranetbibliotheek).</p> <p>- Systematische functiegesprekken.</p> <p>- Systematische interne mobiliteit en loopbaanmogelijkheden.</p> <p>- Vormingen in de vorm van korte video's via de IT-dienst.</p> <p>- Herwaardering van de loonschalen (CR/Aanvullende pensioenregeling voor contractuele personeelsleden, enz.).</p> <p>- Toekenning van educatief verlof en erkenning van beroepsopleidingen door het gemeentebestuur.</p>	<p>- Het personeel van de dienst Preventie vormen op het gebied van handicap, discriminatie en diversiteit.</p> <p>- Een vormingsbeleid voor laaggeschoolde functies ontwikkelen omdat de mensen die deze functies bezetten minder vorming vragen.</p> <p>- Een jaarlijkse enquête over het welzijn op het werk houden (een enquête over het gevoel gediscrimineerd te worden, het ondervinden van microagressies in verband met vooroordelen, enz.) bij alle personeelsleden</p> <p>-> anoniem en via de IDPB/Mensura.</p> <p>- Een HR-referent in elke dienst aanstellen (idee dat al vaak door de dienst HRM is gecommuniceerd, maar nog niet is gsystematiseerd).</p> <p>- De toegang tot diverse vormingen blijven bevorderen en vormingsuren toekennen, zodat het personeel zich kan blijven verbeteren.</p> <p>- Antidiscriminatieprocedure: aan elke functie/dienst/persoon aangepaste functiegesprekken (vorming/training voor diensthoofden).</p> <p>- Niveau A: afwijking voor loopbaanonderbreking.</p> <p>- Herwaardering van de loonschalen voor niveaus A en B (2023).</p> <p>- Comfort op het werk - telewerk (maximum aantal dagen).</p> <p>- Meer flexibele werktijden.</p> <p>- Betere communicatie over de organisatie van benoemings-/bevorderingsexamens.</p> <p>- Het examenteam in de HR-dienst versterken.</p> <p>- Meer IT-vormingen voor het personeel organiseren om de digitale kloof te voorkomen.</p>
--------------------------------	--	---

<p>Interne communicatie</p>	<p>- Vergadering met Actiris om de te nemen maatregelen te bepalen: themadag over diversiteit, ruimte om intern informatie over diversiteit te verzamelen, welkomstmap, enz.</p> <p>- Ondertekenaar van het charter van het CEASE-project: onderneming die zich inzet voor de bestrijding van huiselijk geweld. Interne promotie via een postercampagne en een informatiesessie voor al het personeel met de vertegenwoordigster van Pour la Solidarité en de aanwezigheid van de vertrouwenspersonen (november 2018).</p> <p>- Vormingen en aanpassing van het arbeidsreglement.</p>	<p>- Het profiel van personeelsleden die tot een diverse groep behoren in het gemeentebblad promoten (bv. vrouwelijk profiel in een zogenaamde mannenfunctie en omgekeerd).</p> <p>- Meer communiceren over het thema aan al het personeel via "e-mails aan iedereen" - dienst Informatie/Communicatie -> te delegeren aan de dienst HRM?</p> <p>- Toegang tot het arbeidsreglement en informatie over vormingen zijn niet altijd goed gekend bij het personeel, of zijn niet altijd gemakkelijk te begrijpen.</p> <p>- Elk trimester of semester informatie verstrekken over de uitvoering van het diversiteitsplan via een nieuwsflits.</p> <p>- Het personeel vormen in interculturele communicatie en antidiscriminatiewetgeving.</p>
<p>Externe positionering</p>	<p>- Vergadering met Actiris om de te nemen maatregelen te bepalen: rol van ambassadeur, externe communicatie over inzet voor diversiteit (getuigenissen, website, brochure, enz.).</p> <p>- Ondertekenaar van het Europees charter voor de gelijkheid van vrouwen en mannen.</p> <p>- Oprichting van een economisch netwerk van vrouwen - regelmatige deelname aan vormingen en groepen van vrouwelijke ondernemers door de schepen en de verantwoordelijke voor gelijke kansen.</p> <p>- Publicatie van video's in gebarentaal (op de website van de gemeente) door gemeentepersoneel dat sinds 2015 een taaltraining volgt. Dit gebeurt in samenwerking met de vzw CREE.</p> <p>- Aanleg van verschillende PBM-lussen in de openbare ruimte van verschillende wijken van Sint-Lambrechts-Woluwe + toegankelijkheidspremie voor handelszaken.</p> <p>- Installatie van magnetische inductielussen bij de verschillende loketten van het gemeentehuis, in de conferentiezaal en in de trouwzaal van het Maloukasteel.</p> <p>-> in uitvoering</p> <p>- Frequente uitwisselingen met verenigingen voor personen met een handicap in de gemeente: Silex, CREE, Eqla.</p> <p>- Aanvullende en gerichte acties op het terrein (stands, lezingen, bewustmakingscampagnes, enz.) van de cel Gelijke kansen, op het gebied van bewustmaking van de volgende thema's:</p> <ul style="list-style-type: none"> • gendergelijkheid • bestrijding van huiselijk en intrafamiliaal geweld • integratie van personen met een handicap • bestrijding van discriminatie <p>- Week/Lente van het Werk.</p>	<p>- Het profiel van personeelsleden die tot een diverse groep behoren in het gemeentebblad promoten (bv. vrouwelijk profiel in een zogenaamde mannenfunctie en omgekeerd).</p> <p>- Ondertekenaar worden van het Inclusive Panels Charter.</p> <p>- Deelnemen aan uitwisselingen over diversiteitsbeheer met andere Brusselse gemeenten.</p> <p>- Toegankelijkheidsacties voor doven en slechthorenden bevorderen.</p>

Bijzondere opmerkingen bij de gegevens:

- Inspanningen voor mensen van buitenlandse afkomst van buiten de EU, voor personen met een handicap, en voor functies waarin één gender oververtegenwoordigd is.
- Dankzij de bijeenkomsten en uitwisselingen rond het diversiteitsplan konden goede praktijken worden geformaliseerd en verbeterd.

4. Actieplan

4.1. Domein van selectie en aanwerving

1. De jury's vormen over non-discriminatie bij de aanwerving					
-26 j	+45 j	Handicap	Diploma	Gender	Buiten EU
<u>Aandachtspunt uit de analyse:</u> Uit de analyse blijkt dat een reeks criteria niet doorslaggevend is bij de aanwerving.					
<u>Doel van de actie:</u> Om ervoor te zorgen dat dit zo blijft en om diversiteit en non-discriminatie bij de selectie te garanderen, zullen alle leden van de jury's (diensthoofden) en aanwervers worden opgeleid in niet-discriminerende aanwerving van kandidaten met een handicap/behorende tot de groep LGBTQIA+/met nationaliteit buiten de EU/ouder dan 45 jaar/jonger dan 26 jaar, zodat uitsluitend competenties als selectiecriteria in aanmerking worden genomen.					
<u>Beschrijving van de actie:</u> Vormingen organiseren over onbewuste vooroordelen voor het Directiecomité en de afdeling Tewerkstelling. Unia uitnodigen voor een seminarie over wetgeving hierrond.					
<u>Mogelijke partners:</u> Unia Risesmart Trace - Houssein Boukhriss (onbewuste vooroordelen, antidiscriminatie)					
Aantal betrokken personen			Termijn	Budget	
18 diensthoofden + 3 personen van de dienst Tewerkstelling			De analyse eind 2022 uitvoeren	€ 2000 (Unia)	

2. De aanwervingskanalen analyseren en uitbreiden					
-26 j	+45 j	Handicap	Diploma	Gender	Buiten EU
<p><u>Aandachtspunt uit de analyse:</u> Uit de kwalitatieve analyse blijkt dat sommige doelgroepen niet specifiek op de hoogte zijn van de arbeidsmogelijkheden in de gemeente.</p> <p><u>Doel van de actie:</u> De doelgroepen bereiken met de publicatie van vacatures.</p> <p><u>Beschrijving van de actie:</u> Het personeel van de dienst HRM en de cel Tewerkstelling vormen in het schrijven van genderneutrale vacatures. Ook de vertalers vormen die belast zijn met het vertalen van de vacatures. De mogelijke behoefte aan aanpassingen tijdens het sollicitatiegesprek en bij de uitoefening van de functie in de vacature vermelden + zo nodig de capaciteit om de werkplek aan te passen, bestuderen. Modernere communicatiemiddelen gebruiken (LinkedIn, Facebook) en sollicitaties via de website vereenvoudigen in het kader van haar nieuwe design. De contacten met verenigingen in de gemeente uitbreiden om het aantal kandidaturen van de doelgroep te vergroten en deze te informeren wanneer een “tewerkstellingsevenement” wordt georganiseerd. De vacatures naar specifieke organisaties sturen om zichtbaar te zijn voor personen met een handicap via het e-mailadres Jobinclusion.brussels@asah.be.</p> <p><u>Mogelijke partners:</u> Jobhuis OCMW Actiris: vorming - inclusieve vacatures (gratis in het kader van onze begeleiding) Wheelit/Bataclan/Irham/Koninklijk Instituut voor Doven en Blinden, enz.</p>					
Aantal betrokken personen			Termijn	Budget	
HRM + Tewerkstelling + vertalers			Gedurende het hele plan	/	

4.2. Domein van het personeelsbeheer

3. Een vormingsbeleid ontwikkelen voor laaggeschoolde functies					
-26 j	+45 j	Handicap	Diploma	Gender	Buiten EU
<p><u>Aandachtspunt uit de analyse:</u> Uit de kwantitatieve analyse blijkt dat 43 % van het personeel geen diploma hoger secundair onderwijs heeft en dat in deze populatie personeelsleden van niveau E verhoudingsgewijs minder vaak statutair zijn. Uit de kwalitatieve analyse blijkt dat laaggeschoolden ook minder vormingen vragen.</p> <p><u>Doel van de actie:</u> De mogelijkheid tot vorming bieden voor laaggeschoold personeel (bv. cursussen schrijven en lezen in een van de landstalen).</p> <p><u>Beschrijving van de actie:</u> Een samenwerking met de SAE tot stand brengen door een diagnose van de vormingsbehoeften op te stellen, zodat het personeel zonder diploma hoger secundair onderwijs over basisvaardigheden beschikt in het lezen en schrijven van een van de twee talen van het gewest. Verantwoordelijken bewustmaken om tijdens evaluaties vormingen voor te stellen en aan te moedigen. Communiceren over vormingsmogelijkheden.</p> <p><u>Mogelijke partners:</u> De Service Alpha-Emploi (SAE), die zich richt tot een ongeletterd publiek.</p>					
Aantal betrokken personen		Termijn		Budget	
Cel Vormingen: 2 personeelsleden		2024		€ 1000	

4. Een enquête houden over welzijn op het werk en het gevoel van inclusie					
-26 j	+45 j	Handicap	Diploma	Gender	Buiten EU
<p><u>Aandachtspunt uit de analyse:</u> We hebben geen idee van het algemene gevoel van inclusie van de werknemers in de gemeente, hun gevoel in verband met mogelijke discriminatie (micro-agressies). Het zou echter nuttig kunnen zijn dit te weten om de acties beter op de doelgroep af te stemmen.</p> <p><u>Doel van de actie:</u> Het gevoel van inclusie en welzijn van de werknemers in de gemeente naar voren brengen.</p> <p><u>Beschrijving van de actie:</u> Een jaarlijkse enquête houden over het gevoel gediscrimineerd te worden, het ondervinden van microagressies in verband met vooroordelen, enz. bij alle personeelsleden. Deze enquête zal anoniem zijn en zal worden aangeboden door de IDPB/Mensura.</p> <p><u>Mogelijke partners:</u> IDPB/Mensura</p>					
Aantal betrokken personen		Termijn		Budget	
IDPB/Mensura + alle personeelsleden		2023 en 2024		/	

5. Het gebrek aan genderevenwicht bij het statutair personeel aanpakken					
-26 j	+45 j	Handicap	Diploma	Gender	Buiten EU
Aandachtspunt uit de analyse:					
Hoewel de verhouding tussen mannen en vrouwen in het algemeen min of meer gelijk lijkt (56 % mannen voor 44 % vrouwen), is er een onevenwicht op statutair niveau, waar vrouwen slechts 35 % vertegenwoordigen. Dit geldt met name voor personeelsleden van niveau E, aangezien vrouwen ondervertegenwoordigd zijn met slechts 17 % van het personeel van niveau E.					
Doel van de actie:					
Het percentage vrouwen in het statutair personeel, met name van niveau E, verhogen.					
Beschrijving van de actie:					
Een gendermix opleggen in de selectie- en examenjury's.					
Vrouwelijke rolmodellen in interne en externe comités onder de aandacht brengen.					
Vrouwelijke contractuele personeelsleden van niveau E aanmoedigen om via de diensthoofden statutariseringsexamens af te leggen.					
De vorming van vrouwelijke contractuele personeelsleden van niveau E stimuleren om hen te ondersteunen bij het afleggen van de examens.					
Mogelijke partners:					
GSOB, voor de vorming van het gemeentepersoneel					
Aantal betrokken personen		Termijn		Budget	
Het gehele gemeentebestuur		Gedurende het hele plan		€ 4000	

4.3. Domein van de interne communicatie

6. Het personeel bewust maken van de bevordering van de diversiteit					
-26 j	+45 j	Handicap	Diploma	Gender	Buiten EU
Aandachtspunt uit de analyse:					
Er wordt niet (genoeg) gecommuniceerd rond diversiteit.					
Doel van de actie:					
Een organisatiecultuur ontwikkelen die diversiteit waardeert.					
Beschrijving van de actie:					
- Het profiel van personeelsleden die tot een diverse groep behoren in het gemeenteblad promoten (bv. vrouwelijk profiel in een zogenaamde mannenfunctie en omgekeerd).					
- Meer communiceren over het thema aan al het personeel via “e-mails aan iedereen” - dienst Public Relations.					
- Elk trimester of semester informatie verstrekken over de uitvoering van het diversiteitsplan via een nieuwsflits.					
Mogelijke partners:					
dienst Public Relations, Unia					
Aantal betrokken personen		Termijn		Budget	
Public Relations/Preventie/GSST/HRM		Gedurende het hele plan		/	

7. De dienst Preventie vormen in antidiscriminatiewetgeving					
-26 j	+45 j	Handicap	Diploma	Gender	Buiten EU
<u>Aandachtspunt uit de analyse:</u>					
<u>Doel van de actie:</u> De dienst Preventie (gemeenschapswachten) bewust maken van de antidiscriminatiewetgeving, zodat zij met kennis van zaken in de openbare ruimte kunnen optreden.					
<u>Beschrijving van de actie:</u> De personeelsleden van de dienst Preventie vormen. Unia uitnodigen voor een seminarie en/of een vorming over antidiscriminatiewetgeving. De samenwerking tussen interne diensten bevorderen: HRM/Preventie/GSST.					
<u>Mogelijke partners:</u> Unia - Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen					
Aantal betrokken personen			Termijn	Budget	
Public Relations/Preventie/GSST/HRM			2023-2024	€ 2000	

8. Personeel ouder dan 45 jaar informeren over zijn rechten/voordelen					
-26 j	+45 j	Handicap	Diploma	Gender	Buiten EU
<u>Aandachtspunt uit de analyse:</u> Personeel ouder dan 45 jaar wordt niet (voldoende/specifiek) geïnformeerd over zijn rechten en voordelen.					
<u>Doel van de actie:</u> Gemeentepersoneel ouder dan 45 jaar zal in het gemeentebestuur over alle informatie betreffende deze leeftijdsgroep beschikken.					
<u>Beschrijving van de actie:</u> Een automatische nieuwsbrief sturen naar personeelsleden die 45 jaar of ouder worden om hun nieuwe voordelen mee te delen en informatiesessies samen met de Federale Pensioendienst organiseren.					
<u>Mogelijke partners:</u> Rijksdienst voor Pensioenen (RVP) - Sequoia Ways					
Aantal betrokken personen			Termijn	Budget	
Public Relations/HRM/GSST			2023	€ 500	

9. Het personeel bewust maken van de toegankelijkheid van het gemeentehuis en zorgen voor terugkerende interne communicatie over onze goede praktijken

-26 j	+45 j	Handicap	Diploma	Gender	Buiten EU
-------	-------	----------	---------	--------	-----------

Aandachtspunt uit de analyse:

Het gemeentepersoneel is geïnteresseerd in de toegankelijkheid van het gemeentehuis.

De leden van het College en de leden van het Directiecomité hebben reeds kunnen genieten van bewustmakingssessies over de toegankelijkheid van onze site, in samenwerking met de vzw Passe Muraille. Gezien het succes van deze activiteiten hebben verschillende diensthoofden belangstelling getoond om hun teams aan dergelijke bewustmakingssessies te laten deelnemen (bv. receptionisten, architecten, gemeenschapswachten, enz.). Sinds enkele jaren worden binnen onze gemeentebestuur vele acties en voornemens uitgevoerd, maar de informatie daarover circuleert onvoldoende onder de verschillende gemeentelijke diensten. Veel werknemers zijn nog wel eens verrast door wat er op dit gebied bestaat. Het is dus belangrijk dat er wordt gezorgd voor interne communicatie, zodat het personeel regelmatig op de hoogte wordt gebracht van de goede praktijken die wij op het gebied van handstreaming toepassen.

Doel van de actie:

Het gemeentepersoneel bewust maken van de hindernissen die burgers met een handicap kunnen ondervinden bij de toegang tot onze verschillende diensten of gewoon bij hun verplaatsingen op het gemeentelijk grondgebied. Enkele verbeteringen en aanpassingen doorvoeren om de betrokkenheid van ons gemeentebestuur bij handstreaming verder te bevorderen.

Alle personeelsleden informeren of herinneren aan de goede praktijken en acties die onze gemeente voert ten gunste van personen met een handicap, om deze te bevorderen en op natuurlijke wijze te integreren in de werkingsfilosofie van onze instelling.

Beschrijving van de actie:

- Bewustmakingssessies organiseren over toegankelijkheid voor personeelsleden door middel van scenario-gebaseerde simulatieoefeningen.
- De bewegwijzering bij de receptie en de loketten herzien (richtings- en informatieborden).
- Kleine herinrichtingen en aanpassingen uitvoeren om de toegankelijkheid van het gemeentehuis te bevorderen.
- Een interne communicatiecampagne via nieuwsbrieven, evenals een externe communicatiecampagne via het gemeenteblad en via uitzendingen op het informatiescherm in de zaal met de loketten voorstellen.

Mogelijke partners:

Passe Muraille, dienst Public Relations, dienst Beheer van het Erfgoed.

Aantal betrokken personen	Termijn	Budget
Het gehele gemeentebestuur	Gedurende het hele plan	Te bepalen

4.4. Domein van de externe positionering

10. Deelnemen aan uitwisselingen over diversiteitsbeheer met andere Brusselse gemeenten			
-26 j	+45 j	Handicap	Diploma Gender
Buiten EU			
<u>Aandachtspunt uit de analyse:</u> Er is weinig contact met andere gemeenten.			
<u>Doel van de actie:</u> Het doel is ervaringen tussen gemeenten uit te wisselen om goede praktijken te ontwikkelen.			
<u>Beschrijving van de actie:</u> Deelnemen aan uitwisselingen over diversiteitsbeheer met andere Brusselse gemeenten.			
<u>Mogelijke partners:</u> Andere gemeenten, GSOB, Brussel Plaatselijke Besturen (Bureau voor gelijke kansen)			
Aantal betrokken personen		Termijn	Budget
De diversiteitsmanager en andere leden van het overlegcomité		Gedurende het hele plan	/

11. Zich meer inzetten voor de integratie van personen met een handicap door middel van 5 acties

-26 j	+45 j	Handicap	Diploma	Gender	Buiten EU
-------	-------	-----------------	---------	--------	-----------

Aandachtspunt uit de analyse:

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe is momenteel geen ondertekenaar van het gemeentelijk charter voor de integratie van personen met een handicap.

Doel van de actie:

De integratie van personen met een handicap binnen het gemeentebestuur verder ondersteunen.

Beschrijving van de actie:

Het charter ondertekenen en ervoor zorgen dat de vereniging het pluralisme van overtuigingen respecteert.

Zich meer inzetten voor de integratie van personen met een handicap door middel van 5 acties:

- Personen met een handicap raadplegen en het gemeentepersoneel bewustmaken.
- Jonge kinderen opvangen, hun integratie op school en tijdens naschoolse activiteiten ondersteunen.
- Het quotum van werknemers met een handicap naleven, deelnemen aan Duoday in alle diensten en de onderaannemingscontracten met MB's handhaven.
- De toegankelijkheid van informatie, vervoer en openbare plaatsen, alsmede parkeergelegenheid waarborgen.
- De toegang tot vrijetijdsactiviteiten blijven verzekeren voor personen met een handicap.

Mogelijke partners:

ASPH

<https://www.asph.be/wp-content/uploads/2020/11/Charte-inclusion-handicap-5-points.pdf>

Aantal betrokken personen	Termijn	Budget
Burgemeester + schepenen	2023	/

12. De website van de gemeente (easy read) aanpassen zodat deze gemakkelijk kan worden gebruikt door personen met een handicap - (AnySurfer)					
-26 j	+45 j	Handicap	Diploma	Gender	Buiten EU
<u>Aandachtspunt uit de analyse:</u>					
De website van de gemeente (easy read) is niet aangepast aan alle personen met een handicap. De dienst Public Relations werkt aan de follow-up van de toezegging van de burgemeester om deze aan te passen. Hiervoor zal een nieuwe overheidsopdracht worden gelanceerd.					
<u>Doel van de actie:</u>					
De aanpassing van de website van de gemeente zal het mogelijk maken meer personen met een handicap (met name toekomstige kandidaten) te bereiken.					
<u>Beschrijving van de actie:</u>					
Een toegankelijkheidscontrole uitvoeren.					
De vernieuwing van de website biedt nieuwe mogelijkheden. Bij het nieuwe design moet rekening worden gehouden met de toegankelijkheid van de website: ervoor zorgen dat de formaten van de documenten, toepassingen, enz. compatibel zijn met de klassieke hulpmiddelen die door slechtzienden, doven, enz. worden gebruikt.					
<u>Mogelijke partners:</u>					
Dienst Public Relations, dienst Nieuwe Technologieën, Any Surfer, Passe Muraille					
Aantal betrokken personen			Termijn	Budget	
Nieuwe technologieën/Public Relations			2024	€ 4200	

13. Ondertekenaar worden van het charter ter bevordering van inclusieve panels voor organisaties					
-26 j	+45 j	Handicap	Diploma	Gender	Buiten EU
<u>Aandachtspunt uit de analyse:</u>					
Bij de organisatie van evenementen zorgt het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe reeds voor een evenwicht op het gebied van partnerschap en expertise tussen gender en diversiteit in het algemeen, en legt het de nadruk op de bevordering van vrouwelijk ondernemerschap. Er ook voor zorgen dat we een gemengd panel over diversiteit als geheel aanbieden en ons engagement daartoe formaliseren.					
<u>Doel van de actie:</u>					
Blijven bijdragen tot rijkere en meer open debatten en/of interventies waarbij mannelijke en vrouwelijke sprekers, maar ook sprekers van verschillende genders, generaties, oorsprongen en talen worden betrokken.					
<u>Beschrijving van de actie:</u>					
Ondertekenaar worden van het charter ter bevordering van inclusieve panels voor organisaties, met de toezegging om:					
<ul style="list-style-type: none"> • systematisch een mix van vrouwen en mannen uit te nodigen; • homogene panels te vermijden; • ervoor te zorgen dat verschillende generaties en achtergronden vertegenwoordigd zijn. 					
De toegankelijkheid waarborgen van de zalen en locaties die voor de verschillende georganiseerde evenementen worden voorgesteld (advies en audits via de vzw Almagic).					
<u>Mogelijke partners:</u>					
Inclusive Panels, Almagic					
Aantal betrokken personen			Termijn	Budget	
Het gehele gemeentebestuur			Gedurende het hele plan	/	

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

ADMINISTRATION ET MARCHÉS - ADMINISTRATIE EN OPDRACHTEN

Administration et marchés - Administratie en opdrachten

17.10.2022/A/0005 **Division Espaces verts - Tondeuses - Acquisition - Marché de faible montant - Désignation des fournisseurs : HILAIRE VAN DER HAEGHE et HORTICOLE BERNARD BODART - Dépense : 20.108,77 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir deux tondeuses pour la division Espaces verts ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/09/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir deux tondeuses pour la division Espaces verts ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 20.108,77 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché à faible montant ;

Considérant que les trois firmes suivantes ont été consultées :

- HILAIRE VAN DER HAEGHE, Boomssteenweg 174 à 2610 Wilrijk ;
- HORTICOLE BERNARD BODART, chaussée de Nivelles 35A à 1461 Haut-Ittre ;
- VANHIE, Vilvoordsesteenweg 172 à 1860 Meise.

Considérant que les firmes HILAIRE VAN DER HAEGHE et HORTICOLE BERNARD BODART ont remis offres ;

Considérant que les deux offres sont régulières ;

Vu l'offre de HILAIRE VAN DER HAEGHE, pour les deux postes, (poste 1 : 18.349,65 EUR TVAC et poste 2 : 1.790,80 EUR TVAC) ;

Vu l'offre de HORTICOLE BERNARD BODART, pour le poste 2 (1.759,12 EUR TVAC) ;

Considérant que la firme HILAIRE VAN DER HAEGHE a remis l'offre économiquement la plus avantageuse pour le poste 1 ;

Considérant que la firme HORTICOLE BERNARD BODART, a remis l'offre économiquement la plus avantageuse pour le poste 2 ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 76600/744-51//430 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme HILAIRE VAN DER HAEGHE, Boomsesteenweg 174 à 2610 Wilrijk pour le poste 1 et la firme HORTICOLE BERNARD BODART, chaussée de Nivelles 35A à 1461 Haut-Ittre pour le poste 2, aux conditions de leurs offres respectives ;
- d'approuver la dépense estimée à maximum 20.108,77 EUR TVAC (HILAIRE VAN DER HAEGHE : 18.349,65 EUR TVAC et HORTICOLE BERNARD BODART : 1.759,12 EUR TVAC) à inscrire à l'article 76600/744-51//430 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Les fonds nécessaires au paiement de la présente dépense seront prélevés sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera soumise au conseil communal, pour information, lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Afdeling Groene ruimtes - Grasmaaiers - Aankoop - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leveranciers: HILAIRE VAN DER HAEGHE en HORTICOLE BERNARD BODART - Uitgave: 20.108,77 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de aankoop van twee grasmaaiers voor de afdeling Groene ruimtes;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 22/09/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de aankoop van twee grasmaaiers voor de afdeling Groene ruimtes;

Gelet op de wet van 17/06/2016 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel

124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;
Overwegende dat het bedrag van de opdracht wordt geraamd op 20.108,77 EUR incl. btw;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat de volgende drie firma's werden geraadpleegd:

- HILAIRE VAN DER HAEGHE, Boomssteenweg 174 te 2610 Wilrijk ;
- HORTICOLE BERNARD BODART, chaussée de Nivelles 35A te 1461 Haut-Ittre ;
- VANHIE, Vilvoordsesteenweg 172 te 1860 Meise.

Overwegende dat de firma's HILAIRE VAN DER HAEGHE en HORTICOLE BERNARD BODART een offerte hebben ingediend;

Overwegende dat de twee offertes regelmatig zijn;

Gelet op de offerte van de firma HILAIRE VAN DER HAEGHE voor de twee posten (post 1: 18.349,65 EUR incl. btw en post 2: 1.790,80 EUR incl. btw);

Gelet op de offerte van de firma HORTICOLE BERNARD BODART, voor de post 2 (post 2: 1.759,12 EUR incl. btw);

Overwegende dat de firma HILAIRE VAN DER HAEGHE, de economisch voordeligste aanbieder heeft ingediend voor post 1;

Overwegende dat de firma HORTICOLE BERNARD BODART, de economisch meest voordelige offerte heeft ingediend voor post 2;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 76600/744-51//430 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST :

- bovengenoemde opdracht van beperkte waarde te gunnen aan de firma HILAIRE VAN DER HAEGHE, Boomssteenweg 174 te 2610 Wilrijk voor de post 1 en aan de firma HORTICOLE BERNARD BODART, chaussée de Nivelles 35A te 1461 Haut-Ittre voor de post 2, op de voorwaarden van hun respectieve offertes;
- de uitgaven goed te keuren die geraamd worden op een maximum van 20.108,77 EUR incl. btw (HILAIRE VAN DER HAEGHE: 18.349,65 EUR incl. btw en HORTICOLE BERNARD BODART: 1.759,12 EUR incl. btw) en uit te voeren met het krediet ingeschreven op artikel 76600/744-51//430 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022.

De fondsen voor de betaling van deze uitgave van het buitengewoon reservefonds af te

nemen.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering van de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

17.10.2022/A/0006 **Equipe Voirie - Bordures « New Jersey » - Acquisition - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : OMNIBETON NV - Dépense : 4.000 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

Ploeg Wegen - Boordstenen "New Jersey" - Aankoop - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: OMNIBETON nv - Uitgave: 4.000 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van boordstenen “New Jersey” voor de ploeg Wegen;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 06/10/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van boordstenen “New Jersey” voor de ploeg Wegen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 4.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat, op de 3 geraadpleegde firma's, 3 offertes werden ontvangen:

- LITHOBETON : 4.687,01 EUR incl. btw,
- OMNIBETON nv : 3.977,47 EUR incl. btw,
- TUBOBEL : 4.211,84 EUR incl. btw;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 42100/741-52 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan de raming ten bedrage van 4.000 EUR incl. btw voor de opdracht betreffende de levering van boordstenen "New Jersey" voor de ploeg Wegen;
- deze opdracht van beperkte waarde te gunnen aan OMNIBETON nv (BE 0454.628.013), Kempische Kaai 170 te 3500 Hasselt, tegen het nagerekende inschrijvingsbedrag van 3.977,47 EUR incl. btw;
- een bedrag van 4.000 EUR in te schrijven op artikel 42100/741-52/-/420/13068 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022.

Deze uitgave zal van het buitengewoon reservefonds afgenomen worden.

Deze beslissing zal, ter informatie, op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven

17.10.2022/A/0007 **Equipe Voirie - Socles de signalisation en caoutchouc recyclé - Acquisition - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : SIGNATEKST NV - Dépense : 8.600 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

Ploeg Wegen - Signaleringsokkels in gerecycleerd rubber - Aankoop - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: SIGNATEKST nv - Uitgave: 8.600 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van signaleringssockkels in gerecycleerd rubber voor de ploeg Wegen;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 06/10/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van signaleringssockkels in gerecycleerd rubber voor de ploeg Wegen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 8.600 EUR incl. btw;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat, op de 3 geraadpleegde firma's, 2 offertes werden ontvangen:

- SODIMAR : heeft geen offerte ingediend,
- ALTEC : 27.137,88 EUR incl. btw,
- SIGNATEKST nv : 8.566,80 EUR incl. btw;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 42100/741-52 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan de raming ten bedrage van 8.600 EUR incl. btw voor de opdracht betreffende de levering van signaleringssockkels in gerecycleerd rubber voor de ploeg Wegen;
- deze opdracht van beperkte waarde te gunnen aan SIGNATEKST nv (BE 0422.494.287), Pachtgoedstraat 9 te 9100 Sint-Niklaas, tegen het nagerekende inschrijvingsbedrag van 8.566,80 EUR incl. btw;
- een bedrag van 8.600 EUR in te schrijven op artikel 42100/741-52/-

Deze uitgave zal van het buitengewoon reservefonds afgenomen worden.

Deze beslissing zal, ter informatie, op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

17.10.2022/A/0008 **Espace public - Marché d'étude phytosanitaire en 2022 (ID 1947) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : NICOLAS HENRYOT - Dépense : 20.376,40 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion Espace Public, il s'avère nécessaire de réaliser une étude phytosanitaire au sein des espaces verts de la commune ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 15/09/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion Espace Public, il s'avère nécessaire de réaliser une étude phytosanitaire au sein des espaces verts de la commune ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à 20.376,40 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 76600/747-60 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme NICOLAS HENRYOT, rue de Bockaissart 2 à 6680 Sainte-Ode (Lavacherie), pour la réalisation d'une étude phytosanitaire au sein des espaces verts, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense à 20.376,40 EUR TVAC, inscrite à l'article 76600/747-60/11077 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;
- de financer cette dépense par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Openbare ruimte - Overheidsopdracht voor een fyto-sanitaire studie in 2022 (ID 1947) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: NICOLAS HENRYOT - Uitgave: 20.376,40 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

17.10.2022/A/0009 **Stade Fallon - Outillages électriques - Acquisition - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : CIPAC - Dépense : 2.300 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Sports, il s'indique d'acquérir un ensemble d'outillages électriques pour l'équipe technique du stade Fallon ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/10/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Sports, il s'indique d'acquérir un ensemble d'outillages électriques pour l'équipe technique du stade ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 2.300 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont disponibles à l'article 76410/744-98/-/764 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Considérant que les deux firmes suivantes ont été consultées dans le cadre de ce marché de faible montant et ont remis prix :

- DEGECO, avenue de l'Optimisme 15 à 1140 Evere : 2.509,24 EUR TVAC,
- CIPAC, chaussée de Waterloo 334 à 1060 Saint-Gilles : 2.293,88 EUR TVAC ;

Considérant que l'offre de CIPAC, chaussée de Waterloo 334 à 1060 Saint-Gilles, est l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme CIPAC, chaussée de Waterloo 334 à 1060 Saint-Gilles, pour l'acquisition d'un ensemble d'outillages électriques pour l'équipe technique du stade, aux conditions de son offre du 23/09/2022 d'un montant de 2.293,88 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense estimée à 2.300 EUR TVAC, inscrite à l'article 76410/744-98/-/764/13069 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur fond de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Fallonstadion - Elektrische gereedschappen - Aankoop - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: CIPAC - Uitgave: 2.300 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

17.10.2022/A/0010 **Crèches communales - Matériel didactique et d'exploitation - Acquisition -
Marché de faible montant - Désignation des fournisseurs : WESCO et
HAGELAND - Dépense : 2.760 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir du matériel didactique et d'exploitation pour les crèches communales ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/09/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir du matériel didactique et d'exploitation pour les crèches communales ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 2.760 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les deux soumissionnaires suivants ont été consultés à cette occasion et ont remis offre pour différents articles :

- WESCO, B.P. 10 à 1040 Etterbeek ;
- HAGELAND-EDUCATIEF, Eilandstraat 4 à 3294 Molenstede ;

Considérant que les deux offres sont régulières ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 84400/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Vu les articles 234 §3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec les firmes WESCO, B.P. 10 à 1040 Etterbeek pour un montant de 2.295 EUR TVAC et HAGELAND-EDUCATIEF, Eilandstraat 4 à 3294 Molenstede pour un montant de 465 EUR TVAC, aux conditions de leurs offres respectives et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale.
- d'approuver la dépense estimée à 2.760 EUR TVAC à inscrire à l'article 84400/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;
- de financer cette dépense par un prélèvement sur fond de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentelijke kinderdagverblijven - Didactisch materiaal en werkingsmateriaal - Aankoop - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leveranciers: WESCO en HAGELAND - Uitgave: 2.760 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de aankoop van didactisch materiaal en bedieningsmateriaal voor de gemeentekinderdagverblijven;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 22/09/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de aankoop van didactisch materiaal en bedieningsmateriaal voor de gemeentekinderdagverblijven;

Gelet op de wet van 17/06/2016 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de uitgave geraamd wordt op 2.760 EUR incl. btw;

Overwegende dat deze opdracht van beperkte waarde is;

Overwegende dat de volgende twee firma's werden geraadpleegd:

- WESCO, B.P. 10 te 1040 Etterbeek;
- HAGELAND-EDUCATIEF, Eilandstraat 4 te 3294 Molenstede;

Overwegende dat de twee offertes regelmatig zijn;

Overwegende dat deze uitgave op artikel 84400/744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022 ingeschreven is;

Gelet op artikelen 234 lid 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST :

- de aankoop van didactisch materiaal en bedieningsmateriaal voor de gemeente kinderdagverblijven goed te keuren met de firma's WESCO B.P. 10 te 1040 Etterbeek, voor een bedrag van 2.295 EUR incl. btw en met de firma HAGELAND-EDUCATIEF, Eilandstraat 4 te 3294 Molenstede voor een bedrag van 465 EUR incl. btw, volgens de voorwaarden van hun respectievelijke offertes, in toepassing van artikelen 92 van de wet van 17/06/2016, 124 van het koninklijk besluit van 18/04/2017 en van het koninklijk besluit van 14/01/2013 betreffende de overheidsopdrachten en artikelen 234 lid 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
- een uitgave van 2.760 EUR incl. btw goed te keuren en in te schrijven op artikel 84400/744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022;
- de uitgave te financieren uit het buitengewone reservefonds.

Deze beslissing zal ter informatie aan de Gemeenteraad op de eerstvolgende vergadering voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

17.10.2022/A/0011 **Crèches communales - Jeux d'extérieur - Acquisition - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : KOMPAN - Dépense : 8.150 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande de la division Espaces verts, il s'indique d'acquérir des jeux d'extérieur pour les crèches communales ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/09/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande de la division Espaces verts, il s'indique d'acquérir des jeux d'extérieur pour les crèches communales ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 8.150 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les trois firmes suivantes ont été consultées :

- KOMPAN SA, rue du Têris 2 à 4100 Seraing ;
- PLAY OUTDOOR SPRL, Haut des Sarts 18 à 4800 Verviers ;
- IDEMASPORT SA, avenue Léopold Wiener 98 à 1170 Watermael-Boitsfort ;

Considérant que les deux firmes suivantes ont remis offres :

- KOMPAN SA, rue du Têris 2 à 4100 Seraing (11.362,09 EUR TVAC) ;
- PLAY OUTDOOR SPRL, Haut des Sarts 18 à 4800 Verviers (12.342 EUR TVAC).

Considérant que les crédits disponibles sont limités à 10.000 EUR ;

Considérant que par son courriel du 13/09/2022, la division Espaces verts a invité les deux firmes à revoir leurs offres ;

Considérant que les deux soumissionnaires ont remis une nouvelle offre :

- KOMPAN SA, rue du Têris 2 à 4100 Seraing (8.143,18 EUR TVAC) ;
- PLAY OUTDOOR SPRL, Haut des Sarts 18 à 4800 Verviers (8.766,45 EUR TVAC).

Considérant que les deux offres sont régulières ;

Considérant que l'offre de la firme KOMPAN est économiquement la plus avantageuse ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 84400/725-60//430 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant pour l'acquisition de jeux d'extérieur pour les crèches communales avec la firme KOMPAN SA, rue du Têris 2 à 4100 Seraing, aux conditions de son offre du 13/09/2022, qui est l'offre économiquement la plus avantageuse au regard du prix et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013, 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense estimée à 8.150 EUR TVAC à inscrire à l'article 84400/725-60//430 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.
- de prélever les fonds nécessaires au paiement de la présente dépense sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentelijke kinderdagverblijven - Buitenspelen - Aankoop - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: KOMPAN - Uitgave: 8.150 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

17.10.2022/A/0012 **Le Petit Foriest - Remorque basculante pour microtracteur - Acquisition - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : HORTICOLE BODART SPRL - Dépense : 3.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir une remorque basculante pour le microtracteur du Centre d'éducation à l'environnement Le Petit Foriest ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/09/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir une remorque basculante pour le microtracteur du Centre d'éducation à l'environnement Le Petit Foriest ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 2.890 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées et ont remis prix :

- HORTICOLE BODART SPRL : 2.890 EUR TVAC,
- GARAGE TH. HERION SPRL : 2.900,01 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 72200/744-98 du budget extraordinaire 2022 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le marché relatif à la fourniture d'une remorque basculante pour le microtracteur du Centre d'éducation à l'environnement Le Petit Foriest ;
- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec le fournisseur ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit HORTICOLE BODART SPRL (BE 0697.670.421), chaussée de Nivelles 35A à 1461 Haut-Ittre pour le montant d'offre contrôlé de 2.890 EUR TVAC ;
- d'engager un montant de 3.000 EUR TVAC ;
- d'adopter cette dépense inscrite à l'article 72200/744-98/12231 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.
- de financer cette dépense par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du

14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

"Le Petit Foriest" - Kiepwagen voor microtractor - Aankoop - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: HORTICOLE BODART bvba - Uitgave: 3.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

17.10.2022/A/0013 **Eco-quartier Schuman-Charmille - Aménagement d'une aire de jeux, de jeux divers et de pistes de pétanque - Procédure négociée directe avec publication préalable - Dépense : 180.000 EUR TVAC - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'aménager une plaine de jeux, des jeux divers et des pistes de pétanque dans l'éco-quartier Schuman-Charmille ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41 § 1-2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2022-1957 relatif au marché « Quartier Schuman-Charmille - Aménagement d'une plaine de jeux, de jeux divers et de pistes de pétanque » ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 - Aménagement d'une plaine de jeu et de pistes de pétanque, estimé à 80.000 EUR TVAC,

* Lot 2 - Fourniture et pose de jeux, estimé à 100.000 EUR TVAC ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 180.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le projet d'aménagement d'une plaine de jeux, de jeux divers et de pistes de pétanque à l'éco-quartier Schuman-Charmille est subsidié par la Région bruxelloise dans le cadre de l'appel à projets pour des infrastructures sportives communales de proximité 2022, avec un taux de subside de 75 % maximum ;

Considérant dès lors qu'une partie des coûts sera subsidiée par la Région bruxelloise ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu et à prévoir au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 76100/725-60 ;

Considérant que cette dépense sera financée par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 1 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/10/2022 ;

DECIDE, sous réserve d'inscription des crédits nécessaires par le Conseil communal et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le cahier des charges n° 2022-1957 et le montant estimé de 180.000 EUR TVAC du marché « Quartier Schuman-Charmille - Aménagement d'une plaine de jeux, de jeux divers et de pistes de pétanque ». Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;
- de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;
- de compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national ;
- de charger le service Développement durable, planification et perspectives de poursuivre l'élaboration du dossier de demande de subvention auprès de l'autorité subsidiaire, Bruxelles Pouvoirs Locaux, place Saint-Lazare 2 à 1035 Bruxelles ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 76100/725-60/13072 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

Ecowijk Schuman-Haagbeuken - Aanleg van een speelplein, verschillende spelen en petanquepistes - Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking - Uitgave: 180.000 EUR incl. btw - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aanleg van een een speelplein, verschillende spelen en petanqueterreinen in de ecowijk Schuman-Haagbeuken;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 41 § 1-2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. 2022-1957 betreffende de opdracht “Wijk Schuman-Haagbeuken - Aanleg van een speelplein, verschillende spelen en petanqueterreinen”;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:

* Perceel 1 - Aanleg van een speelplein en petanqueterreinen, raming: 80.000 EUR incl. btw,

* Perceel 2 - Levering en plaatsing van spelen, raming: 100.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 180.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat het aanlegproject van een speelplein, verschillende spelen en petanquepleinen in de eco-wijk Schuman-Haagbeuken gesubsideerd is door het Brussels Gewest in het kader van de oproep tot projecten voor gemeentelijke buurtsportinfrastructuren 2022, met een toelagenratio van maximum 75 %;

Overwegende dientengevolge dat een gedeelte van kosten zal gesubsidieerd worden door het Brussels Gewest;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien en te voorzien is in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022, op artikel 76100/725-60;

Overwegende dat deze uitgave gefinancierd zal worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 § 1;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 06/10/2022;

BESLIST, onder voorbehoud van inschrijving van de nodige kredieten door de Gemeenteraad en hun goedkeuring door de toezichthoudende overheid:

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2022-1957 en de raming van 180.000 EUR incl. btw voor de opdracht “Wijk Schuman-Haagbeuken - Aanleg van een speelplein, verschillende spelen en petanqueterreinen”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

- de aankondiging van de opdracht in te vullen, goed te keuren en bekend te maken op nationaal niveau;
- de dienst Duurzame ontwikkeling, planning en vooruitzichten te belasten om de uitwerking van dit dossier uit te voeren voor de aanvraag tot toelagen bij de gesubsidieerde overheid, Brussel Plaatselijke Besturen, Sint-Lazarusplein 2 te 1035 Brussel;
- de uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikel 76100/725-60/13072 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022.

Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

17.10.2022/A/0014 **Eco-quartier Schuman-Charmille - Aménagement d'un espace vert (ID 1956) - Procédure négociée directe avec publication préalable - Dépense : 300.000 EUR TVAC - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'aménager un espace vert dans l'éco-quartier Schuman-Charmille ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41 § 1-2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2022-1956 relatif au marché « Eco-quartier Schuman-Charmille - Aménagement d'un espace vert (ID 1956) » ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 - Terrassement), estimé à 100.000 EUR TVAC,

* Lot 2 - Fourniture et placement de mobilier urbain, estimé à 200.000 EUR TVAC ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 300.000 EUR

TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant qu'il s'indique de solliciter les subventions pour la réalisation du projet mentionné dans le Programme triennal d'investissement 2022-2024 ;

Considérant qu'il s'indique de garantir l'entretien et la gestion des biens subsidiés et d'approuver à cette fin le programme d'entretien spécifique au projet portant sur les cinq années qui suivent la réception définitive de l'ouvrage ;

Considérant qu'il s'indique de s'engager à ne pas aliéner ni modifier l'affectation des biens pendant une période de vingt ans à dater de la date de l'octroi du subside ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est à prévoir au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 76600/725-60 ;

Considérant que cette dépense sera financée par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 1 ;

DECIDE, sous réserve d'inscription des crédits nécessaires par le Conseil communal et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le cahier des charges n° 2022-1956 et le montant estimé de 300.000 EUR TVAC du marché « Eco-quartier Schuman-Charmille - Aménagement d'un espace vert (ID 1956) ». Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;
- de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;
- de solliciter les subventions pour la réalisation de ce projet inscrit dans le Programme triennal d'Investissement 2022-2024 ;
- de garantir l'entretien et la gestion des biens subsidiés et d'approuver à cette fin le programme d'entretien spécifique au projet portant sur les cinq années qui suivent la réception définitive de l'ouvrage ;
- de s'engager à ne pas aliéner ni modifier l'affectation des biens pendant une période de 20 ans à dater de la date d'octroi du subside ;
- de compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national ;
- de financer cette dépense par le crédit à inscrire au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 76600/725-60.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

31 votants : 26 votes positifs, 5 abstentions.

Abstentions : Ingrid Goossens, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen.

Ecowijk Schuman-Haagbeuken - Aanleg van een groene ruimte (ID1956) - Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking - Uitgave: 300.000 EUR incl. btw - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aanleg van een groene ruimte in de ecowijk Schuman-Haagbeuken;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 41 § 1-2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. 2022-1956 betreffende de opdracht “Ecowijk Schuman-Haagbeuken - Aanleg van een groene ruimte (ID 1956)”;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:

* Perceel 1 - Grondwerken, raming: 100.000,00 EUR incl. btw,

* Perceel 2 - Levering en plaatsing van stadsmeubilair, raming: 200.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 300.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat het aangewezen is subsidies aan te vragen voor de uitvoering van het project vermeld in het driejarig investeringsprogramma 2022-2024;

Overwegende dat het onderhoud en het beheer van de gesubsidieerde activa moeten worden gewaarborgd en dat daartoe het specifieke onderhoudsprogramma voor het project moet worden goedgekeurd voor de periode van vijf jaar na de definitieve oplevering van de werkzaamheden;

Overwegende dat het aangewezen is zich ertoe te verbinden het goed niet te vervreemden of het gebruik ervan te wijzigen gedurende een periode van twintig jaar, te rekenen vanaf de datum van de toekenning van de subsidie;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien dient te worden in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022, op artikel 76600/725-60;

Overwegende dat deze uitgave gefinancierd zal worden door middel van een lening

aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 § 1;

BESLIST, onder voorbehoud van inschrijving van de nodige kredieten door de Gemeenteraad en hun goedkeuring door de toezichthoudende overheid:

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2022-1956 en de raming van 300.000 EUR incl. btw voor de opdracht “Ecowijk Schuman-Haagbeuken - Aanleg van een groene ruimte (ID 1956)”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;
- subsidies aan te vragen voor de verwezenlijking van dit project, dat is opgenomen in het driejarig investeringsprogramma 2022-2024;
- het onderhoud en het beheer van de gesubsidieerde activa te garanderen en daartoe het projectspecifieke onderhoudsprogramma goed te keuren voor de periode van vijf jaar na de definitieve oplevering van de werkzaamheden;
- zich ertoe te verbinden het goed niet te vervreemden of het gebruik ervan te wijzigen gedurende een periode van 20 jaar, te rekenen vanaf de datum van de toekenning van de subsidie;
- de aankondiging van de opdracht in te vullen, goed te keuren en bekend te maken op nationaal niveau;
- de uitgave voor deze opdracht te voorzien in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022, op artikel 76600/725-60.

Deze uitgave zal gefinancierd worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

31 stemmers : 26 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

Onthoudingen : Ingrid Goossens, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen.

17.10.2022/A/0015 **Justifications de vote sur le point intitulé « Eco-quartier Schuman-Charville - Aménagement d'un espace vert - Procédure négociée directe avec publication préalable - Dépense : 300.000 EUR TVAC - Approbation ».**

Justification d'abstention du groupe Ecolo

Depuis l'inauguration des écoles en mars 2020, nous attendions de voir comment serait aménagé ce site autrefois entièrement artificialisé et même pollué. Quelques années plus tôt, en réunion de concertation, vous aviez accédé à la demande des habitants de renoncer à construire 4 blocs d'appartements à cet endroit et ce choix est heureux. L'idée d'implanter un petit parc est très positive mais je m'inquiète à présent du résultat sur base des plans reçus. Je comprends la volonté d'avoir voulu répondre aux demandes des différents intervenants dans ce quartier mais pour autant, inclure des aspects multiples et contradictoires pour contenter tout le monde sans opérer un choix cohérent ne fait pas un bon projet. Sur les 29 ares de ce petit espace vert, on trouve « un peu de tout » : un petit bois, un petit verger, une mare avec un petit pont, un jardin partagé avec un cabanon, un espace avec 5 jeux pour petits enfants, une aire de pique-nique avec 3 tables et même un espace réservé aux écoles avec un préau.

Le chemin en béton :

Dans les aspects « constructifs » il y a de vrais défauts : un cheminement en béton constitué de 43m³ de béton armé avec 355 m² de ferrailage n'a pas sa place dans un espace vert. En commission j'avais évoqué les réalisations actuelles de Bruxelles Environnement et plaidé pour une alternative plus légère et moins coûteuse! 4 jours après la réunion de commission, nous avons été avertis de l'introduction d'une variante : "VARIANTE 2: Mise en place du chemin piéton en revêtement semi-dur avec liant d'origine végétale". C'est exactement ce que Bruxelles Environnement a utilisé pour l'accès au Parc des Sources depuis la Promenade du chemin de fer !

Pourquoi n'avez-vous pas retiré la variante 1 "Mise en place de chemin piéton en béton désactivé " ?

La mare :

Le choix d'y inclure une mare est intéressant mais votre proposition pose question au vu des profils en coupe repris sur les plans mis à notre disposition:

1) Le profil de la mare ne correspond pas du tout aux bonnes pratiques pour ce type de mare : il faut surtout prévoir des plateaux étagés peu profonds correspondants aux étages de la végétation aquatique. Le CDC indique une excavation de 46 m² et des décaissements à 50cm (22m²), 1M (16m²) et 1m50 (12m²). La profondeur de 1m50 est inutile puisque la recommandation est de prévoir environ 1m sur une très petite surface pour offrir un abri hors gel à la faune aquatique en hiver. Plutôt qu'un "trou plein d'eau" avec des pentes abruptes, une mare conçue selon la pratique établie sera bien moins dangereuse pour les enfants par sa faible profondeur sur le contour et l'essentiel de la surface....

2) L'intérêt d'une mare dans une zone dite "humide" est qu'elle affleure le niveau des berges et se confond dans la végétation avec une faible dénivellation entre le sol et l'eau (10cm au plus). Dans le métré, la présence de 10m³ « d'enrochements » pour la création des berges n'a pas beaucoup de sens. De même, le choix de placer un petit pont au-dessus de la mare nous semble un parti-pris de paysagisme inutile et coûteux : d'un point de vue didactique, une simple passerelle d'observation discrète à proximité serait bien plus adaptée.

L'espace clôturé & un préau :

Concernant les aménagements, comment justifier la présence d'un espace de 210m² réservé aux écoles avec un préau alors que celles-ci sont supposées disposer de leur propres aménagements « naturels » dans leur enceinte. Pour accueillir des groupes d'enfants lors d'une « sortie en extérieur » dans le nouveau parc, quel sens cela a-t-il d'amputer celui-ci d'un espace clôturé ? Auriez-vous oublié ces aménagements dans la cour de l'école G Désir ? Cette cour de 780m² totalement minéralisée sans même des bacs de plantation n'est en effet pas très "moderne" dans sa conception ! Pourquoi ne pas plutôt corriger les manques dans la cour de l'école même ?

La végétation :

6 arbres fruitiers sont prévus sans préciser s'ils sont de haute tige ou basse tige. Sur base du dossier, j'ai soulevé en commission les erreurs qui semblent avoir été commises dans le choix des essences. Si certaines espèces sont autofertiles et permettent à un arbre seul de fructifier, d'autres sont autostériles et nécessitent la présence d'un autre sujet pour assurer la fécondation et la production de fruits. C'est le cas des pommiers, des pruniers, des cerisiers et des poiriers. Avoir choisi un seul sujet de chaque essence pourrait aboutir à l'absence de fruits sauf si, par hasard, il y a dans le voisinage proche un arbre fruitier de la bonne espèce produisant le bon pollen à une période compatible...

Pourquoi prévoir tant de grands arbres qui dans l'avenir poseront un problème de dimension, certaines des espèces mentionnées dans les Clauses techniques pouvant atteindre 20m en hauteur et 10m d'envergure ? Les arbres de verger ont besoin de lumière et les érables champêtres, peuplier tremble, aulne glutineux et orme vont capter toute la lumière.

Lors d'une réunion d'habitants en 2020, le projet allait prévoir un verger collectif. Si cet espace vert a une vocation didactique, pourquoi y avoir renoncé et ne pas favoriser un choix de plantation axé principalement sur des arbres fruitiers de haute tige ? C'est beau, c'est utile et c'est bon à manger !

Coûts :

Je ne serai pas long sur l'aspect financier mais à l'heure où, dans le cadre du budget participatif, des groupements d'habitants sont capables de présenter des projets collectifs remarquables d'aménagement naturels tels le coin Charrette-Roodebeek du comité "Hameau de Roodebeek" ou le projet du « groupe moineaux 1200 », cela avec une grande économie de moyens, consacrer 300.000€ soit plus de 100€/m² ne nous semble pas un projet équilibré.

Conclusion :

Aujourd'hui vous proposez ce projet à notre approbation. Vos intentions sont positives et nous pouvons y souscrire mais selon nous, le plan présenté présente des défauts et des choix non-aboutis ou non justifiés en l'état. Nous avons tenu à faire des propositions constructives et nous souhaitons que vous preniez encore le temps de l'amender.

3 jours avant le CC vous avez déjà changé une série de documents : Clauses techniques, métré et vous nous annoncez que URBAN Brussels pourrait imposer un revêtement autre que le béton alors que nous avons toujours 1 document dans le BOS où URBAN imposerait, selon vous, le béton.

A ce stade le groupe Ecolo demande le report de ce point.

Vote du groupe Ecolo : abstention

Réponse de la Liste du Bourgmestre

Le projet d'aménagement du sentier didactique et de la plaine de jeux a fait l'objet d'un important processus participatif au cours duquel les équipes pédagogiques des écoles Georges Désir et La Charmille, le comité de quartier ainsi que les riverains ont été associés. Après avoir intégré l'ensemble des desiderata dans le projet, une demande de permis d'urbanisme unique a été introduite auprès de l'autorité régionale. Au cours de la réunion de la commission de concertation à laquelle siégeait URBAN, mais également Bruxelles Environnement, les différents aspects du projet ont été discutés. Quant au revêtement des chemins du sentier didactique, le maintien de deux variantes est nécessaire afin de pouvoir exécuter le futur permis d'urbanisme. En effet, la première variante prévoit un revêtement en béton désactivé, conformément à la condition fixée par la commission de concertation en son avis. Par ailleurs, une seconde variante a été introduite dans le cahier spécial des charges pour ce poste en vue de l'installation d'un revêtement semi-dur avec liant d'origine végétale. En effet, au cours d'une réunion en présence d'URBAN et de Bruxelles Environnement, le revêtement du cheminement a été abordé. URBAN a évoqué la possibilité d'imposer comme condition lors de la délivrance du permis d'urbanisme le revêtement prévu par la seconde variante. Eu égard à l'avis officiel de la commission de concertation et à l'ouverture possible d'URBAN sur le futur revêtement – non-encore inscrite dans le permis d'urbanisme –, il est proposé de maintenir les 2 variantes.

Quant à la mare, celle-ci n'a fait l'objet d'aucune remarque de la part de Bruxelles Environnement en commission de concertation lors de l'examen de la demande de permis d'urbanisme, alors même que l'on connaît la rigueur de cette administration régionale sur ce point. Par ailleurs, la mare didactique a pour vocation de rester chargée en eau. C'est pour cela qu'une membrane en EPDM, de l'argile et un enrochement sont prévus. L'enrochement aura vocation à entourer la mare pour des questions esthétiques (couvrir la membrane) et des questions de sécurité (éviter de glisser si on s'approche trop près de la mare)

Par ailleurs, le sentier didactique a vocation à être utilisé certes pas les habitants, mais également par les écoles et leurs équipes pédagogiques. Pour rappel, les écoles Georges Désir et La Charmille sont labélisées « éco-school ». Les équipes pédagogiques auront besoin d'un espace leur permettant de réaliser diverses animations en lien avec l'observation de la nature et de la biodiversité.

Quant à la végétation prévue, les habitants du quartier ont souhaité que des plantations soient réalisées de manière à créer un écran végétal séparant le sentier didactique des fonds de jardin. En outre, les plantations, notamment dans le verger, doivent s'entendre à l'échelle du quartier. En effet, il y a de nombreux jardins avec une végétation permettant la pollinisation des arbres fruitiers qui seront plantés dans le verger didactique.

Enfin, sur le coût général du projet. D'une part, il est souhaitable d'avoir dans l'éco-quartier un sentier didactique et une plaine de jeux qui soient agréables et de bonne facture. Les riverains consultés ont été unanimes quant à la qualité des aménagements proposés. D'autre part, l'inflation et la très forte augmentation du coût des matériaux impactent le montant des travaux à réaliser.

ADMINISTRATION ET MARCHÉS - ADMINISTRATIE EN OPDRACHTEN

Administration et marchés - Administratie en opdrachten

17.10.2022/A/0016 **Bâtiment sis avenue Georges Henri 342 - Transformation - Procédure négociée directe avec publication préalable - Cahier des charges - Dépense : 350.000 EUR TVAC - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de transformer le bâtiment sis avenue Georges Henri 342 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41 § 1-2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2022-048 relatif au marché « Bâtiment sis avenue Georges Henri 342 - Transformation » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 350.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est à prévoir au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 12400/723-60 ;

Considérant que cette dépense sera financée par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 1 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/10/2022 ;

DECIDE, sous réserve d'inscription des crédits nécessaires par le Conseil communal et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

- d'approuver les différents documents et le montant estimé de 350.000 EUR TVAC du marché « Bâtiment sis avenue Georges Henri 342 - Transformation ». Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;

- de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;
- d'engager un montant de 3.000 EUR TVAC en faveur de la firme GATHY, firme désignée pour la coordination sécurité ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 12400/723-60.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

31 votants : 26 votes positifs, 5 abstentions.

Abstentions : Ingrid Goossens, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen.

Gebouw gelegen Georges Henrilaan 342 - Verbouwing - Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking - Bestek - Uitgave: 350.000 EUR incl. btw - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de verbouwing van het gebouw gelegen Georges Henrilaan 342;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 41 § 1-2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. 2022-048 betreffende de opdracht "Gebouw gelegen Georges Henrilaan 342 - Verbouwing";

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 350.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien dient te worden in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022, op artikel 12400/723-60;

Overwegende dat deze uitgave gefinancierd zal worden door middel van een lening

aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 § 1;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 06/10/2022;

BESLIST, onder voorbehoud van inschrijving van de nodige kredieten door de Gemeenteraad en hun goedkeuring door de toezichthoudende overheid:

- goedkeuring te verlenen aan de verschillende documenten en de raming van 350.000 EUR incl. btw voor de opdracht “Gebouw gelegen Georges Henrilaan 342 - Verbouwing”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;
- een bedrag van 3.000 EUR incl. btw aan te wenden ten voordele van de firma GATHY die aangeduid is voor de veiligheidscoördinatie;
- de uitgave voor deze opdracht te voorzien in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022, op artikel 12400/723-60.

Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

31 stemmers : 26 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

Onthoudingen : Ingrid Goossens, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen.

17.10.2022/A/0017 **Bâtiment sis avenue Georges Henri 234 - Rénovation (ID 1953) - Procédure négociée avec publication préalable - Cahier des charges - Dépense : 400.000 EUR TVAC - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu’il s’avère nécessaire de rénover le bâtiment sis avenue Georges Henri 234 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l’article 41 § 1-2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l’arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2022-1953 relatif au marché « Bâtiment sis avenue Georges Henri 234 - Rénovation (ID 1953) » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 400.000 EUR TVAC dont 397.000 EUR TVAC pour les travaux et 3.000 EUR TVAC pour la coordination sécurité ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2022 à hauteur de 200.000 EUR TVAC et est à inscrire en modification budgétaire à hauteur de 200.000 EUR TVAC, à l'article 12400/724-60 ;

Considérant que cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 1 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/10/2022 ;

DECIDE, sous réserve d'inscription des crédits nécessaire par le Conseil communal et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le cahier des charges N° 2022-1953 et le montant estimé de 400.000 EUR TVAC du marché « Bâtiment sis avenue Georges Henri 234 - Rénovation (ID 1953) ». Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;
- de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;
- de compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 12400/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

31 votants : 26 votes positifs, 5 abstentions.

Abstentions : Ingrid Goossens, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen.

Gebouw gelegen Georges Henrilaan 234 - Renovatie (ID 1953) - Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking - Bestek - Uitgave: 400.000 EUR incl. btw - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de renovatie van het gebouw gelegen Georges Henrilaan 234;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 41 § 1-2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. 2022-1953 betreffende de opdracht “Gebouw gelegen Georges Henrilaan 234 - Renovatie (ID 1953)”;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 400.000 EUR incl. btw, 397.000 EUR incl. btw voor de werken en 3.000 EUR incl. btw voor de veiligheidscoördinatie ;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022 ter hoogte van 200.000 EUR incl. btw en zou eveneens moeten voorzien worden in begrotingswijziging ter hoogte van 200.000 EUR incl. btw, op artikel 12400/724-60;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd zal worden door afhouding van het buitengewoon reservefonds;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 § 1;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 06/10/2022;

BESLIST, onder voorbehoud van inschrijving van de nodige kredieten door de Gemeenteraad en hun goedkeuring door de toezichthoudende overheid:

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2022-1953 en de raming van 400.000 EUR incl. btw voor de opdracht “Gebouw gelegen Georges Henrilaan 234 - Renovatie (ID 1953)”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;
- de aankondiging van de opdracht in te vullen, goed te keuren en bekend te maken op nationaal niveau;
- de uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikel 12400/724-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022.

Deze uitgave zal gefinancierd worden door afhouding van het buitengewoon reservefonds.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

31 stemmers : 26 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

Onthoudingen : Ingrid Goossens, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen.

SECRÉTARIAT - SECRETARIAAT

Secrétariat - Secretariaat

17.10.2022/A/0018 **Justifications de vote sur le point intitulé « Bâtiment sis avenue Georges Henri 342 - Transformation - Procédure négociée directe avec publication préalable - Cahier des charges - Dépense : 350.000 EUR TVAC - Approbation » et sur le point intitulé « Bâtiment sis avenue Georges Henri 234 - Rénovation (ID 1953) - Procédure négociée avec publication préalable - Cahier des charges - Dépense : 400.000 EUR TVAC - Approbation ».**

Justification d'abstention du groupe Ecolo

C'est une bonne chose que notre commune se préoccupe de la revitalisation de l'av G Henri par des acquisitions d'immeubles. La rénovation de ces immeubles y contribue en s'assurant que les étages soient habitables et habités tandis que des commerces de qualité s'établissent au rez de chaussée... Toutefois, comme j'ai pu l'expliquer en commission, nous sommes en 2022, l'urgence climatique est là et il ne fait plus de doute pour de nombreux responsables politiques et citoyens que la transition énergétique doit à présent être menée avec détermination.

Le groupe Ecolo attend à présent que cela se traduise dans les choix techniques en matière d'isolation, de production d'énergie renouvelable et de mode de chauffage des bâtiments.

Concrètement, voici des exemples de ce que nous souhaitons voir dans les Cahier des charges de construction ou de rénovation :

- Des dispositifs de production d'énergie renouvelable (panneaux solaires photovoltaïques ou thermiques)
 - Dans le cas de toitures de faible surface, le solaire thermique sera favorisé avec des surfaces de production de minimum 4m² par logement
 - Le solaire photovoltaïque ne sera installé que s'il est possible d'installer une puissance crête de minimum 3.000kWh
- Une ambition d'isolation permettant d'atteindre des niveaux PEB cible favorables (avec étude chiffrée justifiant le choix)
- Des dispositifs de chauffage qui n'utilisent plus le gaz, c'est-à-dire la standardisation de dispositifs de pompes à chaleur (de nombreuses villes européennes n'autorisent plus le chauffage au gaz pour de nouvelles installations). Les dispositifs de primes importants sont disponibles pour aider cette transition

Le groupe Ecolo s'abstiendra sur les projets présentés qui ne répondent pas à ces caractéristiques.

Vote du groupe Ecolo : abstention sur le point 14 et le point 15

Réponse de la Liste du bourgmestre

Il est confirmé que pour tous les projets de rénovation des immeubles acquis dans l'avenue Georges Henri, le service communal de la Gestion du patrimoine veille à incorporer dans son programme de rénovation des critères liés à la lutte contre le réchauffement climatique et la protection environnementale, dès lors que les aspects techniques le permettent (surface habitable, configuration des lieux, orientation du bâtiment...).

L'isolation du bâtiment est toujours privilégiée dans le cadre de la rénovation en vue de l'obtention d'un certificat PEB le plus favorable. Ainsi, il est prévu dans le cahier des charges la pose d'isolants efficaces (fibre de bois), privilégiés par rapport aux isolants moins performants ou plus polluants. L'isolation de toutes les parois de l'enveloppe (murs, sols, toiture, fenêtres) est donc prévue.

Le placement de panneaux photovoltaïques ou thermiques est envisagé, selon le cas, en tenant compte des superficies utiles en toiture. En l'occurrence, la pose de panneaux solaires est prévue. Il est également prévu la mise en œuvre d'une ventilation de type C+.

Le recours à des pompes à chaleur ne peut être envisagé qu'à certaines conditions car elles présentent certains désavantages : l'espace occupé par ce type d'installation alors que la configuration des lieux ne le permet pas toujours, le bruit engendré par ce type d'installation, le fonctionnement dépendant de l'électricité et son coût...

Le service privilégie le placement de pompes à chaleur dans des bâtiments neufs sans l'exclure pour des bâtiments anciens lorsque l'espace le permet. Ce qui n'est pas toujours le cas dans les bâtiments anciens de l'avenue Georges Henri.

L'objectif dans ce projet est d'améliorer la performance énergétique du bâtiment de 90 %, ce qui est un beau résultat.

ADMINISTRATION ET MARCHÉS - ADMINISTRATIE EN OPDRACHTEN

Administration et marchés - Administratie en opdrachten

17.10.2022/A/0019 **Destruction d'immondices en 2023 - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 3 - Dépense : 100.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'évacuer les immondices en 2023 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 29/09/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'évacuer les immondices en 2023 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2022-1925 relatif au marché « Destruction d'immondices en 2023 » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 100.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est à prévoir à l'article 87600/124-06 du budget ordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE, sous réserve d'inscription des crédits nécessaires au budget 2023 par le Conseil communal et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le cahier des charges n° 2022-1925 et le montant estimé du marché « Destruction d'immondices en 2023 », les conditions étant fixées au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 100.000 EUR TVAC ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants :
 - AGENCE REGIONALE POUR LA PROPLETE, avenue de Broqueville 12 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre,
 - SUEZ R&R BE SERVICES SA, avenue Charles-Quint 584/7 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe,
 - RENEWI BELGIUM NV, Gerard Mercatorstraat 8 à 3920 Lommel ;
- de financer cette dépense par le crédit à prévoir à l'article 87600/124-06 du

budget ordinaire de l'exercice 2023.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Vernietigen van vuilnis in 2023 - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgave: 100.000 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is om het vuilnis te verwijderen in 2023;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 29/09/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het noodzakelijk is om het vuilnis te verwijderen in 2023;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42 § 1-1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 140.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90 lid 1-1^o;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. 2022-1925 betreffende de opdracht “Vernietigen van vuilnis in 2023”;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 100.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien moet worden op artikel

87600/124-06 van de gewone begroting van het dienstjaar 2023;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST, onder voorbehoud van inschrijving van de nodige kredieten in de begroting 2023 door de Gemeenteraad en de goedkeuring ervan door de toezichthoudende overheid:

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2022-1925 en de raming voor de opdracht “Vernietigen van vuilnis in 2023”: de lastvoorwaarden worden vastgesteld in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en de raming bedraagt 100.000 EUR incl. btw;
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
- volgende ondernemers te raadplegen:
 - GEWESTELIJK AGENTSCHAP VOOR NETHEID, de Broquevillelaan 12 te 1150 Sint-Pieters-Woluwe,
 - SUEZ R&R BE SERVICES nv, Keizer Karellaan 584/7 te 1082 Sint-Agatha-Berchem,
 - RENEWI BELGIUM nv, Gerard Mercatorstraat 8 te 3920 Lommel;
- de uitgave voor deze opdracht te voorzien op artikel 87600/124-06 van de gewone begroting van het dienstjaar 2023.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

17.10.2022/A/0020 **Versages de déchets classe 2 en 2023 - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 3 - Dépense : 100.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu’il s’avère nécessaire d’évacuer les déchets classe 2 en 2023 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 29/09/2022;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu’il s’avère nécessaire d’évacuer les déchets classe 2 en 2023 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2022-1950 relatif au marché « Versages de déchets classe 2 en 2023 » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 100.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est à prévoir à l'article 87600/124-06 du budget ordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE, sous réserve d'inscription des crédits nécessaires au budget 2023 par le Conseil communal et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le cahier des charges n° 2022-1950 et le montant estimé du marché « Versages de déchets classe 2 en 2023 », les conditions étant fixées au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 100.000 EUR TVAC ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants :
 - RENEWI BELGIUM NV, Gerard Mercatorstraat 8 à 3920 Lommel,
 - SUEZ R&R BE SERVICES SA, avenue Charles-Quint 584/7 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe,
 - A. VANPACHTENBEKE & FILS, Lenneke Marelaan 100 à 1932 Zaventem ;
- de financer cette dépense par le crédit à prévoir à l'article 87600/124-06 du budget ordinaire de l'exercice 2023.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Het storten van afval klasse 2 in 2023 - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgave: 100.000 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is om het afval klasse 2 te verwijderen in 2023;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 29/09/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het noodzakelijk is om het afval klasse 2 te verwijderen in 2023;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42 § 1-1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 140.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90 lid 1-1^o;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. 2022-1950 betreffende de opdracht “Storten van afval klasse 2 in 2023”;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 100.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien moet worden op artikel 87600/124-06 van de gewone begroting van het dienstjaar 2023;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST, onder voorbehoud van inschrijving van de nodige kredieten in de begroting 2023 door de Gemeenteraad en de goedkeuring ervan door de toezichthoudende overheid:

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2022-1950 en de raming voor

de opdracht “Storten van afval klasse 2 in 2023”: de lastvoorwaarden worden vastgesteld in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en de raming bedraagt 100.000 EUR incl. btw;

- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
- volgende ondernemers te raadplegen:
 - RENEWI BELGIUM nv, Gerard Mercatorstraat 8 te 3920 Lommel,
 - SUEZ R&R BE SERVICES sa, Keizer Karellaan 584/7 te 1082 Berchem-Sainte-Agathe,
 - A. VANPACHTENBEKE & FILS, Lenneke Marelaan 100 te 1932 Zaventem;
- de uitgave voor deze opdracht te voorzien op artikel 87600/124-06 van de gewone begroting van het dienstjaar 2023.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

17.10.2022/A/0021 **Plaines et aires de jeux - Achat de divers jeux et modules de jeux - Procédure négociée sans publication préalable - Firmes à consulter : 3 - Dépense : 50.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu’il s’avère nécessaire d’acquérir des jeux et des modules de jeux pour les plaines et aires de jeux ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 15/09/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu’il s’avère nécessaire d’acquérir des jeux et des modules de jeux pour les plaines et aires de jeux ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant le cahier des charges n° 2022-1949 relatif au marché « Plaines et aires de jeux - Achat de divers jeux et modules de jeux » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 50.000 EUR ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- ROBINIA INT BVBA, Schippersdijk 101 à 9200 Dendermonde,
- PLAY OUTDOOR SPRL, Hauts des Sarts 18 à 4800 Verviers,
- IDEMASPORT SA, avenue Léopold Wiener 98 à 1170 Watermael-Boitsfort ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022 à l'article 76100/725-60 et qu'il sera financé par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2022-1949 et le montant estimé de 50.000 EUR du marché « Plaines et aires de jeux - Achat de divers jeux et modules de jeux ». Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;
- de passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - ROBINIA INT BVBA, Schippersdijk 101 à 9200 Dendermonde,
 - PLAY OUTDOOR SPRL, Hauts des Sarts 18 à 4800 Verviers,
 - IDEMASPORT SA, avenue Léopold Wiener 98 à 1170 Watermael-Boitsfort ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, article 76100/725-60.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Speelplaatsen en speelterreinen - Aankoop van verschillende spelen en spelmodules - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgave: 50.000 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van spelen en spelmodules voor de speelplaatsen en speelterreinen;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 15/09/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van spelen en spelmodules voor de speelplaatsen en speel terreinen;

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42 § 1-1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 140.000 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op het bestek met nr. 2022-1949 opgesteld in het kader van de opdracht “Speelplaatsen en speelterreinen - Aankoop van verschillende spelen en spelmodules”;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 50.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat volgende ondernemers in aanmerking komen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- ROBINIA INT bvba, Schippersdijk 101 te 9200 Dendermonde,
- PLAY OUTDOOR sprl, Hauts des Sarts 18 te 4800 Verviers,
- IDEMASPORT sa, Léopold Wienerlaan 98 te 1170 Watermaal-Bosvoorde;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2022, op artikel 76100/725-60 van de buitengewone begroting en dat de uitgave gefinancierd zal worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 § 3 ;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2022-1949 en de raming van 50.000 EUR incl. BTW voor de opdracht “Speelplaatsen en speelterreinen - Aankoop van verschillende spelen en speelmodules”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
- bovengenoemde te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
- volgende ondernemers uit te nodigen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:
 - ROBINIA INT bvba, Schippersdijk 101 te 9200 Dendermonde,
 - PLAY OUTDOOR sprl, Hauts des Sarts 18 te 4800 Verviers,
 - IDEMASPORT sa, Léopold Wienerlaan 98 te 1170 Watermaal-Bosvoorde;
- de uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikel 76100/725-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022

Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën;

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

17.10.2022/A/0022 **Avenues des Dix Arpents et des Briqueteries - Remplacement des arbres d'alignement (ID 1948) - Procédure négociée sans publication préalable - Firmes à consulter : 3 - Dépense : 60.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de remplacer les arbres d'alignement des avenues des Dix Arpents et des Briqueteries ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/09/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de remplacer les arbres d'alignement des avenues des Dix Arpents et des Briquetteries ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant le cahier des charges n° 2022-1948 relatif au marché « Avenue des Dix Arpents et avenue des Briquetteries - Remplacement des arbres d'alignement (ID 1948) » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 60.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- KRINKELS SA, boulevard Auguste Reyers 80 à 1030 Schaerbeek,
- EECOCUR SA, rue du Tronquoy 47 à 5380 Fernelmont,
- VERTCONCEPT SPRL, rue de Grammont 37 à 7830 Bassilly ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, article 42500/734-60, et qu'il sera financé par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2022-1948 et le montant estimé de 60.000 EUR TVAC du marché « Avenue des Dix Arpents et avenue des Briquetteries - Remplacement des arbres d'alignement (ID 1948) ». Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles

générales d'exécution des marchés publics ;

- de passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - KRINKELS SA, boulevard Auguste Reyers 80 à 1030 Schaerbeek,
 - EECOCUR SA, rue du Tronquoy 47 à 5380 Fernelmont,
 - VERTCONCEPT SPRL, rue de Grammont 37 à 7830 Bassilly ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, article 42500/734-60.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Tiendagwandlaan en Steenbakkerijenlaan - Vervanging van de rooilijnbomen (ID 1948) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgave: 60.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

17.10.2022/A/0023 **Bâtiment de la brigade canine - Remplacement des châssis par un ensemble anti-balles - Procédure négociée sans publicité préalable - Firmes à consulter : 3 - Dépense : 75.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine et en raison d'impératifs de sécurité, il s'indique de remplacer les châssis du bâtiment de la brigade canine par un ensemble anti-balles ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 22/09/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du Patrimoine et en raison d'impératifs de sécurité, il s'indique de remplacer les châssis du bâtiment de la brigade canine par un ensemble de châssis anti-balles ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000,00 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Vu le cahier des charges N° 2022-1955 relatif au marché « Remplacement des châssis de l'immeuble de la brigade canine de la zone de police Montgomery par des châssis anti-balles » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 75.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- A-M SEVADEPANNAGES SA, rue de Leumont 139 à 4520 Wanze ;
- ICOMET DV, rue Verte Reine 104 à 7600 Péruwelz ;
- BAWANET, rue du Tilleul 205 à 1140 Evere ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à la prochaine modification budgétaire, à l'article 12400/724-60//410 du budget extraordinaire 2022 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE, sous réserve de l'approbation de la prochaine modification budgétaire par le Conseil communal et l'autorité de Tutelle, :

- d'approuver le lancement d'un marché ayant pour objet : « Remplacement des châssis de l'immeuble de la brigade canine de la zone de police Montgomery par des châssis anti-balles »;
- de choisir de la procédure négociée sans publication préalable comme procédure de passation du marché en application des articles 42 §1, 1° a) de la loi du 17/06/2016, 90 1° de l'arrêté royal du 18/04/2017 ainsi que l'arrêté royal du 14/01/2013 tels que modifiés sur les marchés publics et 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver le cahier des charges y afférant ;
- d'approuver la dépense estimée de 75.000 EUR TVAC à inscrire à l'article 12400/724-60//410 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;
- d'approuver la liste des firmes suivantes à consulter dans le cadre de ce marché :

- A-M SEVADEPANNAGES SA, rue de Leumont 139 à 4520 Wanze ;
 - ICOMET DV, rue Verte Reine 104 à 7600 Péruwelz ;
 - BAWANET, rue du Tilleul 205 à 1140 Evere.
- de prélever les fonds nécessaires au paiement de la présente dépense sur le fonds de réserve extraordinaire.

Cette décision sera soumise, pour information au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M.le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gebouw hondenbrigade - Vervanging van de ramen door een kogelvrij geheel - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgave: 75.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

17.10.2022/A/0024 **Equipe Propreté publique - Balayeuse - Acquisition - Procédure concurrentielle avec négociation - Cahier des charges - Dépense : 250.000 EUR TVAC - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 29/06/2022 approuvant le lancement par procédure ouverte du marché relatif à la fourniture d'une balayeuse avec moteur diesel pour l'équipe Propreté publique, le cahier des charges ainsi que l'avis de marché au niveau national ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que l'ouverture des offres électroniques était fixée au 06/09/2022 à 11h ;

Vu le procès-verbal d'ouverture des offres du 06/09/2022 ;

Considérant que les deux firmes suivantes ont déposé une offre :

- HILAIRE VAN DER HAEGHE NV, Boomsesteenweg 174 à 2610 Wilrijk,
- TECHNISCH BEDRIJF DE KEGEL, Joseph Cardijnstraat 7 à 9420 Erpe-Mere ;

Considérant que les soumissionnaires HILAIRE VAN DER HAEGHE NV et TECHNISCH BEDRIJF DE KEGEL ne se trouvaient pas dans un des cas d'exclusion visés aux articles 67 à 69 de la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics ;

Considérant que les soumissionnaires HILAIRE VAN DER HAEGHE NV et TECHNISCH BEDRIJF DE KEGEL ont été sélectionnés sur la base des documents requis par la sélection qualitative ;

Considérant que les deux soumissionnaires ont pu être sélectionnés ;

Considérant que les deux offres pouvaient faire l'objet d'une analyse au regard de la régularité des offres ;

Considérant que le délai de livraison maximum mentionné au point II.6 du cahier des charges est de 200 jours calendrier ;

Considérant que le soumissionnaire TECHNISCH BEDRIJF DE KEGEL proposait un délai de livraison de 120 jours calendrier ;

Considérant que le soumissionnaire HILAIRE VAN DER HAEGHE NV proposait un délai de livraison de 420 jours calendrier ;

Vu l'article 76 § 1^{er}-3^o de l'arrêté royal du 18/04/2017 ;

Considérant que le délai de livraison mentionné dans l'offre de HILAIRE VAN DER HAEGHE NV rendait incertain l'engagement du soumissionnaire à exécuter le marché dans les conditions prévues par les documents du marché ;

Considérant que l'offre qui ne respecte pas les exigences minimales prescrites par les documents du marché peut être considérée comme irrégulière ;

Considérant que l'offre de HILAIRE VAN DER HAEGHE NV pouvait être considérée comme irrégulière ;

Considérant qu'afin de réduire la consommation de carburant, les clauses techniques exigeaient au point III.1 un moteur diesel de minimum six cylindres ;

Considérant que le soumissionnaire HILAIRE VAN DER HAEGHE NV proposait, dans son offre, un moteur diesel six cylindres ;

Considérant que le soumissionnaire TECHNISCH BEDRIJF DE KEGEL proposait, dans son offre, un moteur diesel quatre cylindres ;

Considérant que l'offre de TECHNISCH BEDRIJF DE KEGEL ne respectait pas le minimum requis par les exigences techniques ;

Vu l'article 76 § 1^{er}-3^o de l'arrêté royal du 18/04/2017 ;

Considérant que sont réputées comme substantielles les irrégularités qui tendent au non-respect des exigences minimales indiquées dans les documents du marché ;

Considérant que les offres des deux soumissionnaires étaient affectées d'une irrégularité substantielle qui serait de nature à donner un avantage discriminatoire au soumissionnaire, à entraîner une distorsion de concurrence, à empêcher la comparaison des offres entre elles, ou à rendre inexistant, incomplet ou incertain l'engagement du soumissionnaire à exécuter le marché dans les conditions prévues ;

Considérant que le pouvoir adjudicateur a estimé les offres des soumissionnaires TECHNISCH BEDRIJF DE KEGEL et HILAIRE VAN DER HAEGHE NV incomparables entre elles ;

Considérant que le Collège, en sa séance du 13/10/2022, a déclaré nulles les offres des deux soumissionnaires ;

Considérant que, tenant compte des éléments précités, il s'indiquait de ne pas attribuer le marché ;

Considérant que le marché doit faire l'objet d'une nouvelle procédure de passation ;

Considérant qu'il s'indique de choisir la procédure concurrentielle avec négociation comme procédure de passation du marché ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 38 § 1-2° (offres irrégulières ou inacceptables dans le cadre d'une procédure ouverte ou restreinte) ;

Vu le cahier des charges n° 2022-1961 relatif au marché « Fourniture d'une balayeuse » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 250.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'en l'application de l'article 38 § 1-2° de la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de publier un avis de marché ;

Considérant qu'en l'application de l'article 38 § 1-2° de la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, le pouvoir adjudicateur consulte les soumissionnaires qui ont été sélectionnés lors de la procédure ouverte antérieure ;

Considérant qu'afin d'élargir la concurrence, il s'indique de consulter d'autres opérateurs économiques supposés pouvoir répondre aux exigences en matière de sélection qualitative ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 87500/743-53 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Vu l'article 234 § 1 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/10/2022 ;

DECIDE :

- d'approuver la relance du marché relatif à la fourniture d'une balayeuse ainsi que le cahier des charges n° 2022-1961 et le montant estimé s'élevant à

250.000 EUR TVAC ;

- de passer le marché par procédure concurrentielle avec négociation ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants :
 - HILAIRE VAN DER HAEGHE NV, Boomsesteenweg 174 à 2610 Wilrijk,
 - TECHNISCH BEDRIJF DE KEGEL, Joseph Cardijnstraat 7 à 9420 Erpe-Mere,
 - ITM SALES AND SERVICES, Baan naar Bree 137 à 3990 Peer,
 - MARCEL VAN DYCK BELGIUM NV, Provinciebaan 71 à 2235 Houtvenne ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 87500/743-53/-/480/7037 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

31 votants : 26 votes positifs, 5 votes négatifs.

Non : Ingrid Goossens, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen.

Ploeg Openbare reinheid - Veegmachine - Aankoop - Mededingingsprocedure met onderhandeling - Bestek - Uitgave: 250.000 EUR incl. btw - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 29/06/2022 tot goedkeuring van de plaatsing van een openbare procedure voor de opdracht betreffende de aankoop van een veegmachine met dieselmotor voor de ploeg Openbare reinheid, het bestek evenals de aankondiging van de opdracht op nationaal niveau;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de opening van de elektronische offertes op 06/09/2022 om 11u was vastgesteld;

Gelet op het proces-verbaal van opening van de offertes van 06/09/2022;

Overwegende dat de twee volgende firma's een offerte hebben ingediend:

- HILAIRE VAN DER HAEGHE nv, Boomsesteenweg 174 te 2610 Wilrijk,

- TECHNISCH BEDRIJF DE KEGEL, Joseph Cardijnstraat 7 te 9420 Erpe-Mere;

Overwegende dat de inschrijvers HILAIRE VAN DER HAEGHE nv en TECHNISCH BEDRIJF DE KEGEL zich niet in één van de uitsluitingsgronden bevonden zoals bedoeld in artikelen 67 tot en met 69 van de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten;

Overwegende dat de inschrijvers HILAIRE VAN DER HAEGHE nv en TECHNISCH BEDRIJF DE KEGEL op basis van de vereiste documenten voor de kwalitatieve selectie geselecteerd werden;

Overwegende dat de twee inschrijvers geselecteerd konden worden;

Overwegende dat de twee offertes het onderwerp konden maken van een analyse met betrekking tot de regelmatigheid van de offertes;

Overwegende dat de maximale leveringstermijn vermeld in punt II.6 van het bestek van 200 kalenderdagen is;

Overwegende dat de inschrijver TECHNISCH BEDRIJF DE KEGEL een leveringstermijn van 120 kalenderdagen voorstelde;

Overwegende dat de inschrijver HILAIRE VAN DER HAEGHE nv een leveringstermijn van 420 kalenderdagen voorstelde;

Gelet op artikel 76 § 1-3° van de koninklijk besluit van 18/04/2017;

Overwegende dat de vermelde leveringstermijn in de offerte van HILAIRE VAN DER HAEGHE nv zijn verbintenis onzeker maakte voor de uitvoering van de opdracht zoals voorzien in de voorwaarden van de documenten van de opdracht;

Overwegende dat de offerte die niet aan de minimumvereisten, voorgeschreven in de documenten van de opdracht, voldoet, als onregelmatig beschouwd mag worden;

Overwegende dat de offerte van HILAIRE VAN DER HAEGHE nv als onregelmatig mocht beschouwd worden;

Overwegende dat, om het brandstofverbruik te verminderen, de technische clausules van punt III.1 een dieselmotor met ten minste zes cilinders vereisten;

Overwegende dat de inschrijver HILAIRE VAN DER HAEGHE nv in zijn offerte een dieselmotor met zes cilinders voorstelde;

Overwegende dat de inschrijver TECHNISCH BEDRIJF DE KEGEL in zijn offerte een dieselmotor met vier cilinders voorstelde;

Overwegende dat de offerte van TECHNISCH BEDRIJF DE KEGEL de technische minimumvereisten niet respecteerde;

Gelet op artikel 76 § 1-3° van het koninklijk besluit van 18/04/2017;

Overwegende dat onregelmatigheden die niet voldoen aan de vermelde minimumvereisten in de documenten van de opdracht, als substantieel worden

beschouwd;

Overwegende dat de offertes van de twee inschrijvers een substantiële onregelmatigheid bevatten waardoor de inschrijver wordt bevoordeeld, de mededinging wordt vervalst, de inschrijvingen niet met elkaar kunnen worden vergeleken of de verbintenis van de inschrijver om de opdracht overeenkomstig de gestelde voorwaarden uit te voeren, onbestaand, onvolledig of onzeker wordt;

Overwegende dat de aanbestedende overheid meende dat de offertes van de inschrijvers TECHNISCH BEDRIJF DE KEGEL en HILAIRE VAN DER HAEGHE nv onvergelijkbaar zijn;

Overwegende dat het College, in zijn vergadering van 13/10/2022, de offertes van de twee inschrijvers ongeldig verklaarde;

Overwegende dat, gezien het bovenstaande, aangewezen was de opdracht niet te gunnen;

Overwegende dat de opdracht aan een nieuwe plaatsingsprocedure moet onderworpen worden;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de mededingingsprocedure met onderhandeling;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 38 § 1-2° (onregelmatige of onaanvaardbare inschrijvingen in het kader van een openbare of niet-openbare procedure);

Gelet op het bestek met nr. 2022-1961 betreffende de opdracht “Levering van een veegmachine”;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 250.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat in toepassing van het artikel 38 § 1-2° van de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, de aanbestedende overheid niet verplicht is een aankondiging van de opdracht bekend te maken;

Overwegende dat in toepassing van het artikel 38 § 1-2° van de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, de aanbestedende overheid de inschrijvers raadpleegt die bij de vorige openbare procedure zijn geselecteerd;

Overwegende dat het, met het oog op een uitbreiding van de concurrentie, dienstig is andere ondernemers te raadplegen die waarschijnlijk aan de eisen inzake kwalitatieve selectie kunnen voldoen;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 87500/743-53 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022;

Gelet op artikel 234 § 1 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/10/2022;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan de herplaatsing van de opdracht betreffende de levering van een veegmachine evenals het bestek met nr. 2022-1961 en de raming ten bedrage van 250.000 EUR incl. btw;
- bovengenoemde opdracht te plaatsen bij wijze van een mededingingsprocedure met onderhandeling;
- volgende firma's te raadplegen:
 - HILAIRE VAN DER HAEGHE nv, Boomsesteenweg 174 te 2610 Wilrijk,
 - TECHNISCH BEDRIJF DE KEGEL, Joseph Cardijnstraat 7 te 9420 Erpe-Mere,
 - ITM SALES AND SERVICES, Baan naar Bree 137 te 3990 Peer,
 - MARCEL VAN DYCK BELGIUM nv, Provinciebaan 71 te 2235 Houtvenne;
- de uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikel 87500/743-53/-/480/7037 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022.

Deze uitgave zal van het buitengewoon reservefonds afgenomen worden.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

31 stemmers : 26 positieve stemmen, 5 negatieve stemmen.

Nee : Ingrid Goossens, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen.

SECRÉTARIAT - SECRETARIAAT

Secrétariat - Secretariaat

17.10.2022/A/0025 **Justifications de vote sur le point intitulé « Equipe Propreté publique - Balayeuse - Acquisition - Procédure concurrentielle avec négociation - Cahier des charges - Dépense : 250.000 EUR TVAC - Approbation ».**

Justification de vote négatif du groupe Ecolo

En juin dernier, Ecolo avait voté contre ce projet de nouvelle balayeuse diesel en invoquant les choix politiques en Région Bruxelloise en faveur de la diminution de la pollution et notre souhait d'un véhicule plus « propre » càd sans diesel et roulant au CNG ou alternativement électrique.

Aujourd'hui, vous changez la procédure de marché pour une procédure concurrentielle avec négociation et vous souhaitez consulter d'autres opérateurs économiques supposés pouvoir y répondre en invoquant des irrégularités substantielles "qui tentent au non-respect des exigences minimales indiquées dans les documents du marché" dans les 2 offres reçues. Le CDC spécifie une "Balayeuse - 2 places - Diesel - une machine nouvelle et du dernier modèle, compacte et maniable, adaptée au centre-ville, zones piétonnes, ...etc, adaptée pour le nettoyage des rues, des avenues et des places, d'un usage et entretien facile..."

En commission vous m'aviez répondu que ce serait une "grosse" machine.

Une grosse balayeuse veut dire diesel, pollution sonore, odeur de gaz d'échappement et émissions dangereuses pour la santé. Une grosse balayeuse veut aussi dire permis "C" et donc seuls quelques membres du service propreté peuvent la conduire...

Le groupe Ecolo vous propose un amendement radical :

Nous vous proposons de renoncer au diesel et de choisir un modèle fonctionnant à l'électricité qui offre un coût d'exploitation et de maintenance 4 à 5 fois inférieur. Vous allez me dire que les modèles électriques sont plus petits et ne répondent pas à votre critère de capacité ?

Pour ce marché, même en achetant 2 balayeuses électriques compactes, la différence sur l'investissement sera récupérée en quelques années. De telles balayeuses nécessitent seulement un permis "B" et sont susceptibles d'être conduites par plus de membres du service propreté. Elles sont encore plus maniables et permettent un gain de productivité important pour nos balayeurs dans leur travail. Moins encombrantes en voirie, bien moins bruyantes que le modèle diesel, non polluantes et sans odeur, elles se positionneraient dans le parc d'engins du service propreté entre 1 seule grosse balayeuse qui pourrait rouler au gaz et les Gluttons, les petites machines électriques des balayeurs dont nous possédons déjà 8 exemplaires si je suis bien renseigné.

Puisque vous relancez le marché, je vous propose donc de revoir le Cahier des charges technique et d'y intégrer une dimension environnementale en renonçant définitivement au moteur thermique pour imposer un modèle électrique de plus petite taille. Plusieurs fabricants commercialisent ce type d'engin et vous ne devriez pas ignorer que la firme Belge d'Andenne qui conçoit, fabrique et fournit déjà les petits Gluttons de nos balayeurs commercialise depuis quelques années une balayeuse électrique de 2,3 tonnes avec 8h d'autonomie de batterie. C'est la balayeuse Glutton ZEN et je crois savoir que WSP utilise déjà cette machine.

Depuis novembre 2017 et ma 1ère intervention sur ce sujet, je vous ai entendu invoquer successivement l'absence de modèle électrique et le manque de stations distribuant le gaz naturel comprimé. Aujourd'hui, alors que le Collège tergiverse sur des questions de nombre de cylindres du moteur diesel et choisi de relancer le marché, nous vous proposons de soutenir notre amendement en choisissant une solution d'avenir. Merci !

L'amendement proposé par le groupe Ecolo est refusé.

Vote du groupe Ecolo : Contre

Réponse de la Liste du Bourgmestre

L'achat de la balayeuse est justifié par la nécessité de remplacer l'ancienne balayeuse qui présente de nombreuses vétustés dues à son âge (15 ans). Par ailleurs, il est opté pour une balayeuse de grande capacité et d'une certaine puissance permettant au service de la propreté publique d'effectuer un travail efficace et de qualité. Le modèle proposé par le groupe Ecolo est de petite capacité et d'une puissance limitée qui contraindra l'action des équipes et entraînera une perte d'efficacité et de rendement dans le chef des équipes de la propreté publique.

Quant à la motorisation retenue, il convient de noter que l'approvisionnement en CNG sur le territoire de la région bruxelloise est quasi-inexistant. Par ailleurs, d'expérience, le charroi roulant au CNG doit être rechargé tous les jours. Or, pour cela, il faut se rendre à Zaventem, lieu de la station CNG la plus proche. Il n'est donc pas pertinent d'opter pour le CNG avec pour conséquence de bloquer 2 hommes, pendant une heure

quotidiennement, pour aller effectuer la recharge à la pompe CNG. En outre, il convient de souligner que la norme EURO VI a été retenue dans les clauses techniques, s'agissant de la plus contraignante actuellement sur le plan environnemental pour ce type de motorisation.

ADMINISTRATION ET MARCHÉS - ADMINISTRATIE EN OPDRACHTEN

Administration et marchés - Administratie en opdrachten

17.10.2022/A/0026 **Bâtiment sis avenue Georges Henri 328 - Etude pour la rénovation - Firma : SPRL ATELIER D'ARCHITECTURE PIERRE VANDEN BROECK - Dépense supplémentaire : 20.000 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que des études supplémentaires ont été nécessaires dans le cadre du marché « Bâtiment sis avenue Georges Henri 328 - Rénovation - Etude » ;

Vu l'article 236 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 29/09/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Vu sa décision du 30/12/2016 attribuant le marché « Bâtiment sis avenue Georges Henri 328 - Rénovation - Etude » à la firme SPRL ATELIER D'ARCHITECTURE PIERRE VANDEN BROECK, chaussée de Bruxelles 111 à 1310 La Hulpe, pour un montant de 99.220 EUR TVAC et engageant un montant total de 100.000 EUR ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'en cours d'exécution du marché, de nouveaux travaux supplémentaires se sont avérés nécessaires ;

Considérant que les honoraires sont basés sur un pourcentage des travaux ;

Considérant que, l'engagement initial ne couvrant pas la dépense supplémentaire, un engagement supplémentaire de 20.000 EUR, à inscrire à l'article 12400/723-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2022, s'avère nécessaire ;

Considérant que les crédits n'ont pas été prévus au budget extraordinaire de l'exercice 2022 et qu'il y a lieu de modifier l'intitulé du programme des investissements en ce sens ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 236 ;

DECIDE :

- d'approuver et d'engager la dépense supplémentaire de 20.000 EUR TVAC pour l'étude de la rénovation du bâtiment sis avenue Georges Henri 328 en faveur de la firme SPRL ATELIER D'ARCHITECTURE PIERRE VANDEN BROECK, chaussée de Bruxelles 111 à 1310 La Hulpe, à l'article 12400/723-60/11074 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;
- de proposer au Conseil communal de modifier en conséquence le programme des investissements avec pour intitulé « Bâtiment sis avenue Georges Henri 328 - Rénovation - Etude ».

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information et approbation de la modification du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

et APPROUVE la modification de l'intitulé du programme des investissements mentionné à l'article 12400/723-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 comme suit « Bâtiment sis avenue Georges Henri 328 - Rénovation - Etude ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

Gebouw gelegen Georges Henrilaan 328 - Studie voor de vernieuwing - Firma: sprl ATELIER D'ARCHITECTURE PIERRE VANDEN BROECK - Bijkomende uitgave: 20.000 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

PRÉVENTION - PREVENTIE

Prévention - Preventie

17.10.2022/A/0027 **Lutte contre le décrochage scolaire - Collaboration avec l'ASBL Schola ULB - Convention 2022-2023 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique de poursuivre l'action menée en matière de « lutte contre le décrochage scolaire » ;

Considérant qu'il s'indique de développer des projets de soutien scolaire ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège du bourgmestre et échevins du 22/09/2022 ;

DECIDE d'approuver la signature de la convention entre l'ASBL Schola ULB et la commune de Woluwe-Saint-Lambert, relative à la lutte contre le décrochage scolaire (soutien scolaire 2022-2023), reprise ci-dessous :

Convention de partenariat « On s'accroche ! »

Entre :

L'asbl Schola ULB
ULB - CP 105
Avenue F.D. Roosevelt, 50
1050 Bruxelles
Représentée par Keniya YASINSKA, directrice

Et

La commune de Woluwe-Saint-Lambert (service de la prévention)
Avenue Paul Hymans, 2
1200 Woluwe-Saint-Lambert
Représentée par Olivier MAINGAIN, bourgmestre, et Patrick LAMBERT, secrétaire communal,

Préambule : Cette convention s'inscrit dans le cadre de l'organisation de la remédiation scolaire qui se déroulera à partir du 01/10/2022 dans les locaux de l'antenne scolaire du service de Prévention sis avenue Andromède, 83.
Les objectifs du projet sont les suivants :

- Proposer de la remédiation scolaire pour aider les élèves en difficulté dans certaines matières ;
- Développer un réseau scolaire de proximité ;
- Soutenir les parents et les jeunes ;
- Modifier la vision étrequée qu'ont les jeunes de leur milieu scolaire en leur faisant réaliser que l'école, essentiellement perçue en tant que lieu exclusif d'apprentissage, est aussi un lieu de « vivre-ensemble ».

Le projet prendra fin au maximum le 30/06/2023, selon la disponibilité des tuteurs, date à laquelle une évaluation sera réalisée afin de déterminer les suites à donner au projet tant en termes d'objectifs que de soutien financier.

Article 1 : Objet :

La présente convention définit les modalités du déroulement du projet du 01/10/2022 au 30/06/2023 maximum.

Soutien scolaire pour les étudiants de la 1^{ère} à la 6^{ème} secondaire : accompagnement dans une ou plusieurs matières scolaires, selon les besoins des élèves.

Article 2 : Publics cibles :

Le public ciblé présente des difficultés scolaires et/ ou présente des lacunes importantes dans certaines matières.

Pour participer à ce projet, le bénéficiaire doit être résident de Woluwe-Saint-Lambert ou fréquenter un établissement scolaire de la commune.

Il ne s'agit pas d'un projet libre d'accès : seuls les élèves en ordre d'inscription seront acceptés.

Article 3 : Inscriptions :

L'inscription des mineurs se fait lors d'une rencontre entre les parents ou responsables légaux, le jeune et le référent au sein de l'antenne scolaire.

La coordination du projet sera menée par un référent de l'antenne scolaire du service de Prévention.

Les étudiants seront informés du projet par des professionnels : enseignants, éducateurs, travailleurs sociaux de rue, gardiens de la paix. Une promotion sera également menée sur les différents sites internet de la commune.

Article 4 : Organisation et horaires :

Les séances de tutorat seront organisées dans le cadre de cette convention du 01/10/2022 au 30/06/2023 maximum.

Les participants seront accueillis par un référent au sein de l'antenne scolaire du service de Prévention de Woluwe-Saint-Lambert :

Mercredi Prévention 14h00– 16h00	Mercredi Prévention 14h00– 16h00	
Maximum 8 jeunes	Maximum 8 jeunes	
2h	2h	4 heures/semaine

L'accès pourra se faire les mercredis de 14h à 16h. Les participants arrivant au-delà de ces heures ne pourront plus accéder ce jour aux locaux.

Les référents présents sur les lieux s'engagent à veiller à la bonne tenue des sessions.

Les participants s'inscrivent à un module en fonction de la matière dans laquelle ils ont des difficultés et l'inscription est fixe pour un semestre. Leur tuteur « Schola ULB » étant identifié, ils s'adresseront directement à lui.

En cas de force majeure, résultant notamment de la situation sanitaire, rendant impossible le bon déroulement des ateliers en présentiel, un accompagnement à distance des élèves pourra être organisé, sous réserve de l'accord des parties à la présente convention.

Article 5 : Collaboration avec le corps enseignant :

Le projet est ouvert à l'ensemble des jeunes qui fréquentent une école de Woluwe-Saint-Lambert ou qui résident dans la commune de Woluwe-Saint-Lambert.

Article 6 : Collaboration avec le milieu familial :

Les référents s'engagent à communiquer avec les familles tout au long du projet : rencontres, entretiens téléphoniques, échanges de courriels, prise de rendez-vous individuels, réunions collectives...

Article 7 : Assurances :

Les signataires de cette convention déclarent avoir souscrit toutes les assurances RC nécessaires liées à son exécution. Ainsi,

- Schola ULB assurera les étudiants tuteurs engagés par l'ASBL.
- La commune de Woluwe-Saint-Lambert assurera ses travailleurs ainsi que les locaux du service de Prévention.

- Les participants au projet seront assurés dans le cadre des activités.

Article 8 : Modalités de paiement :

- Aucune avance de paiement ne sera payée par la commune de Woluwe-Saint-Lambert
- La commune s'engage à payer les factures de manière semestrielle sur le compte de schola ULB : BE56375101414488 avec comme communication : nom du projet + n° semestre + année

Article 9 : Rôles et responsabilités :

La commune de Woluwe-Saint-Lambert prendra en charge :

- La direction pédagogique du projet ;
- La communication avec les familles du 01/10/2022 au 30/06/2023 ;
- La coordination entre les différents partenaires ;
- La gestion des horaires des activités ;
- L'accueil, l'encadrement et la gestion des différents intervenants ;
- La gestion des entrées et sorties des participants pendant l'activité ;
- L'inscription et le suivi des présences ; (*Un rapport hebdomadaire de séance reprenant les présences des tuteurs et des participants sera rempli et transmis à « Schola ULB »*)
- La communication aux familles de toute absence de tuteur ou d'annulation de session ;
- Le bon déroulement des sessions en veillant à garantir une présence régulière des référents au sein des locaux du service de Prévention.
- Le remboursement des charges relatives aux prestations des tuteurs de « Schola ULB », sous condition de remise des pièces justificatives nécessaires auprès du Département de la prévention, de la sécurité et de la cohésion sociale.
- Le défraiement de maximum 2 tuteurs de Schola ULB du 01/10/2022 au 30/06/2023 maximum à raison de 12 EUR/h x 2 HEURES x 25 semaines maximum + 150 EUR x 2 semestres = 900 EUR/an pour 1 groupe de tutorat. Total pour 2 groupes de tutorat pour 25 semaines maximum = 1.800 EUR maximum.
- La mise à disposition des locaux du département du service de Prévention.

Schola ULB s'engage à :

- Faire tout ce qui est en sa possibilité pour faciliter l'organisation des séances de soutien scolaire, pour autant que les conditions de participation au Programme Tutorat soient remplies.
- Sélectionner, former et encadrer les étudiants tuteurs pour répondre aux besoins particuliers du projet.
- Prendre en charge le volet administratif lié à l'engagement des étudiants.
- Défrayer les étudiants tuteurs qui agissent en tant que volontaires. Ce défraiement sera effectué uniquement sur base des rapports complétés par les tuteurs après chaque séance.

- Fournir les notes de crédit au service de Prévention de la commune de Woluwe-Saint-Lambert afin d'être remboursé.
- Avancer le défraiement du ou des tuteurs Schola ULB. Le montant pris en charge couvrira les défraiements d'une période de 25 semaines maximum d'activités (comprises entre le 01/10/2022 et le 30/06/2023) à raison de 2 heures (défrayées chacune 12 EUR) par semaine.

Les partenaires participeront à au moins deux réunions d'évaluation du projet durant l'année. En cas de difficulté, les parties se rencontreront afin de définir des pistes de solution.

Fait à Bruxelles, le en deux exemplaires.

Pour Schola ULB Pour la commune de Woluwe-Saint-Lambert

Keniya YASINSKA, Patrick LAMBERT, Olivier MAINGAIN,
Directrice Secrétaire communal Bourgmestre

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

Strijd tegen schoolverzuim - Samenwerking met de vzw "Schola ULB" - Overeenkomst 2022-2023 - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

CULTURE - CULTUUR

Culture - Cultuur

17.10.2022/A/0028 **ASBL Centre Albert Marinus - Comptes, bilan et rapport d'activités 2021 - Prise de connaissance - Subside 2022 - Dépense : 37.000 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant total de 37.000 EUR a été prévu au budget 2022 aux articles 76304/332-02 (11.400 EUR) et 77101/332-02 (25.600 EUR) en faveur de l'ASBL Centre Albert Marinus ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2021, les comptes 2021 et le rapport d'activités pour la période 2021 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 29/09/2022 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2021, des comptes 2021 et du rapport d'activités 2021 de l'ASBL Centre Albert Marinus ;
- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant total de 37.000 EUR, inscrit au budget 2022 aux articles 76304/332-02/12762 (11.400 EUR) et 77101/332-02/12763 (25.600 EUR), à l'ASBL Centre Albert Marinus.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

Vzw "Centre Albert Marinus" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2021 - Kennisneming - Subsidie 2022 - Uitgave: 37.000 EUR - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

17.10.2022/A/0029 **ASBL Laïcité Woluwe-Saint-Lambert - Comptes, bilan et rapport d'activités 2021 - Prise de connaissance - Subsidie 2022 - Dépense : 7.125 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 7.125 EUR a été prévu au budget 2022 à l'article 79003/332-02 en faveur de l'ASBL Laïcité Woluwe-Saint-Lambert ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2021, les comptes 2021 et le rapport d'activités pour la période 2021 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 22/09/2022 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2021, des comptes 2021 et du rapport d'activités 2021 de l'ASBL Laïcité Woluwe-Saint-Lambert ;
- de confirmer l'octroi du subside de 7.125 EUR, inscrit au budget 2022 à l'article 79003/332-02/12733, à l'ASBL Laïcité Woluwe-Saint-Lambert, place du Temps Libre 1 en c/c.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

Vzw "Laïcité Woluwe-Saint-Lambert" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2021 - Kennisneming - Subsidie 2022 - Uitgave: 7.125 EUR - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

CABINET DU SECRÉTAIRE - KABINET VAN DE SECRETARIS

Expansion économique et commerce - Economische expansie en handel

17.10.2022/A/0030 **Quartier commercial Georges Henri - Cortège d'Halloween - Subside ponctuel - Dépense : 350 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que Mme Michèle VANDER ELST et M. Jacques HENRI organisent un cortège d'Halloween dans l'avenue Georges Henri le 29/10/2022 ;

Considérant qu'une partie des commerçants accueilleront les enfants et offriront des bonbons ;

Considérant que les organisateurs sollicitent l'octroi d'un subside pour participer au financement d'animations lors de cet événement ;

Considérant que cet événement participe au dynamisme du quartier commercial Georges Henri ;

Considérant que des crédits ont été prévus à cette fin à l'article 52003/332-02 du budget de l'exercice 2022 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/10/2022 ;

DECIDE d'approuver l'octroi d'un subside de 350 EUR à Mme Michèle VANDER ELST pour participer au financement d'animations lors du cortège d'Halloween de l'avenue Georges Henri le 29/10/2022.

Ce montant est inscrit à l'article 52003/332-02/13149 du budget 2022.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

Handelswijk Georges Henri - Halloweenoptocht - Punctuele subsidie - Uitgave: 350 EUR - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat mw. Michèle VANDER ELST en dhr. Jacques HENRI een Halloweenoptocht organiseren in de Georges Henri laan op 29/10/2022;

Overwegende dat sommige winkeliers de kinderen zullen verwelkomen met snoepgoed;

Overwegende dat de organisatoren een subsidie aanvragen om bij te dragen aan de financiering van animaties tijdens dit evenement;

Overwegende dat dit evenement bijdraagt tot de dynamiek van de handelswijk Georges Henri;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgave voorzien zijn op artikel 52003/332-02 van de begroting van het dienstjaar 2022;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 06/10/2022;

BESLIST de toekenning van een subsidie van 350 EUR aan mw. Michèle VANDER ELST goed te keuren als bijdrage voor de financiering van animaties tijdens de Halloweenoptocht in de Georges Henri laan op 29/10/2022.

Dit bedrag wordt ingeschreven op artikel 52003/332-02/13149 van de begroting van het dienstjaar 2022.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-Président van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

RECETTE - GEMEENTEKAS

Tutelle sur le CPAS - Voogdij over het OCMW

17.10.2022/A/0031 **CPAS - Budget 2022 - Modification budgétaire 2 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 88 de la loi du 08/07/1976 organique des centres publics d'action sociale, telle que modifiée ;

Vu le budget du CPAS pour l'exercice 2022 ;

Vu la modification budgétaire 2 du CPAS pour l'exercice 2022 arrêtée par le Conseil de l'Action sociale le 04/10/2022 ;

Considérant que cette modification vise les services d'exploitation et d'investissement ;

Considérant que cette modification budgétaire implique une augmentation de la dotation communale de 443.327,54 EUR ;

Vu l'article 255, 16° de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/10/2022 ;

DECIDE d'approuver la modification 2 apportée au budget 2022 du Centre Public d'Action sociale de Woluwe-Saint-Lambert.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

OCMW - Begroting 2022 - Begrotingswijziging 2 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op artikel 88 van de organieke wet van 08/07/1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zoals gewijzigd;

Gelet op de begroting van het OCMW voor het dienstjaar 2022;

Gelet op de begrotingswijziging 2 van het OCMW voor het dienstjaar 2022 vastgesteld door de Raad voor Maatschappelijk Welzijn op 04/10/2022;

Overwegende dat deze wijziging betrekking heeft op de beheers- en investeringsdienst;

Overwegende dat deze begrotingswijziging een toename van de gemeentelijke dotatie

tot gevolg heeft met 443.327,54 EUR;

Gelet op artikel 255, 16° van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 06/10/2022;

BESLIST de wijziging 2 aangebracht aan de begroting 2022 van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Sint-Lambrechts-Woluwe goed te keuren.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

ENSEIGNEMENT - ONDERWIJS

Crèches - Kinderdagverblijven

17.10.2022/A/0032 **Crèches communales francophones - Contrats d'accueil - Modifications - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le contrat d'accueil des crèches communales francophones approuvé par le Conseil communal en séance du 20/12/2021 ;

Vu la lettre du 14/07/2022 par laquelle l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE) approuve le contrat d'accueil moyennant le respect de plusieurs remarques relatives à l'accessibilité, la gestion des demandes d'accueil (p. 4, point 3) et la participation financière des parents (p. 5, point 5) ;

Considérant qu'il y a 3 horaires d'ouvertures différents, à savoir :

- Crèches Les Coquelicots, Prince Baudouin, Les Trois Mâts, Princesse Paola, Saint-Lambert et Les Iles d'Or : de 07h30 à 18h30,
- Crèche Sarah Goldberg : de 07h15 à 18h,
- Crèche Kangourou : de 07h45 à 18h ;

Considérant, par conséquent, que 3 contrats d'accueil différents sont nécessaires ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/10/2022 ;

DECIDE d'approuver les contrats d'accueil des crèches communales francophones tels que repris en annexe.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

Franstalige gemeentelijke kinderdagverblijven - Opvangsovereenkomsten - Wijzigingen - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

RECETTE - GEMEENTEKAS

Recette - Gemeentekas

17.10.2022/A/0033 **Budget 2022 - Modifications 3 et 4 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le budget de l'exercice 2022 et ses modifications ;

Vu l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, tel que modifié ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une révision de certaines allocations ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins en séance du 06/10/2022 ;

DECIDE :

- le budget de l'exercice 2022 est modifié conformément aux indications annexées ;
- le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant aux tableaux ci-après :

	SERVICE ORDINAIRE MODIFICATION N° 3 BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES Selon la présente délibération		
	Recettes	Dépenses	Solde
M.B. précédente	136.062.208,86	124.612.579,18	11.449.629,68
Augmentation des crédits	1.032.449,99	2.389.931,07	-1.357.481,08
Diminution des crédits	172.706,00	1.618.779,04	1.446.073,04
Résultat	136.921.952,85	125.383.731,21	11.538.221,64

SERVICE EXTRAORDINAIRE
MODIFICATION N° 4
BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES
Selon la présente délibération

	Recettes	Dépenses	Solde
M.B. précédente	18.605.159,25	43.020.360,55	-24.415.201,30
Augmentation des crédits	25.068.342,82	1.447.468,00	23.620.874,82
Diminution des crédits	443.995,79	1.383.410,79	939.415,00
Résultat	43.229.506,28	43.084.417,76	145.088,52

La présente délibération sera transmise, pour approbation, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

31 votants : 29 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Georges De Smul, Kurt Deswert.

Begroting 2022 - Wijzigingen 3 et 4 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2022 en haar wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, zoals gewijzigd;

Overwegende dat het nodig is bepaalde kredieten te herzien;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 06/10/2022;

BESLIST:

- de begroting van het dienstjaar 2022 wordt gewijzigd overeenkomstig de toelichtingen in bijlage;
- het nieuw resultaat van de begroting wordt vastgesteld zoals vermeld in de hiernavolgende tabellen:

GEWONE DIENST
WIJZIGING NR. 3
BALANS VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN
Volgens deze beraadslaging

	Ontvangsten	Uitgaven	Saldo
Vorige begrotingswijziging	136.062.208,86	124.612.579,18	11.449.629,68
Verhoging der kredieten	1.032.449,99	2.389.931,07	-1.357.481,08
Vermindering der kredieten	172.706,00	1.618.779,04	1.446.073,04
Resultaat	136.921.952,85	125.383.731,21	11.538.221,64

BUITENGEWONE DIENST
WIJZIGING NR. 4
BALANS VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN

Volgens deze beraadslaging

	Ontvangsten	Uitgaven	Saldo
Vorige begrotingswijziging	18.605.159,25	43.020.360,55	-24.415.201,30
Verhoging der kredieten	25.068.342,82	1.447.468,00	23.620.874,82
Vermindering der kredieten	443.995,79	1.383.410,79	939.415,00
Resultaat	43.229.506,28	43.084.417,76	145.088,52

Deze beraadslaging zal, ter goedkeuring, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

31 stemmers : 29 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Onthoudingen : Georges De Smul, Kurt Deswert.

17.10.2022/A/0034 **Budget communal 2022 - Modification 53 en exécution de l'article 10 §3 de l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le budget de l'exercice 2022, ainsi que la modification 1 qui a été apportée au service ordinaire ;

Vu sa décision du 29/06/2022 portant modification de certains crédits budgétaires inscrits au service ordinaire à un même groupe fonctionnel et à un même groupe économique ;

Vu l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 20/10/2005 modifiant les articles 10, 14, 19, 21, 23 et 44 de l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Vu l'arrêté ministériel du 20/10/2005 modifiant l'arrêté ministériel du 30/10/1990 portant exécution de l'article 44 de l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant qu'il s'impose de modifier certains crédits budgétaires inscrits au service ordinaire à une même fonction et à un même groupe économique ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins en séance du 06/10/2022 ;

DECIDE :

- le budget ordinaire de l'exercice 2022 est modifié conformément aux indications annexées ;

- le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant au tableau ci-après :

MODIFICATION N° 53
BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES
Selon la présente délibération

	Recettes	Dépenses	Solde
Budget Initial / M.B. précédente	136.921.952,85	125.383.731,21	11.538.221,64
Augmentation	7.394,00	2.246.031,11	-2.238.637,11
Diminution	7.394,00	2.246.031,11	2.238.637,11
Résultat	136.921.952,85	125.383.731,21	11.538.221,64

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

Gemeentebegroting 2022 - Wijziging 53 in uitvoering van artikel 10 §3 van het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2022 alsook de wijziging nr. 1 die werd aangebracht aan de gewone dienst;

Gelet op de beslissing van 29/06/2022 houdende wijziging van bepaalde kredieten van de gewone dienst, ingeschreven op een zelfde functionele groep en een zelfde economische groep;

Gelet op het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 20/10/2005 tot wijziging van artikelen 10, 14, 19, 21, 23 en 44 van het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op het ministerieel besluit van 20/10/2005 tot wijziging van het ministerieel besluit van 30/10/1990 tot uitvoering van artikel 44 van het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat het nodig is bepaalde kredieten van de gewone dienst, ingeschreven op een zelfde functie en een zelfde economische groep, te herzien;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 06/10/2022;

BESLIST:

- de gewone begroting van het dienstjaar 2022 wordt gewijzigd

overeenkomstig de toelichtingen in bijlage;

- het nieuw resultaat van de begroting wordt vastgesteld zoals vermeld in de hiernavolgende tabel:

WIJZIGING NR. 53
BALANS VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN
Volgens deze beraadslaging

	Ontvangsten	Uitgaven	Saldo
Initiële begroting / Vorige B.W.	136.921.952,85	125.383.731,21	11.538.221,64
Verhoging	7.394,00	2.246.031,11	-2.238.637,11
Vermindering	7.394,00	2.246.031,11	2.238.637,11
Resultaat	136.921.952,85	125.383.731,21	11.538.221,64

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Laïla Anbari quitte la séance / verlaat de zitting.

INFORMATIQUE - INFORMATICA

Informatique - Informatica

17.10.2022/A/0035 **Services communaux - Acquisition de 2 micros, 2 pieds de micros et 2 attaches de micros - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : BAX MUSIC - Dépense : 764,30 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

Gemeentediensten - Aankoop van 2 microfoons, 2 microfoonstatieven en 2 microfoonopzetstukken - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: BAX MUSIC - Uitgave: 764,30 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat met het oog op de multimediale behoeften van de Raadszaal het noodzakelijk is om twee draadloze microfoons, twee microfoonstatieven en twee microfoonopzetstukken aan te schaffen;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 29/09/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat met het oog op de multimediale behoeften van de Raadzaal het noodzakelijk is om twee draadloze microfoons, twee microfoonstatieven en twee microfoonopzetstukken aan te schaffen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Overwegende dat drie firma's zijn geraadpleegd:

- KEYMUSIC, Zuidstraat 143 te 1000 Brussel: 766,59 EUR incl. btw,
- BAX MUSIC, Paleisstraat 119 te 2018 Antwerpen: 764,30 EUR incl. btw,
- GEAR4MUSIC LTD, GHOLGATE PARK DRIVE 0, 00000 YO26 4GN YORK (Engeland): 803,14 EUR incl. btw;

Overwegende dat de firma BAX MUSIC (TVA : BE 0836.717.545), Paleisstraat 119 te 2018 Antwerpen, de economisch meest voordelige offerte ingediend heeft;

Overwegende dat de door de firma BAX MUSIC voorgestelde prijs 764,30 EUR incl. btw bedraagt;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat voorgesteld wordt een bedrag van 764,30 EUR incl. btw vast te leggen;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 13900/742-53 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- de opdracht van beperkte waarde voor het verwerven van twee draadloze microfoons, twee microfoonstatieven en twee microfoonopzetstukken bij de firma BAX MUSIC (TVA : BE 0836.717.545), Paleisstraat 119 te 2018 Antwerpen, goed te keuren voor een bedrag van 764,30 EUR incl. btw, in toepassing van artikelen 92 van de wet van 17/06/2016 en 124 van het koninklijk besluit van 18/04/2017, van het koninklijk besluit van 14/01/2013 en van artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
- de totale uitgave van 764,30 EUR incl. btw goed te keuren en in te schrijven op artikel 13900/742-53/12907 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022;
- de fondsen voor de betaling van deze uitgave van het buitengewoon reservefonds af te nemen.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

17.10.2022/A/0036 **Services communaux - Acquisition d'un kit de test avancé pour câbles et réseaux - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : CEBEO - Dépense : 2.600 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition d'un kit de test avancé de câbles et de réseaux pour le service Nouvelles technologies ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/10/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition d'un kit de test avancé de câbles et de réseaux pour le service Nouvelles technologies ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Considérant que trois opérateurs économiques ont été consultés ;

Considérant que la firme CEBEO, boulevard Louis Schmidt 3 bte 1 à 1040 Etterbeek, propose l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Considérant que la dépense est prévue au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 13900/742-53 ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant global de 2.600 EUR TVAC ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver l'achat d'un kit de test avancé de câbles et de réseaux, pour un montant de 2.600 EUR TVAC, auprès de la firme CEBEO, boulevard Louis Schmidt 3 bte 1 à 1040 Etterbeek ;

- d'approuver la dépense de 2.600 EUR TVAC, inscrite à l'article 13900/742-53/-/120/13067 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires

Gemeentediensten - Aankoop van een testkit voor kabels en netwerk - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: CEBEO - Uitgave: 2.600 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

17.10.2022/A/0037 **Services communaux - Acquisition d'un iMac pour du montage vidéo - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : PC-MACLOG - Dépense : 2.630 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition d'un iMac pour du montage vidéo pour le service Relations publiques ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/10/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition d'un iMac pour du montage vidéo pour le service Relations publiques ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Considérant que trois opérateurs économiques ont été consultés ;

Considérant que la firme PC-MACLOG, rue Léon Gramme 25 à 1350 Marilles, propose l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Considérant que la dépense est prévue au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 13900/742-53 ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant global de 2.630 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver l'achat d'un iMac pour du montage vidéo, pour un montant de 2.630 EUR TVAC, auprès de la firme PC-MACLOG, rue Léon Gramme 25 à 1350 Marilles ;
- d'approuver la dépense de 2.630 EUR TVAC, inscrite à l'article 13900/742-53/-/120/13066 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires

Gemeentediensten - Aankoop van een iMac voor videobewerking - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: PC-MACLOG - Uitgave: 2.630 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

ENSEIGNEMENT - ONDERWIJS

Enseignement néerlandophone - Nederlandstalig onderwijs

17.10.2022/A/0038 **Règlement de travail pour le personnel subventionné dans les écoles communales du rôle linguistique néerlandophone - Approbation.**

Le Conseil approuve le point.
30 votants : 30 votes positifs.

Arbeidsreglement voor het gesubsidieerd personeel van de gemeentescholen van het Nederlands taalstelsel - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 08/04/1965, zoals gewijzigd, tot instelling van de arbeidsreglementen, inzonderheid artikelen 1, 4 en 11 tot en met 15sexies;

Gelet op het decreet van 27/03/1991, zoals gewijzigd, betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding, inzonderheid artikel 33;

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25/02/1997, zoals gewijzigd, inzonderheid hoofdstuk IX;

Gelet op de wet van 19/12/1974, zoals gewijzigd, tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Overwegende dat een goede schoolorganisatie steunt op duidelijke afspraken tussen het personeel en het schoolbestuur;

Overwegende dat alle personen die onder gezag arbeid verrichten in het gemeentelijk onderwijs, moeten geïnformeerd worden over de voorwaarden die op hun arbeidsverhouding van toepassing zijn;

Overwegende dat het decreet rechtspositie en het decreet basisonderwijs voldoende ruimte laten om lokaal en autonoom concrete afspraken te maken rond rechten en plichten van het personeel en het schoolbestuur;

Overwegende dat het wenselijk is een arbeidsreglement op te maken dat eveneens in alle scholen van de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee” gebruikt kan worden;

Overwegende dat het huidige arbeidsreglement, goedgekeurd in vergadering van 18/10/2021, niet langer voldoet aan de nieuwe regelgeving en dus aan actualisatie toe is;

Overwegende dat er hierdoor nieuwe algemene afspraken werden gemaakt op het niveau van de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee” en dat het bijgevoegde nieuwe arbeidsreglement werd voorgelegd aan het onderhandelingscomité van de scholengemeenschap (OCSG) op 30/08/2022;

Gelet op het protocol van akkoord van 30/08/2022;

Gelet op artikelen 117 en 119 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 06/10/2022;

BESLIST:

- het arbeidsreglement van het gewoon en het buitengewoon onderwijs goed te keuren voor de gesubsidieerde personeelsleden die onder gezag arbeid verrichten in de Prinses Paolaschool en de Klim op school, zoals in bijlage opgenomen ;
- kennis te nemen van de bijlagen bij het arbeidsreglement.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

17.10.2022/A/0039 **Ecoles communales subventionnées - Remplacements de courte durée - Convention “scholengemeenschap Grootbos-aan-Zee” - Approbation.**

Le Conseil approuve le point.
30 votants : 30 votes positifs.

Gesubsidieerde gemeentescholen - Korte vervangingen - Overeenkomst scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee” - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat in het basisonderwijs tijdens het schooljaar 2022-2023 de scholen in een samenwerkingsplatform een eigen beleid kunnen voeren betreffende vervangingen van korte afwezigheden van personeelsleden aangesteld in een wervingsambt van het bestuurs- en onderwijzend personeel in functie van eigen lokale noden en prioriteiten;

Overwegende dat de vervangingseenheden enkel kunnen worden aangewend indien ze worden samengelegd in een samenwerkingsverband;

Overwegende dat de vervangingseenheden worden toegekend en kunnen worden aangewend op voorwaarde dat een convenant wordt afgesloten tussen de betrokken schoolbesturen en minstens één vakorganisatie;

Overwegende dat het schoolbestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe deel uitmaakt van de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee”;

Overwegende dat het beheerscomité van de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee” in vergadering van 30/08/2022 beslist heeft om terug deel te nemen aan het project “korte vervangingen” voor het schooljaar 2022-2023 en dat er dus opnieuw een convenant dient afgesloten te worden;

Gelet op de wet van 19/12/1974, zoals gewijzigd, tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het decreet over het lokaal bestuur van 22/12/2017, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25/02/1997, zoals gewijzigd, inzonderheid hoofdstuk VIIIbis, afdeling 6;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 29/05/2009, zoals gewijzigd, betreffende de vervangingen van korte afwezigheden;

Gelet op de ministeriële omzendbrief met kenmerk PERS/2005/23 van 16/11/2005, zoals gewijzigd, betreffende vervangingen van korte afwezigheden in het basisonderwijs;

Overwegende dat het OCSG (onderhandelingscomité van de scholengemeenschap) in vergadering van 24/08/2021 geraadpleegd werd;

Gelet op het protocol van akkoord van 30/08/2022;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 06/10/2022;

BESLIST:

- het convenant betreffende de korte vervangingen van korte afwezigheden in het basisonderwijs tijdens het schooljaar 2022-2023 goed te keuren;
- de afgevaardigde in het beheerscomité van de scholengemeenschap “Grootbos-aan-Zee” te belasten met de concrete uitvoering van deze beslissing.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

PRÉVENTION - PREVENTIE

Observatoire du logement - Huisvesting

17.10.2022/A/0040 **ASBL Agence Immobilière Sociale de Woluwe-Saint-Lambert (AIS) - Comptes, bilan et rapport d'activités 2021 - Prise de connaissance - Subside 2022 - Dépense : 30.000 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 30.000 EUR a été prévu au budget 2022 à l'article 92200/332-02 en faveur de l'ASBL Agence Immobilière Sociale (AIS) de Woluwe-Saint-Lambert ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2021, les comptes et le rapport d'activités 2021 de l'association précitée, approuvés par l'Assemblée générale le 16/09/2022 ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 06/10/2022 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2021, des comptes 2021, du rapport d'activités 2021 et de la situation financière de l'ASBL Agence Immobilière Sociale (AIS) de Woluwe-Saint-Lambert ;

- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant de 30.000 EUR, inscrit à l'article 92200/332-02/12995 du budget 2022, à l'ASBL Agence Immobilière Sociale (AIS) de Woluwe-Saint-Lambert.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Vzw Sociaal Verhuurkantoor van Sint-Lambrechts-Woluwe (SVK) - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2021 - Kennisneming - Subsidie 2022 - Uitgave: 30.000 EUR - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

AFFAIRES JURIDIQUES - JURIDISCHE ZAKEN

Affaires juridiques - Juridische zaken

17.10.2022/A/0041 **Règlement-redevance sur l'enlèvement et l'entreposage de véhicules et objets mobiliers entravant la commodité du passage - Modification - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le règlement-redevance sur l'enlèvement et l'entreposage de véhicules et objets mobiliers entravant la commodité du passage, adopté en séance du 21/03/2022 ;

Considérant qu'il y a lieu de détailler davantage la procédure de contestation et de recouvrement de la redevance pour une meilleure information des usagers, et ce, en conformité avec l'article 137bis de la nouvelle loi communale et la loi du 20/02/2002 relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur ;

Vu les articles 117 alinéa 1^{er} et 119 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/10/2022 ;

DECIDE d'approuver le texte définitif du règlement-redevance sur l'enlèvement et l'entreposage de véhicules et objets mobiliers entravant la commodité du passage, tel que repris ci-après :

Règlement-redevance sur l'enlèvement et l'entreposage de véhicules et objets mobiliers entravant la commodité du passage

Article 1 : Objet

Il est établi, à partir du 01/04/2022, une redevance sur l'enlèvement et l'entreposage de véhicules et objets mobiliers qui entravent la commodité du passage.

Article 2 : Définitions

Au sens du présent règlement, il faut entendre par véhicule : tout véhicule, cycle ou engin de déplacement visé par les articles 2.15.1, 2.15.2, 2.15.3, 2.17, 2.18, 2.19 et 2.20 du Code de la route, à l'exception du véhicule automobile.

Article 3 : Montant de la redevance

§1. Une redevance forfaitaire de 75 EUR par véhicule ou par objet mobilier est due par le propriétaire pour l'enlèvement dudit véhicule ou objet.

§2. La redevance précitée sera majorée de 5 EUR par jour et par véhicule ou objet mobilier pour l'entreposage dudit véhicule ou objet mobilier. Ladite majoration est due à compter du jour qui suit celui de l'enlèvement et de l'entreposage du véhicule ou objet mobilier.

Article 4 : Paiement de la redevance

§1. La commune adressera au propriétaire, dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de l'enlèvement, un courrier recommandé l'informant de l'enlèvement de son véhicule ou objet mobilier.

§2. La redevance forfaitaire et la majoration visées à l'article précédent seront réglées par Bancontact par le propriétaire ou un préposé dûment mandaté au jour de la récupération du véhicule ou de l'objet mobilier au lieu du dépôt, dont il sera fait mention dans le courrier précité.

§3. A défaut de reprise du véhicule ou de l'objet mobilier et de paiement de la redevance, la commune procédera au recouvrement des montants dus conformément à l'article 6.

Article 5 : Contestation

§1. Le propriétaire dispose d'un délai de 10 jours calendrier à compter de l'envoi du courrier recommandé visé à l'article 4, §1 pour transmettre au Collège des bourgmestre et échevins toute contestation relative à la redevance. La contestation doit être adressée par écrit, soit par courriel (pp-or@woluwe1200.be), soit par courrier postal (avenue Paul Hymans 2 - 1200 Woluwe-Saint-Lambert).

§2. L'introduction d'une contestation ne dispense pas le propriétaire de venir chercher son véhicule ou objet mobilier et de payer la redevance dans le délai imparti. Les montants perçus seront remboursés s'il est donné une suite favorable à la contestation.

Article 6 : Recouvrement

§1. A défaut de reprise du véhicule ou de l'objet mobilier et de paiement de la redevance dans un délai de 30 jours à compter du jour de l'enlèvement, une mise en demeure sera adressée au propriétaire par courrier recommandé lui accordant un dernier délai de 15 jours pour s'exécuter.

Pour couvrir les frais inhérents à l'envoi de la mise en demeure et à la procédure administrative de recouvrement amiable de la créance, des frais administratifs de 15 EUR et tous les frais d'envoi calculés au prix coûtant sont portés à charge du débiteur et s'ajoutent au montant principal de la redevance.

§2. A défaut d'exécution dans ce délai de 15 jours, les redevances établies en vertu du présent règlement sont recouvrées par toutes voies de droit, et notamment par voie de contrainte conformément à l'article 137bis de la nouvelle loi communale.

§3. La procédure de recouvrement précitée n'interrompt pas le calcul de la redevance visée à l'article 3, §2, qui demeure due pour chaque jour d'entreposage jusqu'à la récupération effective du véhicule et au paiement des montants dus.

Article 7 : Délai de conservation

§1. Les véhicules et objets mobiliers entreposés sont conservés pendant un délai de six mois à partir du jour de leur dépôt.

§2. A l'expiration du délai de six mois précité, les véhicules et objets mobiliers non réclamés par leurs propriétaires ou leurs ayants droit seront considérés comme définitivement abandonnés et la commune pourra en disposer conformément aux articles 3.58 et 3.59 du Code civil.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

30 votants : 30 votes positifs.

Retributiereglement betreffende de verwijdering en het bewaren van voertuigen en roerende voorwerpen die de doorgang belemmeren - Wijziging - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het retributiereglement betreffende de verwijdering en het bewaren van voertuigen en roerende voorwerpen die de doorgang belemmeren, goedgekeurd in zitting van 21/03/2022;

Overwegende dat de procedure voor de betwisting en de invordering van de retributie nader moet worden gepreciseerd om de gebruikers beter te informeren, en dit in overeenstemming met artikel 137bis van de nieuwe gemeentewet en de wet van 20/02/2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument;

Gelet op artikelen 117 lid 1 en 119 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 06/10/2022;

BESLIST de definitieve tekst van het retributiereglement betreffende de verwijdering en de opslag van voertuigen en roerende voorwerpen die de doorgang belemmeren, goed te keuren, zoals hieronder opgenomen:

Retributiereglement betreffende de verwijdering en de opslag van voertuigen en roerende voorwerpen die de doorgang belemmeren

Artikel 1: Doel

Vanaf 01/04/2022 wordt een retributie vastgesteld voor de verwijdering en het bewaren van voertuigen en roerende voorwerpen die de doorgang belemmeren.

Artikel 2: Definities

In dit reglement wordt onder voertuig verstaan: elk voertuig, rijwiel of voortbewegingstoestel dat valt onder de artikelen 2.15.1, 2.15.2, 2.15.3, 2.17, 2.18, 2.19 en 2.20 van de Wegcode, met uitzondering van het motorvoertuig.

Artikel 3: Bedrag van de retributie

§1. De eigenaar is een vast bedrag van 75 EUR per voertuig of roerend voorwerp verschuldigd voor de verwijdering van het genoemde voertuig of voorwerp.

§2. Bovengenoemde vergoeding wordt verhoogd met 5 EUR per dag en per voertuig of roerend voorwerp voor het bewaren van het genoemde voertuig of het genoemde roerende voorwerp. Deze verhoging is verschuldigd met ingang van de dag volgend op die van de verwijdering en opslag van het voertuig of het roerende voorwerp.

Artikel 4: Betaling van de retributie

§1. De gemeente stuurt de eigenaar binnen vijf werkdagen na de verwijdering een aangetekend schrijven waarin hij in kennis wordt gesteld van de verwijdering van zijn voertuig of roerende voorwerp.

§2. De forfaitaire retributie en de in het vorige artikel bedoelde verhoging worden met Bancontact betaald door de eigenaar of een naar behoren gemachtigde vertegenwoordiger op de dag waarop het voertuig of het roerende voorwerp wordt opgehaald op de plaats van bewaring, die in voornoemde brief wordt vermeld.

§3. Indien het voertuig of het roerende voorwerp niet wordt teruggenomen en de retributie niet wordt betaald, gaat de gemeente over tot invordering van de verschuldigde bedragen overeenkomstig artikel 6.

Artikel 5: Betwisting

§1. De eigenaar beschikt over een termijn van 10 kalenderdagen vanaf de verzending van de aangetekende brief bedoeld in artikel 4, § 1 om elke betwisting met betrekking tot de retributie aan het College van burgemeester en schepenen voor te leggen. De betwisting moet schriftelijk worden ingediend, hetzij per e-mail (pp-or@woluwe1200.be), hetzij per post (Paul Hymanslaan 2 - 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe).

§2. Het indienen van een betwisting ontslaat de eigenaar niet van de verplichting het voertuig of het roerende voorwerp af te halen en de retributie binnen de gestelde termijn te betalen. De geïnde bedragen zullen worden terugbetaald als er een positief gevolg wordt gegeven aan de betwisting.

Artikel 6: Invordering

§1. Indien het voertuig of het roerende voorwerp niet wordt opgehaald en de retributie niet wordt betaald binnen 30 dagen na de datum van verwijdering, wordt de eigenaar per aangetekend schrijven een ingebrekestelling toegezonden met een laatste termijn van 15 dagen om hieraan te voldoen.

Ter dekking van de kosten voor het verzenden van de ingebrekestelling en de administratieve procedure voor de minnelijke invordering van de schuld, worden aan de schuldenaar een administratieve vergoeding van 15 EUR en alle tegen kostprijs berekende verzendingskosten aangerekend en aan het hoofdbedrag van de retributie toegevoegd.

§2. Bij gebreke van uitvoering binnen deze termijn van 15 dagen, worden de krachtens dit reglement vastgestelde retributies teruggevorderd met alle rechtsmiddelen, en in het bijzonder door dwang overeenkomstig artikel 137bis van de nieuwe gemeentewet.

§3. De bovenvermelde invorderingsprocedure vormt geen onderbreking van de berekening van de in artikel 3, §2 bedoelde retributie, die verschuldigd blijft voor elke dag van opslag totdat het voertuig daadwerkelijk wordt afgehaald en de verschuldigde bedragen zijn betaald.

Artikel 7: Bewaringstermijn

§1. De opgeslagen voertuigen en roerende voorwerpen moeten worden bewaard gedurende een periode van zes maanden, te rekenen vanaf de datum waarop zij het depot zijn binnengekomen.

§2. Na afloop van de bovengenoemde periode van zes maanden worden voertuigen en roerende goederen die niet door hun eigenaars of rechthebbenden zijn opgeëist, als definitief verlaten beschouwd en kan de gemeente erover beschikken overeenkomstig artikelen 3.58 en 3.59 van het Burgerlijk Wetboek.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Laïla Anbari entre en séance / treedt in zitting.

DÉVELOPPEMENT DURABLE, PLANIFICATION ET PERSPECTIVES - DUURZAME ONTWIKKELING, PLANNING EN VOORUITZICHTEN

Subsides - Subsidies

17.10.2022/A/0042 **Appel à projets « Label commune amie des animaux » - Subvention de 7.000 EUR octroyée à la commune pour 2022 - Convention - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'appel à projets régional « Label commune amie des animaux » clôturé le 15/05/2022 ;

Considérant que la commune a répondu à cet appel à projets et que Bruxelles Environnement a fait part, dans son courriel du 29/09/2022, de sa décision d'octroyer un subside pour les projets rentrés (projet de rénovation du poulailler didactique de la ferme urbaine du quartier Hof ten Berg et projet d'organisation d'un spectacle promouvant la cause du bien-être animal) ;

Considérant qu'il s'indique de signer une convention avec Bruxelles Environnement pour obtenir cette subvention ;

Vu le courriel du 29/09/2022 par lequel Bruxelles Environnement demande de signer ladite convention ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/10/2022 ;

DECIDE de procéder à la signature de la convention entre la commune et Bruxelles Environnement afin de régler les modalités de la mise à disposition de la subvention d'un montant de 7.000 EUR pour la rénovation du poulailler didactique de la ferme urbaine du quartier Hof ten Berg et pour l'organisation d'un spectacle promouvant la cause du bien-être animal.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

Projectoproep “Label diervriendelijke gemeente” - Subsidie van 7.000 EUR aan de gemeente voor 2022 - Overeenkomst - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de gewestelijke projectoproep “Label diervriendelijke gemeente” afgesloten

op 15/05/2022;

Overwegende dat de gemeente heeft gereageerd op deze projectoproep en dat Leefmilieu Brussel in zijn e-mail van 29/09/2022 heeft aangekondigd een subsidie toe te kennen voor de ingediende projecten (project voor de renovatie van het educatieve kippenhok van de stadsboerderij in de wijk Hof ten Berg en project voor de organisatie van een show ter bevordering van het dierenwelzijn);

Overwegende dat het aangewezen is om een overeenkomst met Leefmilieu Brussel te ondertekenen om deze subsidie te verkrijgen;

Gelet op de e-mail van 29/09/2022 waarin Leefmilieu Brussel vraagt om de overeenkomst te ondertekenen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 06/10/2022;

BESLIST over te gaan tot de ondertekening van de overeenkomst tussen de gemeente en Leefmilieu Brussel met het oog op de vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de subsidie van 7.000 EUR voor de renovatie van het educatieve kippenhok van de stadsboerderij in de wijk Hof ten Berg en voor de organisatie van een show ter bevordering van het dierenwelzijn.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

RELATIONS PUBLIQUES - PUBLIEKE RELATIES

Relations extérieures - Externe betrekkingen

17.10.2022/A/0043 **Solidarité internationale - Subside 2022 - Dépense : 3.555 EUR - Approbation - Malem-Auder.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 23/06/2014 adoptant le règlement relatif à l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu sa délibération du 16/12/2019 modifiant le règlement du 23/06/2014 relatif à l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu les crédits prévus au budget 2022 à l'article 15001/332-02 pour un montant total de 30.000 EUR ;

Considérant que le projet « Transformation céréalière pour le groupement Jambaar

(Sénégal) » mené par l'ASBL Malem-Auder peut être aidé dans le cadre du règlement précité ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/10/2022 ;

DECIDE de verser une subvention ponctuelle de 3.555 EUR, inscrite à l'article 15001/332-02/13097 du budget 2022, au compte n° BE40 5230 8059 6163 de l'ASBL Malem-Auder (numéro d'entreprise : 0898.535.942), rue Albert Meunier 63 à 1160 Auderghem, pour son projet « Transformation céréalière pour le groupement Jambaar (Sénégal) ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

Internationale solidariteit - Subsidie 2022 - Uitgave: 3.555 EUR - Goedkeuring - Malem-Auder.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

17.10.2022/A/0044 **Solidarité internationale - Subside 2022 - Dépense : 10.000 EUR - Approbation - Dynamo International.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 23/06/2014 adoptant le règlement relatif à l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu sa délibération du 16/12/2019 modifiant le règlement du 23/06/2014 relatif à l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu les crédits prévus au budget 2022 à l'article 15001/332-02 pour un montant total de 30.000 EUR ;

Considérant que le projet « Réinsertion des enfants et jeunes en situation de rue du Centre Likemo à Bandalungwa (RD Congo) » mené par l'ASBL Dynamo International peut être aidé dans le cadre du règlement précité ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/10/2022 ;

DECIDE de verser une subvention ponctuelle de 10.000 EUR, inscrite à l'article 15001/332-02/13096 du budget 2022, au compte n° BE65 0682 3748 2396 de l'ASBL Dynamo International (numéro d'entreprise : 0474.912.493), rue de l'Etoile 22 à 1180 Uccle, pour son projet « Réinsertion des enfants et jeunes en situation de rue du

Centre Likemo à Bandalungwa (RD Congo) ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

Internationale solidariteit - Subsidie 2022 - Uitgave: 10.000 EUR - Goedkeuring - Dynamo International.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

17.10.2022/A/0045 **Solidarité internationale - Subside 2022 - Dépense : 1.300 EUR - Approbation - Coup de pouce.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 23/06/2014 adoptant le règlement relatif à l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu sa délibération du 16/12/2019 modifiant le règlement du 23/06/2014 relatif à l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu les crédits prévus au budget 2022 à l'article 15001/332-02 pour un montant total de 30.000 EUR ;

Considérant que le projet « Good Soap (RD Congo) » mené par l'ASBL Coup de pouce peut être aidé dans le cadre du règlement précité ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/10/2022 ;

DECIDE de verser une subvention ponctuelle de 1.300 EUR, inscrite à l'article 15001/332-02/13095 du budget 2022, au compte n° BE37 0003 2567 0628 de l'ASBL Coup de pouce (numéro d'entreprise : 0890.865.519), avenue du Castel 55 en c/c, pour son projet « Good Soap (RD Congo) ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

Internationale solidariteit - Subsidie 2022 - Uitgave: 1.300 EUR - Goedkeuring - Coup de pouce.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

17.10.2022/A/0046 **Solidarité internationale - Subside 2022 - Dépense : 4.621 EUR - Approbation - Convivence-Together.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 23/06/2014 adoptant le règlement relatif à l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu sa délibération du 16/12/2019 modifiant le règlement du 23/06/2014 relatif à l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu les crédits prévus au budget 2022 à l'article 15001/332-02 pour un montant total de 30.000 EUR ;

Considérant que le projet « Achat de matériel électronique, informatique et audiovisuel pour la bibliothèque-médiathèque (mini-learning center) Together d'Obala au Cameroun » mené par l'ASBL Convivence-Together peut être aidé dans le cadre du règlement précité ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/10/2022 ;

DECIDE de verser une subvention ponctuelle de 4.621 EUR, inscrite à l'article 15001/332-02/13094 du budget 2022, au compte n° BE33 3632 1063 6146 de l'ASBL Convivence-Together (numéro d'entreprise : 0765.152.628), avenue Georges Henri 383 en c/c, pour son projet « Achat de matériel électronique, informatique et audiovisuel pour la bibliothèque-médiathèque (mini-learning center) Together d'Obala au Cameroun ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

Internationale solidariteit - Subsidie 2022 - Uitgave: 4.621 EUR - Goedkeuring - Convivence-Together.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

17.10.2022/A/0047 **Solidarité internationale - Subside 2022 - Dépense : 6.500 EUR - Approbation - Aire de femmes.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 23/06/2014 adoptant le règlement relatif à l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu sa délibération du 16/12/2019 modifiant le règlement du 23/06/2014 relatif à l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu les crédits prévus au budget 2022 à l'article 15001/332-02 pour un montant total de 30.000 EUR ;

Considérant que le projet « Soutien aux femmes dans le cadre de la pandémie COVID-19 (RD Congo) » mené par l'ASBL Aire de Femmes peut être aidé dans le cadre du règlement précité ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/10/2022 ;

DECIDE de verser une subvention ponctuelle de 6.500 EUR, inscrite à l'article 15001/332-02/13098 du budget 2022, au compte n° BE02 0004 2511 6240 de l'ASBL Aire de Femmes (numéro d'entreprise : 0556.998.645), avenue Paul Hymans 78/6 en c/c, pour son projet « Soutien aux femmes dans le cadre de la pandémie COVID-19 (RD Congo) ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

Internationale solidariteit - Subsidie 2022 - Uitgave: 6.500 EUR - Goedkeuring - Aire de femmes.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

17.10.2022/A/0048 **Solidarité internationale - Subside 2022 - Dépense : 3.000 EUR - Approbation - Fonds Huruma.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 23/06/2014 adoptant le règlement relatif à l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu sa délibération du 16/12/2019 modifiant le règlement du 23/06/2014 relatif à l'octroi d'aides financières dans le cadre de la solidarité internationale ;

Vu les crédits prévus au budget 2022 à l'article 15001/332-02 pour un montant total de 30.000 EUR ;

Considérant que le projet « Formation musicale et création d'un chœur à Comé (Bénin) » mené par le Fonds Huruma (Fondation Roi Baudouin) peut être aidé dans le

cadre du règlement précité ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/10/2022 ;

DECIDE de verser une subvention ponctuelle de 3.000 EUR, inscrite à l'article 15001/332-02/13093 du budget 2022, au compte n° BE10 0000 0000 0404 de la Fondation Roi Baudouin (numéro d'entreprise : 0415.580.365), rue Bréderode 21 à 1000 Bruxelles, pour son projet « Formation musicale et création d'un chœur à Comé (Bénin) ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 31 votes positifs.

Internationale solidariteit - Subsidie 2022 - Uitgave: 3.000 EUR - Goedkeuring - Fonds Huruma.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Michèle Nahum quitte la séance / verlaat de zitting.

Elsa Boonen quitte la séance / verlaat de zitting.

SECRETARIAT - SECRETARIAAT

Interpellations (Section 4 - art. 7 - sous-section 1) - Interpellaties (Afdeling 4 - art. 7 - onderafdeling 1)

17.10.2022/A/0049 **L'entretien et la sécurité des usagers de la zone forestière du parc de Roodebeek sont-ils assurés ? (M. VAN der AUWERA)**

M. VAN der AUWERA interpelle le Collège comme suit concernant l'entretien et la sécurité des usagers de la zone forestière du parc de Roodebeek, en signalant qu'il a rédigé le texte de cette interpellation sans savoir qu'il y aurait à l'ordre du jour le point relatif à l'étude phytosanitaire :

« Le parc de Roodebeek est un parc forestier très fréquenté par de nombreux riverains, par les enfants des écoles proches, par des propriétaires de chiens et par des mouvements de jeunesse le week-end. Depuis 20 ans, après une période de quasi-abandon, la commune y a effectué de nombreux travaux de restauration sur les talus, dans l'animalerie et par la rénovation complète de la plaine de jeux et du Musée communal. A plusieurs reprises, dans le cadre du classement du parc, le Collège a aussi évoqué un plan de gestion incluant l'abattage et le remplacement de certains arbres malades ou en fin de vie. Dans le passé, j'ai personnellement été témoin de travaux réguliers de taille et d'abattage de sécurisation sur des branches dangereuses pour les usagers. Le concierge du parc m'avait fait part de sa préoccupation et indiqué qu'il effectuait plusieurs fois par semaine un tour d'inspection pour identifier les situations à risque. Aujourd'hui, cette personne dont je salue le dévouement a pris sa

retraite et j'ignore si cette tâche a été reprise par un autre fonctionnaire communal. Ayant moi-même effectué un tour du parc le nez en l'air, j'ai noté la présence d'au moins une douzaine d'arbres morts sur pied, perdant leur écorce et menaçant ruine. Deux ou trois n'ont même plus de racines puisqu'ils sont en appui précaire sur d'autres arbres. Sans vouloir être exhaustif et, sur les arbres valides, j'ai constaté la présence d'au moins 2 douzaines de branches maîtresses mortes, c'est-à-dire ayant perdu leur écorce. Par branches maîtresses, j'entends des branches d'au moins 10 cm de diamètre et de longueur conséquente, soit des masses allant de dix à plusieurs centaines de kilos ! Au sol, on peut voir de telles branches tombées durant les derniers 6 mois. Chacun peut se rendre compte du danger que cela représente pour les nombreux usagers du parc et cela même en l'absence de vent ! Les questions que je pose au Collège sont les suivantes :

1. Quelle est la fréquence des tournées d'inspection de la sécurité en matière de chute d'arbres et de branches ?
2. Qui a les compétences requises pour assumer cette responsabilité et est effectivement actif dans ce parc ?
3. Dans le passé, les arbres avaient été identifiés par un numéro sur une médaille en aluminium. Cela semble avoir disparu. Comment assurez-vous le suivi de l'état des arbres et leur inventaire ?
4. Qui est chargé de dégager les chemins des grosses branches tombées à terre et avec quelle fréquence ?
5. Compte tenu de mes constatations, quelles actions vont être entreprises par le Collège pour sécuriser le parc et dans quel délai ? Je précise que selon moi, le personnel communal dispose (ou disposait ?) de l'outillage et des compétences pour ce travail puisque cela a été assuré jusqu'il y a quelques années (élévateur télescopique, tronçonneuses, cordages et harnais d'escalade...).

M. JAQUEMYNS donne la réponse suivante :

« Effectivement, toute une série de choses ont déjà été abordées dans le cadre du point de cette séance du Conseil relatif au marché d'étude phytosanitaire en 2022. Suite au départ à la retraite du concierge du parc de Roodebeek après une vie professionnelle bien remplie, ses tâches, dont celle de la vérification de l'état général des arbres du parc de Roodebeek, ont été reprises par les ouvriers du service des espaces verts. Un contrôle visuel des arbres du parc est effectué au moins une fois par mois. Selon les périodes, des contrôles plus réguliers sont menés (ex. : période de grands vents, etc.). Le suivi de l'état sanitaire des arbres du parc est assuré par l'équipe des élagueurs de la commune mais aussi par les chefs d'équipe et même les paysagistes chargés du suivi des dossiers techniques dans le parc. En effet, lors d'une de leur visites de terrain, ils peuvent observer un arbre potentiellement dangereux et prendre les mesures qui s'indiquent. Récemment encore, lors d'une visite de terrain, il a été constaté que plusieurs arbres étaient dangereux et présentaient un important risque pour la sécurité des usagers et un arrêté de police du bourgmestre a été sollicité pour l'abattage des arbres concernés. Le bourgmestre a délivré l'arrêté de police pour ces arbres. Comme vous le savez, le service des espaces verts a migré d'un logiciel informatique vers un autre la gestion centralisée des arbres de la commune. Ce nouveau logiciel permet une meilleure intégration, notamment avec le GIS (cartographie). Dans le cadre de l'étude phytosanitaire en cours, les arbres seront répertoriés. En outre, nous avons démarré un inventaire de l'état sanitaire des arbres de la zone forestière du parc de Roodebeek. Cet inventaire nous est nécessaire dans le cadre de la mise en œuvre du plan de gestion forestière que nous devons débiter prochainement. Sur la base des conclusions de cette étude, nous évaluerons la nécessité de procéder soit à des élagages soit à des abattages d'arbres. Dans ce cadre,

nous devons introduire une demande de permis patrimoine auprès des services régionaux qui sera alors couplée à d'autres mesures nécessaires dans le cadre de la mise en place du plan de gestion forestière (ex. : fixation de certains cheminements, etc.). Des actions (élagages, abattages et replantations) seront mises en œuvre suivant le plan de gestion qui, on peut l'espérer, sera accepté par la Région et aussi en fonction de l'état sanitaire des arbres. Les gros travaux seront probablement réalisés par une firme privée. Le reste sera fait par la main d'œuvre communale. Par ailleurs, le dégagement des chemins lors de la chute d'arbres est réalisé par nos jardiniers communaux. La fréquence des interventions dépend du degré d'urgence et de la période. En effet, les interventions sont plus nombreuses en période de grands vents et il y a également une priorisation dans les interventions : une branche déjà tombée au sol est moins dangereuse qu'une branche qui risque de tomber. Lors des tempêtes, la mise en sécurité par l'équipe des élagueurs vient primer sur le nettoyage des chemins. »

M. VAN der AUWERA dit n'avoir rien à ajouter si ce n'est qu'il faut faire le travail et qu'il ne faut pas attendre trop longtemps car il y a une situation dangereuse.

Zijn het onderhoud en de veiligheid van gebruikers in de boszone van het Roodebeekpark verzekerd? (Dhr. VAN der AUWERA)

Dhr. VAN der AUWERA interpelleert het College als volgt over het onderhoud en de veiligheid van de gebruikers van het bosgebied van het Roodebeekpark en wijst erop dat hij de tekst van deze interpellatie heeft geschreven zonder te weten dat het punt betreffende de fytosanitaire studie op de agenda zou staan:

"Het Roodebeekpark is een bospark dat erg populair is bij veel buurtbewoners, kinderen van nabijgelegen scholen, hondenbezitters en, in het weekend, jeugdgroepen. In de afgelopen 20 jaar heeft de gemeente, na een periode van vrijwel verwaarlozing, veel herstelwerkzaamheden uitgevoerd aan de dijken, in het dierenpark en door de volledige renovatie van de speeltuin en het gemeentemuseum. In het kader van de indeling van het park heeft het College ook herhaaldelijk melding gemaakt van een beheersplan dat voorziet in het kappen en vervangen van bepaalde bomen die ziek zijn of aan het eind van hun levensduur. In het verleden ben ik persoonlijk getuige geweest van het regelmatig snoeien en veilig kappen van takken die gevaarlijk zijn voor de gebruikers. De conciërge van het park had mij zijn bezorgdheid geuit en aangegeven dat hij meerdere keren per week een inspectieronde maakte om risicosituaties op te sporen. Vandaag is deze persoon, wiens inzet ik bewonder, met pensioen gegaan en ik weet niet of deze taak door een andere gemeentemedewerker is overgenomen. Toen ik zelf met een rondgang door het park maakte, merkte ik de aanwezigheid op van minstens een dozijn dode bomen, die hun bast verloren en dreigden om te vallen. Twee of drie van hen hebben zelfs geen wortels meer, omdat ze ondersteund worden door andere bomen. Zonder volledig te willen zijn, vond ik minstens twee dozijn dode meestertakken, d.w.z. die welke hun schors hadden verloren. Onder meestertakken versta ik takken van minstens 10 cm diameter en van aanzienlijke lengte, d.w.z. massa's van tien tot enkele honderden kilo's! Op de grond ziet men zulke takken die de afgelopen 6 maanden zijn gevallen. Iedereen ziet het gevaar dat dit betekent voor de vele gebruikers van het park, zelfs als er geen wind is! Mijn vragen aan het College luiden als volgt:

1. Hoe vaak worden de veiligheidsinspecties voor vallende bomen en takken uitgevoerd?
2. Wie heeft de vaardigheden om deze verantwoordelijkheid op zich te nemen en is daadwerkelijk actief in dit park?

3. In het verleden werden bomen geïdentificeerd door een nummer op een aluminium penning. Dit lijkt te zijn verdwenen. Hoe controleert u de conditie van de bomen en hun inventaris?
4. Wie is verantwoordelijk voor het vrijmaken van de paden van grote gevallen takken en hoe vaak?
5. Welke maatregelen gaat het College nemen om het park te beveiligen en op welke termijn? Ik wil erop wijzen dat het gemeentepersoneel volgens mij over het gereedschap en de vaardigheden voor dit werk beschikt (of beschikte?) sinds er enkele jaren geleden voor gezorgd werd (telescopische lift, kettingzagen, touwen en klimgordels, enz.)."

Dhr. JAQUEMYNS geeft het volgende antwoord:

"Er is inderdaad al een hele reeks zaken besproken in het kader van het punt in deze Raadszitting met betrekking tot de opdracht voor de fyto-sanitaire studie in 2022. Na de pensionering van de conciërge van het Roodebeekpark na een drukke loopbaan werden zijn taken, waaronder de controle van de algemene toestand van de bomen in het Roodebeekpark, overgenomen door de werknemers van de dienst groene ruimtes. Ten minste eenmaal per maand worden de bomen in het park visueel gecontroleerd. Afhankelijk van de periode worden regelmatigere controles uitgevoerd (bijvoorbeeld: periode met veel wind, enz.). De gezondheid van de bomen in het park wordt bewaakt door het gemeentelijke snoeiteam, maar ook door de teamleiders en zelfs door de tuinarchitecten die belast zijn met het toezicht op de technische dossiers in het park. Tijdens een van hun bezoeken ter plaatse kunnen zij immers een potentieel gevaarlijke boom waarnemen en de nodige maatregelen nemen. Onlangs nog werd tijdens een bezoek aan het terrein geconstateerd dat verscheidene bomen gevaarlijk waren en een aanzienlijk risico vormden voor de veiligheid van de gebruikers, en werd een politiebevel van de burgemeester gevraagd om de betrokken bomen te vellen. De burgemeester heeft een politiebevel uitgevaardigd voor deze bomen. Zoals u weet is de dienst groene ruimtes overgestapt van het ene computerprogramma naar het andere voor het gecentraliseerde beheer van de bomen van de gemeente. Deze nieuwe software maakt een betere integratie mogelijk, met name met het GIS (cartografie). In het kader van het lopende fyto-sanitaire onderzoek zullen de bomen worden geïnventariseerd. Daarnaast zijn we begonnen met een inventarisatie van de gezondheid van de bomen in het bosgebied van het Roodebeekpark. Deze inventaris is nodig voor de uitvoering van het bosbeheerplan, waarmee wij binnenkort zullen beginnen. Op basis van de conclusies van deze studie zullen wij beoordelen of het nodig is bomen te snoeien of te kappen. In dit verband zullen wij een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning moeten indienen bij de gewestelijke diensten, die vervolgens zal worden gekoppeld aan andere maatregelen die nodig zijn in het kader van de uitvoering van het bosbeheerplan (bijvoorbeeld het vastleggen van bepaalde paden, enz.). De acties (snoeien, kappen en herplanten) zullen worden uitgevoerd volgens het beheersplan, dat hopelijk door het Gewest zal worden aanvaard, en ook volgens de gezondheidstoestand van de bomen. De grote werken zullen waarschijnlijk door een particulier bedrijf worden uitgevoerd. De rest wordt gedaan door gemeentewerkers. Daarnaast wordt het vrijmaken van paden bij het omvallen van bomen uitgevoerd door onze gemeentelijke hoveniers. De frequentie van de ingrepen hangt af van de mate van urgentie en de periode. Er zijn meer interventies in perioden met veel wind en er is ook een prioritering van interventies: een tak die al op de grond is gevallen is minder gevaarlijk dan een tak die waarschijnlijk zal vallen. Tijdens stormen heeft de veiligstelling door de boomsnoeiers voorrang op het schoonmaken van de paden."

Dhr. VAN der AUWERA zegt dat hij niets toe te voegen heeft behalve dat het werk

moet gebeuren en dat er niet te lang gewacht moet worden omdat de situatie gevaarlijk is.

Elsa Boonen entre en séance / treedt in zitting.

Françoise Charue quitte la séance / verlaat de zitting.

17.10.2022/A/0050 **Contrôle périodique des plaines de jeux en 2022. (M. VAN der AUWERA)**

M. VAN der AUWERA interpelle le Collège comme suit concernant le contrôle périodique des plaines de jeux en 2022 :

« La lecture des PV des réunions du Collège est utile aux conseillers qui suivent la gestion de notre commune par le Collège. Je souhaiterais en savoir plus à propos d'une décision du Collège prise lors de sa réunion hebdomadaire du 15/09/2022 : « Désignation du fournisseur - Contrôles périodiques des plaines de jeux en 2022 - 4.483 EUR ». Je poserai au Collège les questions suivantes :

1. Ce contrôle résulte-t-il d'une obligation réglementaire nouvelle imposée par la Région ou une autre autorité ? Il n'en a jamais été fait état lors de vos réponses à mes interpellations annuelles sur l'état des plaines de jeux depuis 2013.
2. Si ce contrôle ne résulte pas d'une prescription réglementaire, quelle valeur ajoutée le Collège attend-il d'un contrôle extérieur alors que les fonctionnaires du service effectuent déjà de tels contrôles ? Visez-vous une réduction du personnel communal affecté à ces contrôles ?
3. Comment s'articule-t-il avec les contrôles réguliers effectués par le service sur les plaines de jeux ?
4. Pouvez-vous préciser ce qui est dans le périmètre de tels contrôles et nous donner quelques exemples de remarques et recommandations émises par la firme chargée des contrôles ? »

M. JAQUEMYNS donne la réponse suivante :

« Le Collège souhaite offrir des aires de jeux et plaines de jeux de qualité et sécurisées aux enfants qui les fréquentent. A cette fin, le service des espaces verts réalise de manière régulière un contrôle visuel des différents modules de jeux présents dans les plaines et aires de jeux qui entrent dans la compétence communale. Le contrôle par un organisme extérieur n'est pas une obligation légale mais constitue à nos yeux une garantie supplémentaire pour nous assurer d'un maximum de sécurité sur nos aires de jeux. Ce contrôle périodique effectué par une firme agréée, en plus de nos contrôles hebdomadaires par les ouvriers du service des espaces verts, est néanmoins conseillé par le SPF Economie (organisme de contrôle légal pour nos plaines de jeux) qui veille à la bonne gestion des infrastructures ludiques présentes sur le territoire communal. L'entreprise agréée dispose d'une grille d'évaluation très détaillée qui prend en compte la vérification de l'état général du jeu, les risques de coincements, l'état des couches amortissantes, les distances de sécurité des zones de chute, les plaques signalétiques, etc. Sur la base du contrôle communal hebdomadaire et de ces contrôles périodiques, nous pouvons envisager soit les réparations qui s'imposent soit le remplacement des jeux si ceux-ci sont trop dégradés. En outre, les contrôles périodiques réalisés par cette société externe permettent également de valider les petites réparations effectuées par la main d'œuvre communale et de vérifier si celles-ci permettent au jeu de répondre aux normes légales. Il convient pour finir de préciser que ce n'est pas parce que nous faisons appel à ce contrôle périodique des

plaines de jeux que nous ne sommes plus soumis aux contrôles du SPF Economie qui reste l'organisme légal de contrôle. »

M. VAN der AUWERA demande si c'est la première fois que l'on fait ce type de contrat.

M. JAQUEMYNS répond que c'est la deuxième année.

Periodieke controle van speelpleinen in 2022. (Dhr. VAN der AUWERA)

Dhr. VAN der AUWERA interpelleert het College als volgt over de periodieke controle van speelpleinen in 2022:

"Het lezen van de notulen van de vergaderingen van het College is nuttig voor de raadsleden die het beheer van onze gemeente door het College volgen. Ik zou graag meer weten over een besluit van het College genomen in zijn wekelijkse vergadering van 15/09/2022: "Aanwijzing van de leverancier - Periodieke controle van de speelpleinen in 2022 - 4.483 EUR". Ik zou het College de volgende vragen willen stellen:

1. Is deze controle het gevolg van een nieuwe wettelijke verplichting opgelegd door het Gewest of een andere autoriteit? Dit werd nooit vermeld in uw antwoorden op mijn jaarlijkse vragen over de toestand van de speelpleinen sinds 2013.
2. Als deze controle niet voortvloeit uit een wettelijke verplichting, welke toegevoegde waarde verwacht het College dan van een externe controle wanneer de ambtenaren van de dienst dergelijke controles al uitvoeren? Streeft u naar een vermindering van het aantal gemeentelijke medewerkers dat met deze controles wordt belast?
3. Hoe past het in de reguliere controles die de dienst op speelpleinen uitvoert?
4. Kunt u aangeven wat onder deze controles valt en ons enkele voorbeelden geven van opmerkingen en aanbevelingen van het met de controles belaste bedrijf?"

Dhr. JAQUEMYNS geeft het volgende antwoord:

"Het College wil kwalitatief goede en veilige speelpleinen bieden aan de kinderen die er gebruik van maken. Daartoe voert de dienst groene ruimtes regelmatig een visuele inspectie uit van de verschillende speelmodules die aanwezig zijn op de speelpleinen en speelterreinen die onder de gemeentelijke bevoegdheid vallen. De inspectie door een externe instantie is geen wettelijke verplichting, maar in onze ogen een extra garantie om maximale veiligheid op onze speelplaatsen te garanderen. Deze periodieke inspectie door een erkende firma, naast onze wekelijkse inspecties door de arbeiders van de dienst groene ruimtes, wordt nochtans aanbevolen door de FOD Economie (wettelijke controle-instantie voor onze speelpleinen) die toeziet op het goede beheer van de speelinfrastructuur aanwezig op het gemeentelijk grondgebied. Het erkende bedrijf beschikt over een zeer gedetailleerd evaluatierooster dat rekening houdt met de controle van de algemene staat van het speelplein, het risico van vastlopen, de staat van de schokdempende lagen, de veiligheidsafstanden van de valzones, de identificatieplaatjes, enz. Op basis van de wekelijkse gemeentelijke inspectie en deze periodieke controles kunnen wij overwegen de nodige reparaties uit te voeren of de speeltoestellen te vervangen als ze te zeer beschadigd zijn. Bovendien kunnen dankzij de periodieke controles door dit externe bedrijf ook de kleine reparaties die door het gemeentepersoneel worden uitgevoerd, worden gevalideerd en

kan worden nagegaan of de speeltuin daarmee aan de wettelijke normen voldoet. Tot slot zij erop gewezen dat het feit dat wij deze periodieke controle van de speelpleinen gebruiken, niet betekent dat wij niet langer onderworpen zijn aan de controles van de FOD Economie, die de wettelijke controle instantie blijft."

Dhr. VAN der AUWERA vraagt of dit de eerste keer is dat een dergelijke overeenkomst wordt gesloten.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat het om het tweede jaar gaat.

Françoise Charue entre en séance / treedt in zitting.

17.10.2022/A/0051 **Un nouveau parc dans la vallée de la Woluwe ? (M. VAN der AUWERA)**

M. VAN der AUWERA interpelle le Collège comme suit au sujet d'un nouveau parc dans la vallée de la Woluwe :

« La lecture des PV des réunions du Collège est utile aux conseillers qui suivent la gestion de notre commune par le Collège. Pourtant, certains énoncés sybillins nous interpellent. Lors de sa réunion hebdomadaire du 15/09/2022, le Collège a été amené à se prononcer sur « L'avenir du « parc Grange aux Dîmes » ». Je cite : « Suite au rapport du 10/08/2022 du Service Gestion Espace public - Espaces verts, un accord est marqué sur l'intention de retenir la deuxième possibilité de l'annexe 1, jointe au présent rapport, concernant le parc Grange aux Dîmes. » Pourriez-vous nous éclairer ? Vous ne nous donnez pas accès aux documents dans le BOS. Est-ce confidentiel ? Je souhaiterais entendre le Collège sur ses intentions. Cela d'autant plus que, lorsque je vous interrogeais sur le manque d'entretien du parc des Sources, l'état d'abandon du parc Saint-Lambert et du petit parc à côté du Slot, vous m'aviez répondu que vous souhaitiez transférer l'entretien des parcs de la vallée à Bruxelles Environnement. Oui, il existe un petit bois qui mérite d'être mis en valeur autrement que comme crottoir à chiens entre le boulevard de la Woluwe, la drève Grange aux Dîmes et la rue Vandenhoven mais plutôt que de lancer de nouveaux projets, ne faudrait-il pas en priorité faire aboutir les projets, à l'image de celui du parc Saint-Lambert, suspendu depuis plus de 10 ans, et assurer l'entretien des parcs existants ? »

M. JAQUEMYNS donne la réponse suivante :

« Si votre question porte au départ sur l'avenir du parc Granges aux Dîmes ou de l'espace vert Granges aux Dîmes, vous faites quelques digressions vers d'autres parcs de la vallée de la Woluwe en énonçant des éléments qui méritent d'être remis dans le contexte.

Tout d'abord, en ce qui concerne le parc des Sources. Oui, depuis de très nombreuses années, nous réclamons de la part de Bruxelles Environnement et du ministre régional en charge de l'Environnement de la cohérence dans la gestion des zones Natura 2000. Depuis 2016, date du classement par le gouvernement du parc des Sources en zone Natura 2000, nous attendons toujours la mise en place des plans d'accompagnement Natura 2000. Ce n'est qu'à l'été 2021 que mon collègue, M. MATGEN, et moi-même avons été approchés par un bureau d'études commandité par la Région pour effectuer une visite exploratoire des lieux en vue de déterminer un plan de gestion de la zone Natura 2000 du parc des Sources. Depuis, plus rien. Pour rappel, ce plan de gestion doit faire l'objet d'une mise à l'enquête publique préalable à son adoption et s'imposera aux propriétaires concernés dans la zone. Comment, de manière pérenne, cohérente et durable, voulez-vous entretenir durablement le parc des Sources alors même que nous ne disposons pas du plan de gestion des lieux, classés en zone Natura

2000 ? Seuls de petits entretiens sont réalisés par la commune dans l'attente d'une vision plus large qui sera initiée dans ce plan de gestion de la zone Natura 2000. En outre, nous avons demandé à plusieurs reprises que la gestion du parc des Sources soit reprise par Bruxelles Environnement qui gère déjà toute la vallée de la Woluwe, classée en zone Natura 2000, et ce, par souci de cohérence. Force est de constater que le ministre régional ne souhaite pas faire preuve de cohérence et, surtout, reste en défaut de nous répondre et de nous expliquer les raisons qui le conduiraient à ne pas reprendre la gestion du parc des Sources.

Quant au parc Saint-Lambert, vous sous-entendez dans votre question l'inaction du Collège quant à cet espace. Or, ce n'est pas le cas. En effet, comme cela a déjà été expliqué ici en Conseil, le Collège a la volonté, depuis de nombreuses années, de réaménager le parc Saint-Lambert, tout en tenant compte de sa spécificité, à savoir, notamment, la présence d'une importante zone humide. Nous nous étions entourés d'un bureau d'études qui a été en défaut pendant de très longs mois de terminer sa mission, notamment sur les aspects hydrologiques du projet. Nous avons dû arrêter notre collaboration avec ce bureau, ce qui prend toujours un peu de temps, compte tenu de la législation sur les marchés publics. Fin de l'année dernière, nous avons relancé un nouveau marché public pour finir le projet de réaménagement tout en intégrant le fameux chapitre sur la gestion hydrologique des lieux. Le bureau désigné a travaillé vite et très bien et a rendu un projet au Collège qui l'a accepté et l'a présenté aux riverains. Il a reçu un excellent accueil de la part des riverains consultés. Dans la foulée de la réunion d'information de début septembre 2022, une demande de permis d'urbanisme a été introduite auprès des autorités régionales. Espérons maintenant que nous obtenions le permis dans le courant de l'année 2023 pour enfin débiter le chantier.

Après ces quelques détours, nous arrivons à la drève Grange aux Dîmes. Tout d'abord, il faut rappeler que cet espace vert se trouve dans le périmètre de classement de la propriété « Hof van Brussel ». A l'époque du classement de cette demeure, le mécanisme des périmètres de protection autour d'un bien classé n'existait pas, ce qui explique que l'espace a été inclus dans le périmètre de classement. Si l'Hof van Brussel devait être classé de nos jours, l'espace vert ne serait probablement pas dans la zone classée mais dans la zone de protection qui l'entoure. Ceci dit, le classement de cet espace vert résidait également dans la volonté que le propriétaire de l'Hof van Brussel aurait la certitude d'avoir une vue sur la Woluwe et d'éviter toute construction qui aurait pu obstruer cette vue. Historiquement également, ce site était un étang qui a été remblayé lors des opérations d'assainissement de la vallée de la Woluwe au début du 20^e siècle. Par ailleurs, vous vous souviendrez d'un dossier traité en Conseil il y a quelques mois relatif à un marché pour des études phytosanitaires d'arbres. Le parc Grange aux Dîmes était inclus dans la liste des lieux à investiguer. Le bureau d'études a réalisé un important travail d'analyse et a identifié une certaine quantité d'arbres qui doivent faire l'objet d'un abattage à relative brève échéance. Le service des espaces verts, chargé du suivi de cette étude, a sollicité le Collège quant à la mise en place de lignes directrices pour le lieu. Plusieurs hypothèses ont été émises :

1. La sanctuarisation de l'espace vert par la mise en place d'une clôture évitant ainsi à quiconque de pénétrer dans l'espace, sans procéder à l'abattage des arbres.
2. Procéder à l'abattage des arbres malades et réaménager totalement l'espace en vue de la création d'un parc avec des aménagements paysagers.
3. Procéder à l'abattage des arbres malades tout en laissant les lieux accessibles avec notamment la fixation des chemins existants.

C'est cette dernière option qui a été retenue par le Collège. En effet, d'une part, le compte-rendu de l'étude phytosanitaire démontre que certains arbres nécessitent d'être abattus car ils sont atteints de maladie ou rendus fragiles par le temps mais, d'autre

part, dans le cadre de la mise en place du nouvel éco-quartier Saint-Lambert, les habitants qui ont participé à une balade exploratoire dans le quartier ont clairement indiqué leur souhait de garder l'endroit accessible mais sécurisé, sans en faire pour autant un parc ou une plaine de jeux. J'ajouterai également que l'option retenue par le Collège s'inscrit dans une certaine cohérence. En effet, de ce côté-là de la Woluwe, vous avez le bosquet marécageux qui est une zone naturelle protégée. Vous avez ensuite le parc naturel des Iles d'Or pour lequel nous venons d'obtenir le classement au titre de zone naturelle à protéger. Vous avez ensuite le parc Saint-Lambert qui dispose d'une importante zone humide que nous souhaitons protéger et maintenir. Enfin, l'espace vert situé à la drève Grange aux Dîmes qui restera également un lieu naturel. Les aménagements plus paysagers se trouvent de l'autre côté du boulevard de la Woluwe, le long du cours d'eau, avec notamment le parc Malou, le Moulin et le Slot. »

Een nieuw park in de Woluwevallei? (Dhr. VAN der AUWERA)

Dhr. VAN der AUWERA interpelleert het College als volgt over een nieuw park in de Woluwevallei:

"Het lezen van de notulen van de vergaderingen van het College is nuttig voor de raadsleden die het beheer van onze gemeente door het College volgen. Bepaalde raadselachtige verklaringen zijn echter van belang voor ons. Tijdens de wekelijkse vergadering van 15/09/2022 werd het College verzocht zich uit te spreken over "De toekomst van het park "Tiendeschuur"". Ik citeer: "Ingevolge het verslag van 10/08/2022 van de dienst Beheer Openbare Ruimte - Groene Ruimtes is een akkoord bereikt over het voornemen om de tweede mogelijkheid van bijlage 1, die bij dit verslag is gevoegd, betreffende het park Tiendeschuur te handhaven." Kunt u meer toelichting geven? U geeft ons geen toegang tot de documenten in het BOS. Is dit betrouwbaar? Ik zou graag van het College horen wat zijn voornemens zijn. Dit is des te meer waar omdat, toen ik u vroeg naar het gebrek aan onderhoud van het Bronnenpark, de staat van verlatenheid van het Sint-Lambertuspark en het kleine park naast het Slot, u antwoordde dat u het onderhoud van de parken in de vallei wilde overdragen aan Leefmilieu Brussel. Ja, er is een klein bos dat het verdient om anders te worden ontwikkeld dan als hondentoilet tussen het Woluwedal, de Tiendeschuur en de Vandenhovenstraat, maar in plaats van nieuwe projecten te lanceren, zou de prioriteit niet moeten liggen bij het tot stand brengen van projecten, zoals dat van het Sint-Lambertuspark, dat al meer dan tien jaar is opgeschort, en bij het onderhoud van de bestaande parken?"

Dhr. JAQUEMYNS geeft het volgende antwoord:

"Hoewel uw vraag in eerste instantie betrekking heeft op de toekomst van het park Tiendeschuur of de groene ruimte van Tiendeschuur, dwaalt u af naar andere parken in het Woluwedal door elementen te noemen die het verdienen om in de juiste context te worden geplaatst.

Allereerst wat betreft het Bronnenpark. Ja, we vragen al jaren aan Leefmilieu Brussel en de gewestelijke minister bevoegd voor milieu om coherentie in het beheer van de Natura 2000-gebieden. Sinds 2016, toen de regering het Bronnenpark als Natura 2000-gebied aanmerkte, wachten we nog steeds op de begeleidende Natura 2000-plannen. Pas in de zomer van 2021 werden mijn collega dhr. MATGEN en ik benaderd door een adviesbureau dat in opdracht van het Gewest een verkennend bezoek aan het gebied moest brengen met het oog op de vaststelling van een beheersplan voor het Natura 2000-gebied Bronnenpark. Sindsdien is er niets meer gebeurd. Ter herinnering: dit beheersplan moet vóór de aanneming ervan aan een openbaar onderzoek worden onderworpen en zal bindend zijn voor de betrokken

eigenaars in het gebied. Hoe wilt u het Bronnenpark op een duurzame, coherente en langdurige manier in stand houden als we niet eens een beheersplan hebben voor het gebied, dat als Natura 2000-zone is geclassificeerd? Alleen kleinschalig onderhoud wordt door de gemeente uitgevoerd in afwachting van een bredere visie die in dit beheersplan voor het Natura 2000-gebied zal worden geïnitieerd. Bovendien hebben wij herhaaldelijk gevraagd dat het beheer van het Bronnenpark omwille van de samenhang zou worden overgenomen door Leefmilieu Brussel, dat reeds de hele Woluwevallei beheert, dat als Natura 2000-gebied is geclassificeerd. Het is duidelijk dat de gewestminister niet consequent wil zijn en ons vooral geen antwoord geeft en niet uitlegt waarom hij het beheer van het Bronnenpark niet zou overnemen.

Wat het Sint-Lambertuspark betreft, impliceert uw vraag dat het College niets doet aan dit gebied. Dat is niet het geval. In feite is het College, zoals hier in de Raad reeds is uiteengezet, al vele jaren bereid het Sint-Lambertuspark opnieuw in te richten, rekening houdend met het specifieke karakter ervan, namelijk de aanwezigheid van een groot waterrijk gebied. Wij hadden ons omringd door een studie bureau dat vele maanden lang zijn opdracht, met name inzake de hydrologische aspecten van het project, niet kon uitvoeren. Wij hebben onze samenwerking met dit bureau moeten stopzetten, wat altijd wat tijd kost, gezien de wetgeving inzake overheidsopdrachten. Eind vorig jaar hebben wij een nieuwe overheidsopdracht gelanceerd om het herinrichtingsproject te voltooien en tegelijkertijd het zogeheten hoofdstuk over het hydrologisch beheer van het terrein te integreren. Het aangewezen bureau werkte snel en zeer goed en diende een project in bij het College, dat het aanvaardde en aan de omwonenden voorlegde. Het werd zeer goed ontvangen door de geraadpleegde bewoners. Na de informatievergadering begin september 2022 werd een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning ingediend bij de gewestelijke autoriteiten. Laten we hopen dat we in de loop van 2023 de vergunning kunnen krijgen en eindelijk met de werken kunnen beginnen.

Na deze paar omwegen komen we aan bij de Tiendeschuurdreef. In de eerste plaats zij eraan herinnerd dat deze groene ruimte zich bevindt binnen de beschermingsperimeter van het landgoed "Hof van Brussel". Ten tijde van de indeling van dit huis bestond het mechanisme van beschermingsperimeters rond een ingedeeld pand niet, hetgeen verklaart waarom de ruimte in de indelingsperimeter werd opgenomen. Als het Hof van Brussel vandaag op de monumentenlijst zou staan, zou de groene ruimte waarschijnlijk niet op de monumentenlijst staan, maar in de omringende beschermingszone. De bescherming van deze groene ruimte was echter ook gebaseerd op de wens dat de eigenaar van het Hof van Brussel de zekerheid zou hebben dat hij uitzicht zou hebben op de Woluwe en dat bebouwing die dit uitzicht zou kunnen belemmeren, zou worden vermeden. Historisch gezien was dit ook een vijver die werd opgevuld tijdens de inpoldering van de Woluwevallei in het begin van de 20e eeuw. Bovendien herinnert u zich een dossier dat de Raad enkele maanden geleden heeft behandeld betreffende een contract voor fytosanitaire studies van bomen. Het park Tiendeschuur stond op de lijst van te onderzoeken plaatsen. Het adviesbureau heeft een belangrijke analyse uitgevoerd en een aantal bomen geïdentificeerd die op relatief korte termijn moeten worden gekapt. De dienst Groene Ruimte, die belast is met het toezicht op dit onderzoek, heeft het College gevraagd richtsnoeren voor het gebied op te stellen. Er werden verschillende hypothesen naar voren gebracht:

1. De beveiliging van de groene ruimte door het plaatsen van een hek om te voorkomen dat iemand de ruimte betreedt, zonder de bomen te kappen.
2. Het kappen van de zieke bomen en het volledig herinrichten van het gebied tot een park met landschap.
3. Het kappen van de zieke bomen terwijl het gebied toegankelijk blijft, inclusief het herstellen van de bestaande paden.

Het College heeft voor deze laatste optie gekozen. Enerzijds blijkt uit het verslag van

de fytosanitaire studie dat bepaalde bomen moeten worden geveld omdat ze zijn aangetast door ziekten of in de loop der tijd kwetsbaar zijn geworden. Anderzijds hebben de bewoners die hebben deelgenomen aan een verkennende wandeling in de wijk, in het kader van de uitvoering van de nieuwe ecowijk Sint-Lambertus, duidelijk aangegeven dat zij de wijk toegankelijk maar veilig willen houden, zonder er een park of een speeltuin van te maken. Ik voeg hieraan toe dat de door het College gekozen optie consequent is. Aan deze kant van de Woluwe heeft men het moerasbos dat een beschermd natuurgebied is. Dan heeft men het natuurpark Goudeneilanden waarvoor we net de classificatie als te beschermen natuurgebied hebben gekregen. Dan heeft men het Sint-Lambertuspark, met een groot moerasgebied dat we willen beschermen en onderhouden. Ten slotte de groene ruimte bij de Tiendeschuur die ook een natuurgebied zal blijven. De meer landschappelijke gebieden liggen aan de andere kant van het Woluwedal, langs de rivier, met onder andere het Maloupark, de Molen en het Slot."

17.10.2022/A/0052 **Openbare netheid en samenwerking met Net Brussel: project harde vuilnisbakken. (Dhr. DE SMUL)**

Dhr. DE SMUL interpelleert het College als volgt over de openbare netheid, de samenwerking met Net Brussel en het project harde vuilnisbakken:

"In de straten van onze gemeente zou men zich gezond en veilig moeten voelen. Toch bereikten ons berichten van verschillende ontevreden inwoners. Zij klagen de onhygiënische toestand van sommige straten aan, na de ronde van de vuilnisophalers van Net Brussel. De zakken worden te vroeg op de stoep geplaatst en/of verscheurd door vogels, katten en vossen. In bepaalde wijken werden harde vuilnisbakken gratis ter beschikking van de inwoners gesteld, bij wijze van experiment.

- Wanneer gebeurt de evaluatie van dit project? Of, indien de resultaten reeds gekend zijn, wenst de gemeente dit project verder uit te breiden?
- Is het mogelijk om in de straten waar de situatie problematisch is in een verhoogde waakzaamheid van de gemeentelijke diensten te voorzien, bijvoorbeeld een extra veegronde of een campagne om de inwoners aan te moedigen om hun afval correct aan te bieden?
- Is hiervoor voldoende personeel (straatvegers, bestuurders afvalwagens...)?"

Dhr. JAQUEMYNS kondigt aan dat zijn antwoord zich zal beperken tot aspecten die betrekking hebben op Sint-Lambrechts-Woluwe en dat hij geen oordeel zal vellen over de werking van Net Brussel, die onder de gewestelijke bevoegdheid valt. Hij geeft het volgende antwoord:

"Sinds de inwerkingtreding van de ordonnantie die het gebruik van harde vuilnisbakken voor het plaatsen van vuilniszakken in de wijken "De Woluwe" en "UCL-Kapelleveld" verplicht stelt, heeft de dienst openbare reinheid een zeer aanzienlijke daling vastgesteld van het aantal opengescheurde zakken in de straten van deze twee wijken. Hieruit blijkt de doeltreffendheid van het systeem. Uit de evaluatie van de dienst openbare reinheid blijkt dat een groot aantal inwoners zich aan de voorschriften houdt en de harde vuilnisbak gebruikt om de witte zakken in te doen. Er zij aan herinnerd dat wij hebben besloten een gratis container te verstrekken aan elk huishouden in de twee betrokken wijken. Om het systeem nog doeltreffender te maken, zullen wij naast het Frans en het Nederlands een herinnering aan de regels in de twee betrokken wijken in verschillende talen versturen. We moeten inderdaad een

évolutive vaststellen waarbij de regels in de nationale talen niet altijd goed begrepen worden door sommige van onze inwoners die een vreemde taal spreken. Daarom zullen wij kiezen voor duidelijke en beknopte maar meertalige berichten, die het nog gemakkelijker zullen maken de regels in dit verband te begrijpen. In vergelijking met de twee wijken waarop de testfase betrekking had, stellen wij bovendien vast dat in de andere wijken van de gemeente nog een groot aantal vuilnisbakken door dieren zijn opengereten, waardoor vuil en een gevoel van viezigheid in de openbare ruimte ontstaan. Daarom willen we de komende maanden de verplichting om een container voor witte zakken te gebruiken uitbreiden naar alle delen van de gemeente. Met het oog daarop hebben wij gereageerd op de oproep tot het indienen van projecten die de gewestelijke minister belast met de Openbare Netheid in het kader van de ontwikkeling van zijn nieuwe netheidsstrategie voor het Brusselse Gewest heeft gelanceerd om een subsidie te verkrijgen. We wachten nog steeds op een antwoord van het kantoor van de gewestminister, Alain MARON. Bovendien zult u gemerkt hebben dat wij in verschillende edities van Wolu Info herinneren aan de regels van goed afvalbeheer (bijvoorbeeld: sommige bewoners laten zakken achter aan de voet van bomen, wat de vegetatie daar beschadigt). Net Brussel heeft ook haar communicatie verbeterd. In samenwerking met Net Brussel verspreiden we goede praktijken in verband met de ophaalkalender..."

Propreté publique et collaboration avec Bruxelles-Propreté : projet poubelles rigides. (M. DE SMUL)

M. DE SMUL interpelle le Collège comme suit concernant la propreté publique, la collaboration avec Bruxelles-Propreté et le projet poubelles rigides :

« Dans les rues de notre commune, on devrait se sentir bien et en sécurité. Pourtant, des messages de plusieurs habitants mécontents nous parviennent. Ils se plaignent de l'état insalubre de certaines rues, après la tournée des éboueurs de Bruxelles-Propreté. Les sacs sont déposés trop tôt sur le trottoir et/ou déchirés par les oiseaux, chats et renards. Dans certains quartiers, des poubelles rigides ont été mises gratuitement à la disposition des habitants, à titre expérimental.

- Quand l'évaluation de ce projet aura-t-elle lieu ? Ou, si les résultats sont déjà connus, la commune souhaite-t-elle étendre ce projet ?
- Est-il possible de prévoir une vigilance accrue des services communaux dans les rues où la situation est problématique, par exemple une tournée de balayage supplémentaire ou une campagne pour encourager les habitants à présenter leurs déchets correctement ?
- Y a-t-il assez de personnel pour cela (balayeurs, chauffeurs de camion poubelle...) ? »

M. JAQUEMYNS annonce que sa réponse se limitera aux aspects liés à Woluwe-Saint-Lambert et qu'il ne se permettra pas de porter un quelconque jugement sur la manière dont travaille Bruxelles-Propreté qui relève de la compétence régionale. Il donne les éléments de réponse suivants :

« Depuis l'entrée en vigueur de l'ordonnance imposant l'utilisation de conteneurs rigides pour y placer les sacs contenant le tout-venant destinés à la collecte dans les quartiers « La Woluwe » et « UCL-Kapelleveld », le service de la propreté publique constate une diminution très sensible du nombre de sacs éventrés dans les artères de ces deux quartiers. Cela démontre l'efficacité du système. L'évaluation faite par le service de la propreté publique démontre qu'un nombre élevé d'habitants se conforment aux dispositions en vigueur et utilisent le conteneur rigide pour y placer

leur sac blanc. Il faut rappeler que nous avons décidé de donner gratuitement un conteneur à chaque ménage des deux quartiers concernés. Afin de renforcer encore l'efficacité du système, outre le français et le néerlandais, nous adresserons un rappel des règles dans les deux quartiers visés en plusieurs langues. En effet, nous devons constater une évolution selon laquelle les règles énoncées dans les langues nationales ne sont pas toujours bien comprises par certains de nos habitants qui pratiquent une langue étrangère. Nous opterons donc pour des messages clairs et concis mais multilingues, permettant de mieux encore faire comprendre les règles en vigueur sur ce point. De plus, comparativement aux deux quartiers visés par la phase test, nous constatons que dans les autres quartiers de la commune, les poubelles éventrées par les animaux sont encore très nombreuses, engendrant des salissures et un sentiment de malpropreté dans l'espace public. C'est pourquoi nous envisageons d'étendre dans les prochains mois à toute partie du territoire communal l'obligation d'utiliser un conteneur pour y placer les sacs blancs. Dans cette optique, nous avons notamment répondu à l'appel à projets lancé par le ministre régional en charge de la Propreté publique dans le cadre de l'élaboration de sa nouvelle stratégie de propreté en Région bruxelloise afin d'obtenir un subside. Nous sommes à l'heure actuelle toujours en attente de la réponse du Cabinet du ministre régional Alain MARON. Par ailleurs, vous aurez remarqué à la lecture du Wolu Info que depuis plusieurs éditions, nous faisons des rappels des règles de bonne pratique en matière de gestion des déchets (exemple : certains habitants déposent les sacs au pied des arbres, ce qui abîme la végétation qui s'y trouve). Bruxelles-Propreté a également amélioré sa communication. En collaboration avec Bruxelles-Propreté, nous diffusons les messages de bonnes pratiques liées au calendrier des collectes... »

17.10.2022/A/0053 **Een niet-indexering van de huurgelden voor handelszaken die zich in gemeentelijke eigendommen bevinden. (Dhr. DESWERT)**

Dhr. DESWERT interpelleert het College als volgt in verband met een niet-indexering van de huurgelden voor handelszaken die zich in gemeentelijke eigendommen bevinden:

"De Brusselse regering nam recent een beslissing rond de niet-indexering van de huurgelden voor particuliere huurders. De beslissing kadert in het probleem van de stijgende energieprijzen. Er werd uiteindelijk een compromis gevonden rond een tijdelijke beperking van de indexering. Die zal beperkt blijven tot een jaar. Er werden een aantal andere voorwaarden aan de maatregel gekoppeld, rond het EPC-niveau van de panden. Nu is het natuurlijk wel zo dat, los van particuliere huurders, ook handelszaken met de stijgende energiekosten worden geconfronteerd. Voor de meeste handelszaken loopt deze kost bijzonder hoog op. Sommige zaken zijn door de aard van hun activiteit nu eenmaal erg energievoor. Voor andere zaken, zoals onder meer horecagelegenheden geldt dan weer dat ze gedurende een groot deel van de dag open zijn. Met de winter voor de deur betekent dat ook dat hun stookkosten sterk op dreigen te lopen. Ik hoef u niet te vertellen dat de meeste handelszaken het door corona uiteraard ook al zwaar te verduren hebben gehad. De Brusselse Horecafederatie is momenteel op zoek naar manieren om deze nieuwe crisis het hoofd te bieden. Ze kijkt daarvoor ook naar de indexering van de huurgelden van handelspanden. Zoals u weet, staat het eigenaars vrij om een indexering van hun huurgelden al dan niet door te voeren. Met deze interpellatie wil ik graag nagaan hoe dat in onze gemeente zit. De gemeente beschikt zelf immers over een stevig patrimonium aan panden waarin zich handelszaken bevinden. Denken we maar aan de winkels op de Georges Henrilaan. We beseffen uiteraard dat de gemeente de meeste van deze panden al gerenoveerd

heeft met het oog op energiezuinigheid. Maar de energiekosten zijn dermate sterk gestegen dat veel handelszaken alle hulp kunnen gebruiken om te overleven. Vandaar ook onze vragen:

- 1) Zullen de huurgelden van de handelszaken die zich bevinden in panden die eigendom zijn van de gemeente geïndexeerd worden? Is daar al een beslissing over genomen? Kan u wat meer uitleg geven bij deze beslissing?
- 2) Heeft de gemeente al overleg gepleegd met de handelszaken in de gemeente over maatregelen om deze nieuwe crisis het hoofd te bieden? Welke maatregelen zal de gemeente zelf nog nemen om onze handelszaken, zowel deze die zich in gemeentelijke panden als diegene die zich in privé-panden bevinden, te ondersteunen?"

Dhr. MAINGAIN geeft het volgende antwoord:

1. Tijdens de gezondheids crisis zag de gemeente af van het recht om huur in rekening te brengen in de periode dat er geen commerciële activiteit en dus geen omzet was.
2. De gewestregering heeft geen indicatie gegeven van een mogelijke bevrozing van de commerciële leasebetalingen. Hij beschouwt dit dus blijkbaar niet als een dringende aangelegenheid.
3. In het kader van de voorbereiding van de begroting 2023 zal het College deze kwestie onderzoeken en nagaan of er maatregelen moeten worden genomen, met name op het gebied van de goedkeuringsplannen. Niet alle sectoren kampen met dezelfde problemen. De ene activiteit is niet hetzelfde als de andere en de energiebehoeften zijn niet hetzelfde, afhankelijk van het soort activiteit.

Hij wijst erop dat de gemeentefinanciën onder grote druk staan en dat, tenzij het Gewest de gemeenten toestaat begrotingen met een tekort in te dienen, het moeilijk zal zijn hulp te bieden aan economische sectoren. Gezien de energiekosten van de gemeentelijke gebouwen pleit hij ervoor om de extra kosten in verband met de stijging van de energietarieven uit het te handhaven begrotingsvenwicht te halen. Hij wijst erop dat de gemeente het einde van de vaste contracten nadert en dus de extra kosten van de tariefverhogingen zal moeten dragen, zowel voor het OCMW als voor de gemeente. Hij pleit ervoor situaties van geval tot geval te bekijken in plaats van een algemene regel vast te stellen. Hij benadrukt ook dat het belangrijk is geen discriminatie te creëren.

Dhr. DESWERT vraagt of de vraag al door de handelaren is gesteld.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat dit in dit stadium niet het geval is.

Une non-indexation des loyers pour les commerces qui sont situés dans des propriétés communales. (M. DESWERT)

M. DESWERT interpelle le College comme suit par rapport à une non-indexation des loyers pour les commerces qui se trouvent dans des propriétés communales :

« Le gouvernement bruxellois a pris récemment une décision par rapport à la non-indexation des loyers pour les locataires particuliers. La décision s'inscrit dans le problème des prix de l'énergie en hausse. Un compromis a finalement été trouvé autour d'une limitation temporaire de l'indexation. Celle-ci restera limitée à un an. Une série d'autres conditions ont été associées à cette mesure, par rapport au niveau EPC des bâtiments. Il est maintenant évident qu'indépendamment des locataires particuliers, les commerces sont également confrontés aux coûts croissants de

l'énergie. Pour la plupart des commerces, ce coût augmente particulièrement fort. Effectivement, certains commerces sont, par la nature de leur activité, très énergivores. Pour d'autres commerces, comme notamment les établissements horeca, le fait est qu'ils sont ouverts une grande partie de la journée. Avec l'hiver qui approche, cela signifie aussi que leurs frais de chauffage risquent d'augmenter fortement. Il est inutile que je vous dise que la plupart des commerces ont évidemment déjà beaucoup souffert à cause du Covid. La Fédération Horeca de Bruxelles recherche actuellement des manières de faire face à cette nouvelle crise. Elle se tourne aussi pour cela vers l'indexation des loyers des immeubles commerciaux. Comme vous le savez, les propriétaires sont libres de procéder ou non à une indexation de leurs loyers. Avec cette interpellation, je voudrais vérifier ce qu'il en est dans notre commune. La commune dispose en effet elle-même d'un solide patrimoine d'immeubles où se trouvent des commerces. Pensons seulement aux magasins de l'avenue Georges Henri. Nous comprenons bien évidemment que la commune a déjà rénové la plupart de ces immeubles dans un but d'économie d'énergie. Mais les coûts de l'énergie sont montés tellement fort que beaucoup de commerces ont besoin de toute aide pour survivre. D'où nos questions :

- 1) Les loyers des commerces qui se trouvent dans des immeubles dont la commune est propriétaire seront-ils indexés ? Une décision a-t-elle déjà été prise à ce sujet ? Pouvez-vous donner un peu plus d'explications par rapport à cette décision ?
- 2) La commune s'est-elle déjà concertée avec les commerces situés sur le territoire communal au sujet des mesures pour faire face à cette nouvelle crise ? Quelles mesures la commune elle-même va-t-elle encore prendre pour soutenir nos commerces, qu'ils se trouvent dans des immeubles communaux ou dans des immeubles privés ? »

M. MAINGAIN donne les éléments de réponse suivants :

1. Pendant la crise sanitaire, la commune a renoncé à l'exigibilité des loyers durant la période où il n'y avait pas d'activité commerciale et donc pas de chiffre d'affaires.
2. Le gouvernement régional n'a donné aucune indication quant à un éventuel gel des loyers des baux commerciaux. Il n'a donc apparemment pas jugé qu'il y avait urgence à ce niveau.
3. Dans le cadre de l'élaboration du budget 2023, le Collège examinera cette question et évaluera si des mesures doivent être prises, notamment en termes de plans d'apurement. Tous les secteurs ne sont pas confrontés aux mêmes problèmes. Une activité n'est pas l'autre et les besoins énergétiques ne sont pas les mêmes en fonction du type d'activité.

Il fait remarquer que les finances communales sont soumises à des difficultés budgétaires de grande ampleur et que, sauf si la Région autorise les communes à présenter des budgets avec déficit, il sera difficile d'apporter des aides à des secteurs économiques. Il plaide, vu le coût énergétique des bâtiments communaux, pour que les surcoûts liés aux augmentations des tarifs énergétiques soient sortis de l'équilibre budgétaire à maintenir. Il précise que la commune arrive au terme des contrats fixes et devra donc assumer le surcoût des augmentations de tarifs, tant au CPAS qu'à la commune. Il préconise un examen des situations au cas par cas plutôt que l'établissement d'une règle générale. Il insiste également sur l'importance de veiller à ne pas créer de discriminations.

M. DESWERT demande si la question a déjà été posée par des commerçants.

M. MAINGAIN répond qu'à ce stade, ce n'est pas le cas.

Où en est la politique du logement à Woluwe-Saint-Lambert ? (Mme GOOSSENS)

Mme GOOSSENS interpelle le Collège comme suit concernant la politique d'accès au logement qui est menée à Woluwe-Saint-Lambert :

« S'il est vrai que de nombreux chantiers de construction et de rénovation surgissent dans notre commune, je m'interroge sur la volonté et la capacité d'action du Collège. De nombreux logements ont été créés par des promoteurs privés au Val d'Or, sur le boulevard de la Woluwe et sur la chaussée de Stockel mais il n'est pas sûr qu'il s'agisse de logements accessibles à tous alors que de nombreux expatriés aisés s'y installent. Bien entendu, notre commune a bénéficié de la politique régionale qui soutient la transformation d'immeubles de bureaux en logements, grâce au Fonds régional du logement et l' AIS y participe, mais pour Ecolo, le compte n'y est pas. Du côté de l'Habitation Moderne, plusieurs chantiers ont pris un retard très important. Nous notons bien la rénovation de quelques maisons avenue Georges Henri, mais des logements appartenant à la commune restent vides ou sont laissés à l'abandon, comme c'est le cas de l'immeuble rue de la Charrette. La commune s'est opposée par 2 fois à la construction de logements sociaux à l'avenue Jacques Brel et ce projet semble au point mort. La commune soutient les habitants qui s'opposent à des projets de construction de logements dans un quartier de la commune (avenue de la Croix du Sud) mais impose un projet de lotissement que l'on pourrait qualifier de démesuré en intérieur d'îlot dans un autre quartier (chaussée de Stockel - site Sibelga). Nous avons beaucoup de mal à trouver de la cohérence dans tout cela et nous souhaiterions vous entendre sur votre action et vos intentions en matière de logement.

- Que pense le Collège des retards importants sur les chantiers de l'Habitation Moderne ?
Quels sont les délais prévus pour la reconstruction des sites des rues Dries et de l'Activité ?
Pouvez-vous nous confirmer que pour le site de la Roche Fatale, la fin des travaux est toujours prévue pour mai 2023 ?
- Nous nous inquiétons du coût de l'énergie dans les logements sociaux de l'Habitation Moderne et du fait que seule une partie des logements ait été isolée. Comment allez-vous protéger les locataires des appartements qui n'ont pas été isolés lors de la dernière tranche de travaux terminés il y a quelques années ? Il nous revient que l'objectif serait d'atteindre un PEB « D » à l'échéance du contrat de gestion en 2026. Les administrateurs de l'Habitation Moderne qui siègent au sein de notre assemblée peuvent-ils nous éclairer sur les moyens mis en œuvre pour réaliser cet objectif somme toute assez modeste ?
- Combien de logements communaux sont actuellement vides ?
- Vous aviez fait allusion à une nouvelle possibilité d'occupation pour le bâtiment vide de la rue de la Charrette. Qu'en est-il ?
- Où en est le projet de logements sociaux avenue Jacques Brel ?
- Où en est le projet de lotissement dans l'éco-quartier ?
- Allez-vous permettre l'extension du projet sur le site de Sibelga chaussée de Stockel alors que la première phase est terminée et que l'importance des volumes déjà construits s'impose à présent au voisinage ?
- Un permis d'urbanisme a-t-il été délivré pour le site de la « Ferme aux Oies » et comment le Collège compte-t-il réagir ?

- Où en est le projet de logements intergénérationnels à Woluwe-Saint-Lambert et notamment celui mis en avant il y a quelques années à l'angle des rues de l'Athénée Royal et Neerveld ? »

M. MAINGAIN répond que l'orientation générale en matière de politique du logement à Woluwe-Saint-Lambert, qui est l'une des communes bruxelloises où le taux de logements sociaux est le plus élevé, est que le Collège ne s'est jamais opposé, par principe comme d'autres communes, à la création de logements sociaux mais n'acceptera pas de projets inadaptés, notamment en termes d'amplitude. Il explique que c'est la raison pour laquelle le Collège s'est opposé fermement au projet avenue Jacques Brel qui était inadapté sur les plans urbanistique et environnemental. Il précise que la commune n'a plus eu de nouvelles de ce projet depuis qu'elle a obtenu gain de cause au Conseil d'Etat. Il signale que le Collège a marqué son accord sur un projet mixte de logements sociaux et moyens avenue Ariane 7 mais que ce projet prend du retard du fait que ce bâtiment a été préempté par l'Etat pour en faire un centre d'accueil de demandeurs d'asile. Il passe en revue divers autres sites évoqués par Mme GOOSSENS :

- Site de la Ferme aux Oies : le Collège tente de préserver à tout le moins une partie importante de l'espace de ce site qui présente une qualité environnementale particulière et il s'oppose donc au projet. On en reparlera lors d'une prochaine séance du Conseil communal.
- Bâtiment de la rue de la Charette : il n'est pas affecté au logement mais à de l'équipement. C'était un bâtiment dédié à l'hébergement de personnes sourdes et malentendantes. Il y a un projet pour accorder un droit d'emphytéose sur cette parcelle (dont l'emprise sera quelque peu adaptée) au CPAS pour y créer un centre d'hébergement pour personnes handicapées. Ce dossier est en cours. Quand le notaire aura préparé l'acte, il sera soumis au Conseil communal et au Conseil de l'Action sociale.
- Terrain à l'angle des rues Neerveld et de l'Athénée Royal : il y a une volonté du Collège de préserver cet espace en espace vert et un projet en ce sens sera prochainement présenté aux riverains.

Quant aux logements communaux, il explique qu'il y a une rotation : lorsqu'un bail prend fin, il y a une remise en état suivie d'une nouvelle location. Il donne plus de détails concernant 4 immeubles situés rue Saint-Lambert :

- n° 96 : il y aura prochainement des travaux de rénovation et les occupants (réfugiés hébergés par l'ASBL Diwan) seront relogés au n° 62 qui vient de se libérer et qui fera aussi l'objet d'une rénovation lourde par la suite ;
- n° 72 : il y a un projet de rénovation pour lequel le permis d'urbanisme est en préparation ;
- n° 44 : une lourde rénovation est en cours ;
- n° 50 : une rénovation plus légère mais nécessaire y est prévue prochainement.

Il évoque la possibilité de travailler avec une régie foncière.

M. THAYER ajoute qu'en ce qui concerne les logements sociaux, il convient de se tourner vers les administrateurs de l'Habitation Moderne qui ont tous les documents. Concernant le projet avenue Jacques Brel, il apporte les précisions suivantes :

- Un premier permis d'urbanisme pour la construction de 100 logements avec

- Un premier permis d'urbanisme pour la construction de 100 logements avec parking en plein air de 50 places a été délivré par la Région en 2010 et annulé par le Conseil d'Etat en 2012.

- Un 2^e permis d'urbanisme pour la construction de 108 logements avec parking en sous-sol de 72 parkings a été délivré par la Région en 2015 et annulé par le Conseil d'Etat en 2017.
- Aujourd'hui, aucune demande n'est introduite sur ce site.
- La commune a fait des propositions à la SLRB, notamment dans le cadre de l'accueil d'urgence de femmes battues, mais n'a malheureusement à ce jour pas de nouvelles suite à cette proposition.

Il revient sur un autre projet de logements publics comprenant un mix de logements moyens et sociaux qui devait être mené par la SLRB avenue Ariane 7, avec la transformation de cet immeuble de bureaux en logements, la capacité de ce bâtiment pouvant accueillir, selon les études menées par la SLRB lors de l'acquisition de cet immeuble, entre 200 et 250 logements en fonction de la programmation. Il rappelle que la commune avait marqué son intérêt pour y développer un programme de logements moyens. Il regrette que rien n'avance dans ce dossier, la commune n'ayant plus eu de suivi de la part de la SLRB, alors que celle-ci aurait pu avancer en parallèle avec le fait d'accueillir les Ukrainiens. On peut se poser la question de savoir ce qu'il en est de ce projet. La commune n'a pas reçu d'information et le site est préempté par le Fédéral pour un nouveau centre Fedasil, et ce, pour pallier ce que l'on peut appeler le chaos migratoire puisque, pour la première fois jeudi dernier, 125 demandeurs d'asile dont majoritairement des femmes et enfants ont dû dormir dans la rue. Il regrette le manque de politique au niveau fédéral en matière d'asile et de migration. Il espère recevoir très vite des nouvelles de la SLRB pour avancer dans ce projet.

Il fait remarquer par ailleurs que, comme on peut le voir au travers du projet Anthares piloté par l'Agence Immobilière Sociale et une société active dans l'immobilier plus social, quand c'est la commune qui est à la manœuvre, les projets avancent. Il signale en outre que la commune avec l' AIS propose plus de 600 logements et que c'est l'une des plus importantes AIS de la Région.

Quant à l'extension du projet sur le site de Sibelga chaussée de Stockel, il donne les précisions suivantes :

- Il s'agit d'un dossier pour lequel URBAN est l'autorité délivrante. Ce dossier est actuellement en instruction (étude d'incidences) et sera soumis à une enquête publique.
- La commune a établi un Règlement Communal d'Urbanisme Zoné pour cet endroit. Ce règlement est disponible sur le site de la commune.
- On a limité le P/S et la hauteur des bâtiments, en tenant compte du contexte bâti environnant. Cela a permis de restreindre ce que le promoteur voulait faire et de couper court à toute volonté de surdensifier le site.
- Le RCUZ a été soumis à enquête publique et a été approuvé.
- Lors des demandes de permis d'urbanisme et lors de l'enquête publique et de la commission de concertation, le Collège a refusé des dérogations grâce à ce règlement.

Concernant le site de la Ferme aux Oies, il apporte les précisions suivantes :

- Il s'agit d'un dossier pour lequel URBAN est l'autorité délivrante.
- Le Collège a marqué sa ferme et constante opposition aux différents projets présentés, et ce depuis le 1^{er} dossier présenté en 2016. Suite aux derniers projets présentés en 2022 (école + logements), le Collège a émis un avis

défavorable notamment pour les 3 raisons suivantes :

1° L'incompatibilité des projets avec la volonté de la commune de transformer ce site en site vert

Le projet se situe sur une zone qualifiée de liaison dans le réseau écologique bruxellois (également adjacente à deux zones de développement) et en zone D « valeur biologique significative », le site de la Ferme aux Oies jouant le rôle de refuge pour de nombreuses espèces. Rappelons l'avis formulé le 23/12/2020 par la Commission Royale des Monuments et des Sites sur la proposition émanant de la commune de classement de la « Ferme aux Oies » comme site en raison de son intérêt paysager et écologique, dans lequel la CRMS a encouragé « le recours à d'autres instruments planologiques pour permettre de conserver et valoriser ce site verdoyant, qui assure une belle aération dans la densification progressive de ces quartiers et offre un potentiel naturel et biologique, surtout à l'heure où Bruxelles – tel que souligné dans le plan régional nature 2016-2020 – est en recherche de terres maraîchères visant au développement de l'agriculture urbaine ». Faisant suite à cet avis, le Conseil communal a adopté, le 25/01/2021, une motion visant à préserver le patrimoine naturel du site de la Ferme aux Oies, en demandant notamment au Gouvernement de la Région bruxelloise d'acquérir le terrain dit de la « Ferme aux Oies ». Notons que cette motion pour préserver le patrimoine naturel de la Ferme aux Oies a été votée en réalité par les seuls membres de la majorité, l'opposition ne la soutenant pas puisque les groupes Ecolo et MR+ se sont abstenus. La commune a par ailleurs répondu à l'appel à candidature formulé par le ministre régional bruxellois de l'Environnement, M. MARON, auprès des communes afin d'identifier des terrains privés à acquérir en vue d'en faire des espaces verts de proximité, dans un courrier du 15/07/2021. Un courrier du 07/02/2022 a été adressé par les autorités communales, avec Wolu-Inter-Quartiers et les comités de quartier Hameau de Roodebeek, Capricorne, Pléiades, Constellations ainsi que le quartier durable « Demain à Roodebeek », au ministre régional de l'Environnement afin de lui rappeler les raisons justifiant de préserver ce site, dans lequel pourrait venir s'insérer la promenade verte régionale et qui pourrait devenir un lieu propice à la mise en place d'un projet didactique, porteur d'une dynamique durable centrée autour de l'agriculture urbaine et de la biodiversité, impliquant les acteurs locaux et régionaux mais aussi des nombreuses institutions sociales et scolaires présentes dans le quartier. Nous devons regretter le silence radio du ministre quant à ce projet (visant à préserver le site de la Ferme aux Oies et en faire un espace vert de proximité) alors qu'il permettrait, en outre, de mettre en avant la qualité paysagère du site et de profiter de sa situation en zone de liaison écologique et de son rôle de bassin de rétention des eaux de pluie.

2° Le projet de construction de l'Habitation Moderne sur le site adjacent visant au développement de logements publics

Par ailleurs, dans l'avis du Collège, nous avons souligné qu'il convient d'avoir égard à la modification projetée du tracé actuel de l'avenue de la Croix du Sud (en son tronçon appartenant à l'Habitation Moderne) et de l'alignement qui a été approuvée le 30/06/2021 par le Conseil communal. L'Habitation Moderne a un projet de construction d'un immeuble de logements sociaux sur la partie sud-est de sa parcelle cadastrée, au bord du terrain appartenant au promoteur, projet dont la faisabilité a été étudiée par un bureau d'architecture et qui aurait pour objet d'y créer 9 à 15 nouveaux logements sociaux et 14 emplacements de parking. Or, le Collège veille au respect des décisions adoptées en Conseil communal : le 30/06/2021, le Conseil communal a décidé in tempore non suspecto d'approuver :

- sous condition suspensive de la délivrance à l'Habitation Moderne du permis d'urbanisme permettant la mise en œuvre de son projet urbanistique visé dans la décision de son Conseil d'administration du 26/05/2021, d'une part, la désaffectation du tronçon actuel de l'avenue de la Croix du Sud situé sur la propriété de l'Habitation Moderne sous la forme d'une servitude publique de passage et, d'autre part, le déplacement de ce tronçon plus au Nord de cette propriété suivi de la cession par l'Habitation Moderne à la commune de la nouvelle voirie sous la forme d'une nouvelle servitude publique de passage ;
- le plan d'alignement.

Le groupe Ecolo a voté contre la modification du tracé et donc contre ce projet de l'Habitation Moderne. Soulignons que la demande de permis d'urbanisme faisant l'objet du présent avis a été déposée avant l'adoption de cette décision par le Conseil communal. Pour rappel, le projet du promoteur ne tient pas compte de cette modification future du tracé de la voirie ainsi que de l'alignement approuvée par le Conseil communal, sous la condition suspensive toutefois de la concrétisation du projet de construction de l'Habitation Moderne.

3^e élément : outre la préservation du site, la mauvaise intégration en termes de programme et de gabarit dans le tissu urbanistique des deux immeubles de logements

Il est préférable de prévoir deux maisons unifamiliales correctes et correspondant mieux à la typologie de la rue.

- Aujourd'hui, les demandes de permis d'urbanisme sont toujours à l'instruction. La commune s'est prononcée défavorablement durant la commission de concertation, mais l'appréciation finale appartiendra à la Région. Des plans modificatifs ont été déposés pour les logements mais on n'en sait pas plus. Le Collège et l'échevine suivent le dossier avec attention.

Quant au projet de logements intergénérationnels, il explique que le projet n'est pas poursuivi pour, en concertation avec les habitants, préserver un espace vert mais que, par contre, un projet intergénérationnel de relocalisation de l'Antenne Andromède est développé avec le CPAS, sur le terrain Citydev à proximité du rond-point des Communautés et on attend des informations de Citydev pour savoir où en est le projet car la question de la dépollution des sols a ralenti celui-ci.

M. MAINGAIN confirme qu'en ce qui concerne l'Habitation Moderne, il faut poser les questions au représentant de son groupe auprès de cet organisme.

Mme GOOSSENS reconnaît que celui-ci communique régulièrement des informations. Elle regrette un manque d'anticipation rue de l'Activité / rue Dries, s'agissant d'un projet qui date d'il y a plus de 10 ans et dont la démolition commencera bientôt pour une reconstruction prévue début 2023. Elle se demande quand le projet va aboutir. Elle demande également quel sera le délai pour la rue de la Roche Fatale.

M. MAINGAIN répond qu'il faut voir cette question avec l'Habitation Moderne. Il dénonce les procédures bien trop lourdes imposées par la SLRB. Il fait remarquer qu'il y a plus de contraintes imposées aux SISP en matière de marchés qu'il n'y en a pour les communes. Il ajoute que le retard n'est pas imputable à l'Habitation Moderne, que c'est un parcours du combattant d'obtenir les autorisations de la Région et que ces deux projets auront abouti grâce à la persistance et à la ténacité des gestionnaires de

la SISP.

Mme GOOSSENS demande ce qu'il en est du coût de l'énergie.

M. MAINGAIN répond qu'il faut demander à l'Habitation Moderne. Il signale que la SLRB n'a pas encore tranché sur l'indexation des loyers et qu'une SISP ne peut rien faire sans l'accord de la SLRB.

Waar staat het huisvestingsbeleid te Sint-Lambrechts-Woluwe? (Mw. GOOSSENS)

Mw. GOOSSENS interpelleert het College als volgt over het beleid inzake de toegang tot huisvesting dat in Sint-Lambrechts-Woluwe wordt gevoerd:

"Hoewel het waar is dat er in onze gemeente veel bouw- en renovatierreinen verrijzen, dan vraag ik me af of het College wel wil en kan optreden. In Gouddal, op het Woluwadal en op de Stokkelse steenweg, zijn door particuliere projectontwikkelaars veel woningen gebouwd, maar het is niet zeker dat het woningen zijn die voor iedereen toegankelijk zijn, terwijl er veel rijke expats komen wonen. Natuurlijk heeft onze gemeente geprofiteerd van het gewestbeleid dat de transformatie van kantoorgebouwen in woningen ondersteunt, dankzij het gewestelijke huisvestingsfonds, en de SVK neemt hieraan deel, maar voor Ecolo is dit niet genoeg. Wat de Moderne Woning betreft, is een aantal projecten ernstig vertraagd. Wij stellen vast dat enkele huizen in de Georges Henrilaan worden gerenoveerd, maar woningen van de gemeente blijven leegstaan of worden verlaten, zoals het gebouw in de Karrestraat. De gemeente heeft zich tweemaal verzet tegen de bouw van sociale woningen aan de Jacques Brellaan en dit project lijkt te zijn vastgelopen. De gemeente steunt de bewoners die zich verzetten tegen woningbouwprojecten in een wijk van de gemeente (Zuiderkruislaan) maar legt in een andere wijk (Stokkelsesteenweg - site Sibelga) een woningbouwproject op dat als buitensporig kan worden omschreven. Wij vinden het erg moeilijk om in dit alles samenhang te vinden en wij zouden graag horen wat u doet en wat uw voornemens zijn met betrekking tot huisvesting.

- Wat vindt het College van de grote vertragingen op de bouwplaatsen van de Moderne Woning?
- Wat zijn de geplande termijnen voor de reconstructie van de locaties Driesstraat en Werkzaamheidstraat?
Kunt u bevestigen dat de site Noodlottige Rots nog steeds gepland staat voor voltooiing in mei 2023?
- Wij maken ons zorgen over de energiekosten in de sociale woningen van de Moderne Woning en over het feit dat slechts een deel van de woningen is geïsoleerd. Hoe gaat u de huurders beschermen in de flats die in de laatste fase van de werkzaamheden van enkele jaren geleden niet zijn geïsoleerd? Wij hebben begrepen dat het de bedoeling is om tegen het einde van het beheerscontract in 2026 een EPB "D" te halen. Kunnen de administrateurs van de Moderne Woning die in onze vergadering zetelen ons inlichten over de middelen die worden ingezet om dit eerder bescheiden doel te bereiken?
- Hoeveel gemeentelijke woningen staan momenteel leeg?
- U had gezinspeeld op een nieuwe mogelijkheid om het lege gebouw in de Karrestraat te betrekken. Wat is de situatie?
- Wat is de status van het sociale woningbouwproject aan de Jacques Brellaan?
- Hoe staat het met het woningbouwproject in de ecowijk?

- Gaat u de uitbreiding van het project op het Sibelga-terrein aan de Stokkelsesteenweg toestaan nu de eerste fase is voltooid en de omvang van de reeds gebouwde volumes de buurt opdringt?
- Is er een bouwvergunning verleend voor het terrein "Ganzenhof" en hoe denkt het College hierop te reageren?
- Wat is de status van het intergenerationele woonproject in Sint-Lambrechts-Woluwe, en in het bijzonder van het project dat enkele jaren geleden werd voorgesteld op de hoek van de Koninklijk Athenumstraat en de Neerveldstraat?"

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat de algemene oriëntatie van het huisvestingsbeleid in Sint-Lambrechts-Woluwe, een van de Brusselse gemeenten met het hoogste percentage sociale woningen, is dat het College nooit principieel zoals andere gemeenten gekant is geweest tegen de bouw van sociale woningen, maar dat het geen ongeschikte projecten aanvaardt, met name wat de schaal betreft. Hij legt uit dat het College daarom sterk gekant was tegen het project Jacques Brellaan, dat ongeschikt was op het gebied van stedenbouw en milieu. Hij preciseert dat de gemeente niets meer over dit project heeft gehoord sinds ze haar zaak bij de Raad van State heeft gewonnen. Hij wijst erop dat het College heeft ingestemd met een gemengd project van sociale en middelgrote woningen aan de Arianelaan, maar dat dit project vertraging heeft opgelopen omdat de Staat het gebouw als opvangcentrum voor asielzoekers wil gebruiken. Hij heeft verschillende andere door mw. GOOSSENS genoemde sites bekeken:

- Terrein Ganzenhof: het College probeert ten minste een groot deel van de ruimte op dit terrein, dat een bijzondere milieukwaliteit heeft, te behouden en is daarom tegen het project. Dit zal tijdens een volgende zitting van de Gemeenteraad opnieuw worden besproken.
- Gebouw in de Karrestraat: niet gebruikt voor huisvesting maar voor voorzieningen. Het was een gebouw voor de huisvesting van doven en slechthorenden. Er is een project om op dit perceel een erfpachtrecht te verlenen (de oppervlakte zal enigszins worden aangepast) aan het OCMW om er een onderkomen voor gehandicapten te creëren. Dit dossier is onderweg. Zodra de notaris de akte heeft opgemaakt, wordt deze voorgelegd aan de Gemeenteraad en de Raad voor maatschappelijk welzijn.
- Grond op de hoek van de Neerveldstraat en de Koninklijk Atheneumstraat: het College wil deze ruimte behouden als groengebied en een project daartoe zal binnenkort aan de buurtbewoners worden voorgelegd.

Wat de gemeentelijke woningen betreft, legt hij uit dat er een rotatie is: wanneer een huurcontract afloopt, wordt er een renovatie uitgevoerd, gevolgd door een nieuw huurcontract. Hij geeft meer details over 4 gebouwen in de Sint-Lambertusstraat:

- nr. 96: er zullen binnenkort renovatiewerkzaamheden plaatsvinden en de bewoners (vluchtelingen gehuisvest door de vzw Diwan) zullen worden ondergebracht in nr. 62, dat zojuist is verlaten en waar later ook een grote renovatie zal plaatsvinden;
- nr. 72: er is een renovatieproject waarvoor een bouwvergunning wordt voorbereid;
- nr. 44: er is een grote renovatie aan de gang;
- nr. 50: een lichtere maar noodzakelijke renovatie is gepland in de nabije

toekomst.

Hij noemt de mogelijkheid om met een grondregie te werken.

Dhr. THAYER voegt daaraan toe dat het raadzaam is zich wat de sociale woningbouw betreft te wenden tot de beheerders van de Moderne Woning, die over alle documenten beschikken. Over het project Jacques Brellaan verstrekt hij de volgende details:

- Een eerste bouwvergunning voor de bouw van 100 woningen met een openluchtparkeerplaats van 50 plaatsen werd in 2010 door het Gewest afgegeven en in 2012 door de Raad van State geannuleerd.
- Een 2e stedenbouwkundige vergunning voor de bouw van 108 woningen met ondergrondse parking van 72 parkeerplaatsen werd in 2015 door het Gewest afgegeven en in 2017 door de Raad van State geannuleerd.
- Vandaag worden op deze site geen aanvragen ingediend.
- De gemeente heeft voorstellen gedaan aan de BGHM, met name in het kader van de noodopvang van mishandelde vrouwen, maar heeft tot op heden helaas geen nieuws naar aanleiding van dit voorstel.

Hij komt terug op een ander openbaar huisvestingsproject met een mix van middelgrote en sociale woningen dat door de BGHM zou worden uitgevoerd aan de Arianelaan 7, met de verbouwing van dit kantoorgebouw tot woningen, waarbij de capaciteit van dit gebouw volgens de studies die de BGHM bij de aankoop van dit gebouw heeft uitgevoerd, tussen 200 en 250 woningen kan herbergen, afhankelijk van de programmering. Hij herinnert zich dat de gemeente belangstelling had getoond voor de ontwikkeling van een middelgroot woningbouwprogramma aldaar. Hij betreurt het dat er in dit dossier geen vooruitgang wordt geboekt, omdat de gemeente geen follow-up heeft gehad van de BGHM, terwijl zij parallel aan het feit van ontvangst van de Oekraïners vooruitgang had kunnen boeken. De vraag rijst wat de status van dit project is. De gemeente heeft geen informatie ontvangen en het terrein is door de Federale regering in beslag genomen voor een nieuw Fedasil-centrum, om de zogenaamde migratiechaos te verlichten, aangezien afgelopen donderdag voor het eerst 125 asielzoekers, voornamelijk vrouwen en kinderen, op straat moesten slapen. Hij betreurt het gebrek aan beleid op federaal niveau inzake asiel en migratie. Hij hoopt spoedig van de BGHM te horen om met dit project vooruitgang te boeken.

Hij wijst er ook op dat, zoals blijkt uit het Anthares-project van het Sociaal Verhuurkantoor en een bedrijf dat actief is in meer sociaal vastgoed, wanneer de gemeente de leiding heeft, de projecten vooruitgaan. Hij wijst er ook op dat de gemeente met het SVK meer dan 600 woningen aanbiedt en dat het een van de grootste SVK's in het Gewest is.

Wat de uitbreiding van het project op de site van Sibelga aan de Stokkelsesteenweg betreft, geeft hij de volgende details:

- Dit is een bestand waarvoor URBAN de instantie van afgifte is. Dit dossier wordt momenteel onderzocht (impactstudie) en zal aan een openbaar onderzoek worden onderworpen.
- De gemeente heeft voor dit gebied een zonale gemeentelijke stedenbouwkundige verordening opgesteld. Deze verordening is beschikbaar op de website van de gemeente.
- De P/S en de hoogte van de gebouwen zijn beperkt, rekening houdend met de omringende bebouwde context. Dit beperkt wat de ontwikkelaar wilde doen en snijdt elke wens tot oververdichting van het terrein af.

- De zonale GemSV werd aan een openbaar onderzoek onderworpen en goedgekeurd.
- Ten tijde van de aanvragen voor een stedenbouwkundige vergunning en tijdens het openbaar onderzoek en de overlegcommissie heeft het College afwijkingen dankzij deze verordening geweigerd.

Met betrekking tot het terrein van het Ganzenhof geeft hij de volgende toelichting:

- Dit is een bestand waarvoor URBAN de instantie van afgifte is.
- Het College heeft zich sinds de indiening van het eerste dossier in 2016 krachtig en voortdurend verzet tegen de verschillende ingediende projecten. Naar aanleiding van de laatste in 2022 gepresenteerde projecten (school + huisvesting) heeft het College een ongunstig advies uitgebracht om met name de volgende 3 redenen:

1° De onverenigbaarheid van de projecten met de wens van de gemeente om dit gebied om te vormen tot een groen gebied.

Het project is gelegen in een zone die als schakel in het ecologisch netwerk van Brussel wordt aangemerkt (tevens grenzend aan twee ontwikkelingszones) en in zone D "significante biologische waarde", waarbij het terrein van het Ganzenhof de rol van toevluchtsoord voor talrijke soorten vervult. We herinneren aan het advies dat de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen op 23/12/2020 uitbracht over het voorstel van de gemeente om het Ganzenhof te klasseren als site omwille van haar landschappelijk en ecologisch belang, waarin de KCML aanspoorde tot het gebruik van andere planologische instrumenten om het behoud en de opwaardering van deze groene site mogelijk te maken, die een mooie ventilatie biedt in de geleidelijke verdichting van deze wijken en een natuurlijk en biologisch potentieel biedt, zeker op een moment dat Brussel - zoals onderstreept in het gewestelijk natuurplan 2016-2020 - op zoek is naar tuinderijen voor de ontwikkeling van stadslandbouw. Naar aanleiding van dit advies heeft de Gemeenteraad op 25/01/2021 een motie aangenomen voor het behoud van het natuurlijke erfgoed van het Ganzenhof door de Regering van het Brusselse Gewest te verzoeken het terrein dat bekend staat als het Ganzenhof aan te kopen. Er zij op gewezen dat deze motie tot behoud van het natuurlijk erfgoed van het Ganzenhof in feite alleen door de leden van de meerderheid is aangenomen; de oppositie steunt haar niet, aangezien de fracties van Ecolo en MR+ zich van stemming hebben onthouden. Bij brief van 15/07/2021 heeft de gemeente ook gereageerd op de oproep van de Brusselse minister van Leefmilieu, dhr. MARON, aan de gemeenten om aan te geven welke particuliere gronden moeten worden aangekocht met het oog op de inrichting van plaatselijke groenzones. Een brief van 07/02/2022 werd door het gemeentebestuur, samen met Wolu-Inter-Quartiers en de wijkcomités Gehucht van Roodebeek, Steenbokken, Plejaden en Sterrenbeelden, alsook de duurzame wijk "Demain à Roodebeek", naar de gewestelijke minister van Leefmilieu gestuurd om hem te herinneren aan de redenen die het behoud van deze site rechtvaardigen, De site zou kunnen worden gebruikt voor de regionale groene wandeling en zou een geschikte plaats kunnen worden voor de uitvoering van een educatief project, dat een duurzame dynamiek zou creëren rond stadslandbouw en biodiversiteit, waarbij lokale en regionale actoren en de vele sociale en onderwijsinstellingen in de wijk zouden worden betrokken. Wij betreuren de radiostilte van de minister over dit project (dat tot doel heeft het terrein van het Ganzenhof te behouden en er een plaatselijke groene ruimte van te maken), terwijl het ons ook in staat zou stellen de landschappelijke kwaliteit van het terrein te benadrukken en te

profiteren van zijn ligging in een ecologische verbindingszone en zijn rol als opvangbekken voor regenwater.

2° Het bouwproject van de Moderne Woning op het aangrenzende terrein, gericht op de ontwikkeling van volkshuisvesting

Bovendien hebben wij er in het advies van het College op gewezen dat rekening moet worden gehouden met de voorgestelde wijziging van het huidige tracé van de Zuiderkruislaan (in het gedeelte dat toebehoort aan de Moderne Woning) en het tracé dat op 30/06/2021 door de Gemeenteraad is goedgekeurd. De Moderne Woning heeft een project om op het zuidoostelijke deel van haar kadastrale perceel, aan de rand van het terrein van de projectontwikkelaar, een gebouw voor sociale huisvesting te bouwen, waarvan de haalbaarheid door een architectenbureau is bestudeerd en dat 9 tot 15 nieuwe sociale woningen en 14 parkeerplaatsen zou opleveren. Het College ziet er echter op toe dat de door de Gemeenteraad genomen besluiten worden gerespecteerd: op 30/06/2021 heeft de Gemeenteraad in tempore non suspecto besloten om het volgende goed te keuren:

- onder de opschortende voorwaarde van afgifte aan de Moderne Woning van de stedenbouwkundige vergunning voor de uitvoering van haar stedenbouwkundig project bedoeld in het besluit van haar Raad van bestuur van 26/05/2021, enerzijds het buiten gebruik stellen van het huidige gedeelte van de Zuiderkruislaan op het terrein van de Moderne Woning in de vorm van een openbare erfdienstbaarheid van doorgang en anderzijds de verplaatsing van dit gedeelte verder naar het noorden van dit terrein, gevolgd door de overdracht door de Moderne Woning aan de gemeente van de nieuwe weg in de vorm van een nieuwe openbare erfdienstbaarheid van doorgang;
- het rooiplan.

De Ecolo-fractie stemde tegen de wijziging van de route en dus tegen dit project van de Moderne Woning. Opgemerkt zij dat de aanvraag voor een bouwvergunning waarop dit advies betrekking heeft, is ingediend vóór de vaststelling van dit besluit door de Gemeenteraad. Ter herinnering: het project van de ontwikkelaar houdt geen rekening met deze toekomstige wijziging van de wegindeling en het door de Gemeenteraad goedgekeurde tracé, onder de opschortende voorwaarde van de realisatie van het bouwproject van de Moderne Woning.

3e element: naast het behoud van het terrein, de slechte integratie qua programma en omvang in het stedelijk weefsel van de twee woongebouwen

Het verdient de voorkeur om twee eengezinswoningen te plannen die correct zijn en beter aansluiten bij de typologie van de straat.

- Vandaag worden de aanvragen voor bouwvergunningen nog steeds behandeld. De gemeente heeft tijdens de overlegcommissie een ongunstig advies uitgebracht, maar het definitieve oordeel zal door het Gewest worden geveld. Voor de woningen zijn wijzigingsplannen ingediend, maar er zijn geen verdere details bekend. Het College en de schepen volgen het dossier op de voet.

Wat het intergenerationeel woningbouwproject betreft, legt hij uit dat dit project niet wordt voortgezet om in overleg met de bewoners een groene ruimte te behouden, maar dat er daarentegen samen met het OCMW een intergenerationeel project voor de verhuizing van de Uitbreiding Andromeda wordt ontwikkeld op het terrein van Citydev, in de buurt van de rotonde van de Gemeenschappen, en wij wachten op

informatie van Citydev om te weten te komen in welk stadium het project zich bevindt, aangezien de kwestie van de bodemsanering het project heeft vertraagd.

Dhr. MAINGAIN bevestigt dat, wat de Moderne Woning betreft, vragen moeten worden gesteld aan de vertegenwoordiger van zijn fractie bij deze organisatie.

Mw. GOOSSENS erkent dat deze laatste regelmatig informatie verstrekt. Zij betreurt het dat er niet vooruit is gelopen op de Werkzaamheidstraat/ Driesstraat, aangezien dit een project is dat meer dan 10 jaar oud is en de sloop binnenkort zal beginnen voor een reconstructie die gepland is voor begin 2023. Ze vraagt zich af wanneer het project klaar zou zijn. Zij vraagt ook wat het tijdschema is voor de Noodlottige Rotsstraat.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat deze kwestie met de Moderne Woning moet worden besproken. Hij hekelt de buitensporig zware procedures die de BGHM oplegt. Hij wijst erop dat er voor de OVM's meer beperkingen gelden in termen van opdrachten dan voor de gemeenten. Hij voegt eraan toe dat de vertraging niet te wijten is aan de Moderne Woning, dat het een hindernisbaan is om de vergunningen van het Gewest te verkrijgen en dat deze twee projecten zullen zijn voltooid dankzij de volharding en vasthoudendheid van de OVM-beheerders.

Mw. GOOSSENS vraagt naar de energiekosten.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat dit aan de Moderne Woning moet worden gevraagd. Hij wijst erop dat de BGHM nog geen besluit heeft genomen over de indexering van de huren en dat een SISP niets kan doen zonder de instemming van de BGHM.

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,

Patrick Lambert

Ariane Calmeyn